



# La coopération roumaine au développement

EXERCICE

D'APPROCHE GOFFMANNIENNE

*Mémoire présenté par  
Codrat Alin Teclu  
en vue de l'obtention du diplôme de  
Master en Sciences de la Population et  
du Développement*



*Promoteur : G. PIROTTE  
Lecteurs : M. PONCELET, É. LHOMEL et  
L. ATLANI-DUAULT*

Année académique 2008-2009

*Je voudrais remercier...*

*Monsieur Pirotte, d'avoir eu la patience d'écouter mes réflexions et mes doutes. Mais aussi d'avoir su trouver les mots pour me recadrer, tout en me laissant la liberté nécessaire pour un travail épanouissant, comme j'ai eu la chance que le soit ce mémoire...*

*Mes lecteurs, Monsieur Poncelet, Madame Lhomel et Madame Atlani-Duault, pour avoir accepté de suivre ce travail malgré leur agenda chargé...*

*Tous les gens que j'ai rencontrés en Roumanie, car sans eux ce travail n'aurait été qu'un bout de papier sans vie...*

*Ma famille, que j'aime plus que tout et sans qui je ne serais pas arrivé au bout de ces années universitaires...*

*Mes amis, qui sont toute ma richesse.*

# CARTE DE LA ROUMANIE

---



# SOMMAIRE

---

<b>INTRODUCTION – Dans les recoins du champ du développement</b>	<b>6</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE – La démarche méthodologique et le cadre théorique</b>	<b>9</b>
<b>1. La démarche méthodologique</b>	<b>9</b>
<b>2. Le cadre théorique</b>	<b>13</b>
2.1. L'ordre de l'interaction	13
2.2. La généalogie intellectuelle du <i>faceworking</i>	15
2.2.1. <i>De la rencontre comme échange d'informations à l'interaction comme lieu de théâtralité</i>	15
2.2.2. <i>La définition de la situation</i>	17
2.3. Le <i>faceworking</i>	19
2.3.1. <i>Le rôle, la face et la façade</i>	19
2.3.2. <i>L'enjeu du faceworking</i>	21
2.3.3. <i>Géographie du faceworking</i>	22
2.3.4. <i>La communication par sous-entendus</i>	23
2.3.5. <i>La prégnance de la face</i>	24
2.3.5.1. <i>La contrainte de réalisation dramatique</i>	24
2.3.5.2. <i>L'attachement émotionnel à la face</i>	25
2.3.5.3. <i>La sacralité de la face</i>	26
<b>3. De la théorie au terrain</b>	<b>27</b>
<b>DEUXIÈME PARTIE – Un panorama de la coopération roumaine au développement</b>	<b>29</b>
<b>1. Les trois acteurs centraux – le MAE, FOND et le PNUD</b>	<b>31</b>
1.1. Le Ministère des Affaires Étrangères (MAE)	31
1.1.1. <i>Le cadre étatique de la coopération roumaine au développement</i>	31
1.1.2. <i>Explication de la position du MAE</i>	34
1.2. La Fédération des ONG roumaines de Développement (FOND)	37
1.2.1. <i>La société civile roumaine et la coopération au développement</i>	37
1.2.2. <i>Explication de la position de FOND</i>	40

1.3.	Le PNUD-Roumanie	42
1.3.1.	<i>Le PNUD et la coopération au développement</i>	42
1.3.2.	<i>Explication de la position du PNUD</i>	44
<b>2.</b>	<b>Des acteurs connexes</b>	<b>45</b>
2.1.	Les universités roumaines	45
2.2.	Les institutions étrangères	46
<b>3.</b>	<b>L'opinion publique</b>	<b>48</b>
<b>4.</b>	<b>Une première structuration de la coopération roumaine au développement</b>	<b>54</b>
 <b>TROISIÈME PARTIE – DES PRATIQUES ÉCLAIRÉES PAR LA THÉORIE</b>		<b>56</b>
<b>1.</b>	<b>La coopération roumaine au développement est définie dans l'interaction : « Leur plus-value, c'est après 1989 ! »</b>	<b>56</b>
<b>2.</b>	<b>Au cœur des stratégies des acteurs, les contraintes de la face</b>	<b>60</b>
2.1.	Le MAE : « On veut améliorer beaucoup de choses, mais c'est un long chemin »	60
2.2.	FOND : « On doit apprendre à être plus solidaires »	64
2.3.	Le PNUD : « Mais quelle est donc votre vision, votre position, pour qu'on ne vous marche pas dessus ! »	67
2.4.	Tous les acteurs : « La Roumanie possède un avantage comparatif indéniable : l'expérience de la transition »	72
<b>3.</b>	<b>L'importance de l'attachement émotionnel à la face : « Comment pourrais-je aller donner des leçons à d'autres ? »</b>	<b>74</b>
 <b>CONCLUSION – LE QUOTIDIEN DE L'INTERACTION : BILAN, LIMITES ET PERSPECTIVES</b>		<b>78</b>
 <b>BIBLIOGRAPHIE</b>		<b>86</b>

*Les choses vivantes en contact avec l'air doivent avoir un épiderme,  
et on ne saurait reprocher à l'épiderme de n'être pas le cœur.*

George Santayana

## INTRODUCTION

### Dans les recoins du champ du développement

---

Le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la Roumanie intègre l'Union Européenne. Faisant partie de l'acquis communautaire, la coopération au développement en tant que donateur et concepteur commence dès lors officiellement pour ce pays de 22 millions d'habitants<sup>1</sup>. Préoccupée pendant des siècles à rassembler ses trois régions historiques que sont la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie, puis à égaliser (parfois brutalement) les différences entre ses localités, voilà la Roumanie confrontée à un nouvel horizon : soutenir la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans le « Sud »<sup>2</sup>. Mais lorsque l'on sait qu'elle a eu, elle aussi, *son* rapport des OMD pour 2008, on prend conscience que ce chantier constitue un défi, et pas des moindres.

Devant cette situation nouvelle, il nous semblait pertinent d'avoir recours à l'anthropologie critique du développement (ATLANI-DUAULT, 2005 : 21-26) de O. De Sardan (DE SARDAN, 1995). Il nous paraissait en effet intéressant d'analyser comment les divers acteurs locaux réinterprètent ce projet en pleine construction qu'est « la coopération roumaine au développement ». Ce cadre théorique nous a été ainsi d'une aide précieuse pour comprendre les stratégies des différents acteurs du champ. Mais, lors de notre observation participante au sein du secrétariat de la toute jeune Fédération des ONG roumaines de Développement (FOND), nous avons dû constater assez rapidement qu'il ne nous permettait pas d'appréhender une partie du positionnement des acteurs, celle qui n'était justement pas réductible à des calculs stratégiques. La perspective avec laquelle nous étions venus ne rendait pas suffisamment compte des doutes qui traversaient les personnes rencontrées quant à leur nouveau rôle

---

<sup>1</sup> Ce domaine était inclus dans le chapitre 27 sur la Politique Etrangère et la Sécurité Commune (PESC) au moment de l'intégration de la Roumanie dans l'UE. Pour les négociations avec la Croatie et la Turquie, l'acquis communautaire a été réorganisé et le point concernant la coopération au développement se trouve aujourd'hui dans le chapitre 30 portant sur les relations extérieures ([http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/enlargement\\_process/accession\\_process/how\\_does\\_a\\_country\\_join\\_the\\_eu/negotiations\\_croatia\\_turkey/table\\_of\\_correspondence\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/enlargement_process/accession_process/how_does_a_country_join_the_eu/negotiations_croatia_turkey/table_of_correspondence_en.pdf), consulté le 21/07/09).

<sup>2</sup> Une précision sémantique doit être faite : lorsque les différents acteurs rencontrés sur le terrain nous parlaient de la coopération au développement, ils faisaient référence à l'« aide au développement » et non à l'« aide humanitaire ». C'est pourquoi, sauf mentions contraires, lorsque nous parlerons de coopération au développement, nous entendrons par là « aide au développement » et non « aide humanitaire ».

dans le Complexe Développeur International (CDI)<sup>3</sup>, de leurs efforts pour comprendre ce qu'il faut entendre par « coopération au développement », et ne transcrivait en rien les souvenirs émus d'ONG-istes lors de leur premier voyage en Afrique, surpris d'y avoir rencontré des autochtones qui parlaient le roumain. Plus profondément, nous ne disposions pas des outils analytiques nécessaires pour observer et expliquer certains aspects des rencontres auxquelles nous assistions entre les acteurs du champ. Au-delà des intérêts des uns et des autres, ces moments semblaient en effet répondre à une dynamique propre qui imposait à tous la mise en scène d'une représentation codifiée. Si les protagonistes ne se privaient pas pour saisir les opportunités existantes, ils paraissaient devoir respecter certains interdits et se plier à des contraintes de figuration. Or, celle-ci était à l'œuvre au cœur d'un recoin délaissé dans l'étude du CDI : *l'interaction*.

On pourrait nous répondre que l'anthropologie du développement dans le sillage de De Sardan rend à l'acteur les possibilités d'action qui sont les siennes, en démontrant qu'il n'est pas le reflet de déterminismes culturalistes (DE SARDAN, 1995). Cette perspective semble donc venir à la rencontre d'une analyse *in situ*. Crozier et Friedberg, auteurs qui ont inspiré De Sardan (1995 : 40-41), ne disaient-ils pas d'ailleurs que c'est « l'occasion qui fait le larron » ? (CROZIER et FRIEDBERG, 1977 : 406, cités par KUTY, 1998 : 232)

Mais s'il était salutaire de mettre l'accent sur la rationalité des acteurs bénéficiaires d'un projet de développement, l'héritage de la sociologie de l'action organisée s'est peut-être fait trop pesant. Car à observer les situations concrètes dans lesquelles se meuvent les acteurs de la coopération roumaine au développement, on se rend compte qu'ils n'essaient pas uniquement de tirer profit de la (nouvelle) situation : ils essaient également de la comprendre et de lui donner un sens. De plus, nos rencontres avec FOND, le Ministère des Affaires Etrangères (MAE), le Programme des Nations Unies en Roumanie (PNUD) et d'autres organismes, nous ont amenés à prendre conscience que pour élaborer une stratégie, ces acteurs semblaient avoir besoin de définir la situation. C'est-à-dire de s'accorder sur le rôle et la place de chacun. Et la réalisation d'un tel consensus nous apparaissait, là-encore, répondre aux exigences d'un jeu de figuration. Enfin, du discours du Commissaire Européen au discours du courtier local, l'arène qu'est tout projet de développement (DE SARDAN, 1995 : 173-180) connecte publiquement une multitude d'institutions. Dès lors, cette arène n'est pas qu'un combat entre les acteurs, c'est également un spectacle qui devra contenter le public.

« Comprendre la situation », « la définir en établissant la place de chacun », « mener une représentation » sont autant de processus qui se réalisent au cœur de l'interaction et qui nous amènent

---

<sup>3</sup> Par Complexe Développeur International (CDI), nous désignons l'ensemble des acteurs, institutions et procédures de la coopération au développement internationale (GUICHAOUA et GOUSSAULT, 1993 : 43).

à finalement prendre comme auteur de référence un sociologue spécialiste en la matière : Erving Goffman (WINKIN, 1988). Celui-ci montre qu'il existe, lors de chaque rencontre, un *ordre de l'interaction*. Dès lors, le but de ce travail sera de voir si la prise en compte de cet ordre est pertinente dans l'analyse du champ du développement. Mais un tel objectif est large et il nous faut donc recentrer notre démarche. Nous avons soulevé l'idée que les acteurs de la coopération roumaine au développement mettent en place des représentations codifiées. Ce jeu de figuration, Goffman le qualifie de *faceworking* : si tous les protagonistes tentent de réaliser leurs intérêts, ils ne peuvent le faire qu'en maintenant chacun une *face*. Les rencontres entre deux institutions semblent donc être également contraintes par une dynamique propre à l'interaction, et dont les conséquences ont peut-être été sous-estimées. Dès lors, notre réflexion peut être formulée en une question précise : en quoi le jeu de figuration (*faceworking*) des trois acteurs centraux de la coopération roumaine au développement (le MAE, FOND et le PNUD) participe-t-il à la structuration du champ ?

Comme tout contexte de changement, le basculement du statut de la Roumanie qui passe d'acteur aidé à acteur aidant, nous permettra d'encore mieux faire ressortir les enjeux d'un champ où les acteurs forment normes et pratiques pour construire l'objet « coopération roumaine au développement », dernier-né de la post-transition. Car quel meilleur moment pour saisir un éventuel ordre de l'interaction qu'une situation nouvelle, où les protagonistes doivent trouver leur place et celles des autres ? Enfin, précisons qu'au vu de l'important soutien financier des bailleurs de fonds à la société civile roumaine depuis 1989 (PIROTTE, 2003), appréhender cette mutation à travers les yeux de la fédération des ONG de développement nous a semblé être le meilleur moyen de comprendre, de « l'intérieur », les conséquences d'un agenda dorénavant doté d'activités d'aide internationale.

Afin de voir si une analyse de l'ordre de l'interaction dans le champ du développement est pertinente ou non, il nous faudra donc déterminer si le *faceworking* est bien à l'œuvre dans le quotidien des différents acteurs. Pour ce faire, la première partie du travail s'attellera à expliciter notre démarche méthodologique, puis les concepts de notre cadre d'analyse : ordre de l'interaction, *face*, *faceworking*, sacré/profane, etc. La deuxième partie proposera ensuite un panorama de la coopération roumaine au développement. Il s'agira non seulement de circonscrire ce champ et de décrire les caractéristiques des différents acteurs, mais également les stratégies de ces derniers. Ainsi, lors de la troisième et ultime partie, nous pourrons appliquer notre canevas conceptuel et voir si, au-delà des stratégies, le *faceworking* du MAE, de FOND et du PNUD structure ou non le champ de la coopération roumaine au développement. Ce qui nous permettra de rejoindre notre objectif premier et de voir dans quelle mesure l'analyse de l'ordre de l'interaction peut être pertinente dans l'étude du CDI.



## PREMIERE PARTIE

### La démarche méthodologique et le cadre théorique

---

#### 1. La démarche méthodologique

Pour qu'un fait social devienne scientifique, le philosophe français G. Bachelard nous a appris qu'il doit être conquis sur les préjugés, construit par la raison et constaté sur le terrain (QUIVY et VAN CAMPENHOUDT, 1995 : 14). Afin d'assurer cette solidité analytique et empirique, on comprend toute l'importance d'une méthodologie adéquate à la théorie et à la réalité des situations rencontrées. Il nous faut dès lors expliciter comment nous en sommes arrivés à adopter une perspective goffmannienne dans un mémoire en Sciences de la Population et du Développement.

Imprégné du constat de L. Atlani-Duault quant aux nombreux chercheurs qui n'étudient le CDI « qu'à partir de documents, complétés par des entretiens réalisés auprès d'acteurs du développement [...], et par l'observation de certaines de leurs pratiques, [et encore, de] celles que l'on veut bien leur montrer » (ATLANI-DUAULT, 2009 : 35), nous avons fait le choix de réaliser une observation participante de deux mois au sein de la Fédération des ONG roumaines de Développement (FOND). De par la durée permise par un mémoire et de par le fait qu'il s'agissait de notre première tentative de mise en œuvre d'une démarche scientifique, ce que nous avons pu voir est sans doute en grande partie resté « ce que l'on a bien voulu nous montrer ». Néanmoins, également convaincu par l'enseignement de H. Becker, qui nous disait que « l'on ne peut comprendre les effets du champ des possibilités [...] qu'en les considérant du point de vue de l'acteur » (COULON, 2004 : 76), nous avons voulu tenter une telle approche du CDI.

Le cadre conceptuel avec lequel nous sommes partis était principalement constitué de l'anthropologie du développement telle qu'elle est défendue par O. De Sardan (DE SARDAN, 1995). Néanmoins, même munis d'une « boîte à outils », nous avons prévu d'être présents deux mois sur place afin de pouvoir nous laisser surprendre par le terrain. La coopération roumaine au développement étant un objet nouveau, nous avons souhaité ne pas la cloisonner dans une perspective *a priori*. Cette démarche, plutôt hypothético-inductive dans un premier temps, nous amena à constater que la caractéristique dominante du champ était l'*incertitude* des acteurs rencontrés quant aux positions à adopter. Chacun avait bien entendu ses stratégies et nous assistions à une réappropriation du projet (DE SARDAN, 1995) qu'est la coopération roumaine au développement. Mais les acteurs roumains semblaient également pris dans des contraintes dont notre « boîte à outils » ne rendait pas

suffisamment compte. Ainsi, plusieurs ONG membres de FOND nous expliquaient qu'elles ne savaient ce qu'était la coopération au développement et qu'elles avaient d'abord besoin de définir cette nouvelle situation. La fédération elle-même essayait de clarifier le rôle que ses membres, mais aussi le « vieux »<sup>4</sup> CDI, attendaient d'elle. Le PNUD, engagé dans une stratégie de repositionnement suite à l'entrée de la Roumanie dans l'UE, tentait de convaincre la société civile à adhérer à une certaine répartition des places de chacun dans le champ l'aide au développement. Alors que FOND était globalement satisfait des discussions informelles avec la MAE, il en allait tout autrement concernant les décisions publiques du ministère. Une personne rencontrée s'impliqua avec une ardeur nouvelle une fois revenu d'un voyage en Afrique, tandis qu'une autre quitta le monde du développement après avoir « compris le vrai jeu de l'UE »<sup>5</sup> etc.

« Définir la situation », « clarifier les rôles », « répartir les places de chacun », des « discussions de coulisses » bien différentes de ce qu'il se passe sur « scène », une implication dans un domaine qui varie selon « l'image perçue » de celui-ci. Toutes ces observations nous amenèrent assez rapidement à penser qu'à côté des stratégies analysées par l'anthropologie du développement « critique » (ATLANI-DUAULT, 2005 : 22), il semble également y avoir tout un jeu de *mise en scène*. Devant un processus se déroulant au cœur des interactions et nous rapprochant de la métaphore de la pièce de théâtre, notre réflexion nous incita à prendre comme auteur de référence E. Goffman. En effet, celui-ci a fait du jeu de figuration des acteurs (*faceworking*) un élément central de sa théorie. Comme nous allons le voir, ce cadre conceptuel rend compte de la manière dont les individus/institutions tentent de définir la situation (à leur avantage) en fixant les rôles de chacun, mais sans faire perdre la *face* de personne. Cette perspective nous a ainsi permis de transformer nos observations en une question de départ viable d'un point de vue analytique : le jeu de figuration (*faceworking*) des acteurs de la coopération roumaine au développement contribue-t-il à la structuration du champ ? Notre démarche hypothético-inductive devenait ainsi à tendance hypothético-déductive<sup>6</sup>.

Pour y répondre, nous avons eu recours à quatre « postures » méthodologiques qui s'influencent l'une l'autre et parfois se recoupent. Premièrement, notre travail s'inscrit clairement dans le sillage de la sociologie compréhensive, car nous cherchons à comprendre le sens que les acteurs donnent à leurs actes et à ceux des autres (LALLEMENT, 2005a : 188-190). Deuxièmement, nous considérons les acteurs rencontrés comme des sujets analytiques plutôt qu'empiriques, selon l'expression d'A. Coulon

---

<sup>4</sup> Par « vieux » CDI, nous entendons celui qui n'englobe pas les nouveaux états membres de l'UE.

<sup>5</sup> Lorsque nous faisons référence aux propos des personnes rencontrées sur le terrain, il s'agit d'une traduction du roumain qui conserve le « style oral » afin de rester le plus fidèle possible à ce qui nous a été dit. Les fautes de « français » que le lecteur y trouvera dans la suite du travail ne sont donc pas dues à une erreur de l'auteur mais à un choix délibéré de notre part.

<sup>6</sup> Nous employons le mot « tendance », car le dialogue entre le terrain et la théorie reste constant dans une recherche (QUIVY et VAN CAMPENHOUDT, 1995 : 143-144).

(COULON, 2004 : 89-91). En effet, alors que la seconde perspective met l'accent sur des contraintes extérieures auxquelles l'individu ne peut faire grand-chose, la première porte une attention particulière à la manière dont « le sujet analyse sa vie quotidienne afin de lui donner sens et afin de pouvoir prendre ses décisions » (COULON, 2004 : 90)<sup>7</sup> : ce qui est bien l'éclairage que désire apporter ce travail. Troisièmement, le rapport émotionnel à l'objet d'étude influence, selon nous, l'analyse de manière non négligeable. C'est pourquoi il nous faut préciser le nôtre. En reformulant la célèbre citation de Spinoza, « ni rire, ni pleurer, mais comprendre », nous pourrions dire que l'état d'esprit qui nous a animé fût plutôt de « rire *et* pleurer, *pour* comprendre »<sup>8</sup>. Enfin quatrièmement, M. Lallement nous dit que « peu de sociologues nient aujourd'hui le caractère circulaire de la relation individu-société [et que] prétendre à la préséance ontologique [...] de l'un de ces deux pôles confinerait de ce fait à l'absurdité » (LALLEMENT, 2005b : 9). L'auteur précise alors qu'une telle priorité doit par contre être donnée du point de vue méthodologique. Pour ce travail, c'est un « situationnisme méthodologique » (LALLEMENT, 2005b : 205)<sup>9</sup> qui est d'application. Ni holisme, ni individualisme, la focale interactionniste adoptée s'intéresse aux *relations* entre acteurs.

Le cœur du matériau utilisé est constitué d'une observation participante de deux mois, février et mars 2009, au sein de la Fédération des ONG roumaines de Développement (FOND) et, plus particulièrement, d'une intégration dans le secrétariat de la fédération, composé de deux personnes et situé dans la capitale. Nous avons donc vécu le quotidien de la coordinatrice de FOND, ainsi que de son assistante, en participant aux débats internes, à l'Assemblée générale tenue au mois de mars, à la préparation des activités, à la recherche d'informations pour la *newsletter*, à des séminaires/conférences avec le PNUD, le MAE etc. A côté de cette observation participante, nous avons également réalisé vingt interviews réparties comme suite : onze ONG membres de FOND (sur 40) (neuf de Bucarest, deux de Iasi, deux de Cluj-Napoca), une avec l'ancienne coordinatrice de FOND, trois ministères (une au Ministère des Affaires Étrangères, une au Ministère des Finances, une au Ministère de l'Éducation), une au PNUD, trois professeurs d'université (deux à l'Académie des Sciences Economiques de Bucarest, une à l'Université de Cluj-Napoca), une au Service de coopération

---

<sup>7</sup> Deux exemples « extrêmes » seraient l'ethnométhodologie pour une théorie s'appuyant sur un sujet analytique et le marxisme pour un sujet empirique.

<sup>8</sup> Toutes proportions gardées bien entendu. Il s'agit d'un état d'esprit, d'une manière de se positionner par rapport à ce que les personnes rencontrées ont partagé avec nous. De plus, il nous faut préciser que les mots exacts de Spinoza sont : « j'ai mis tous mes soins à ne pas tourner en dérision les actions des hommes, à ne pas pleurer sur elles, à ne pas les détester, mais à en acquérir une connaissance vraie » (SPINOZA, 1993 : 12, cité par RANNAUD, 2002 : 155)

<sup>9</sup> M. LALLEMENT reprend l'expression « situationnisme méthodologique » de K. Knorr-Cetina dans *Toward an Integration of Micro et Macro Sociologies* (KNORR-CETINA et CICOUREL, 1981, cités par LALLEMENT, 2005b : 205).

et d'action culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France à Bucarest, une à TRIALOG Bruxelles<sup>10</sup>. Nous avons tenté d'objectiver au maximum les informations récoltées lors de ces rencontres en les comparant entre elles, mais également par la consultation de divers journaux, sites Internet et documents officiels. Et afin de mettre en perspective l'expérience vécue au sein de la fédération, nous avons aussi pu compter sur un stage d'un mois effectué l'année passée dans une ONG membre de FOND<sup>11</sup>. Enfin, précisons que si c'est une intégration au sein du secrétariat qui a été choisie, nous avons constamment veillé à maintenir un maximum d'indépendance vis-à-vis de celui-ci, notamment en ne divulguant pas le contenu des différentes interviews réalisées<sup>12</sup>.

Avant de rentrer dans le cœur de la théorie goffmannienne, nous devons encore faire trois précisions quant à son applicabilité pour notre terrain. Premièrement, par le terme d'acteur, nous ferons référence aussi bien à un individu qu'à une organisation (ONG, ministère etc.), celle-ci pouvant être considérée comme « un acteur collectif qui mène une représentation » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 29)<sup>13</sup>. Deuxièmement, parce que du point de vue de la représentation<sup>14</sup>, chaque individu « est gardien de porte relativement à quelque chose » (GOFFMAN, 1988 : 206), nous prendrons en considération tant les actions du président d'une organisation, que celles d'un bénévole ou d'un technicien informatique<sup>15</sup>. Troisièmement, même si les relations de face-à-face sont les plus pertinentes dans l'analyse du *faceworking*, les contacts médiatisés peuvent également être étudiés selon cette perspective (GOFFMAN, 1974 : 9). Dès lors, nous serons pareillement attentifs au management de la face dans les documents officiels, sites Internet, e-mails etc.

---

<sup>10</sup> TRIALOG est, comme nous le verrons dans la partie panorama, un projet de la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement (CONCORD) destiné à soutenir les ONG des nouveaux états membres à s'insérer dans le champ de la coopération au développement.

<sup>11</sup> Ce stage n'avait pas pour objectif la coopération roumaine au développement. Ce terrain représente néanmoins pour nous une précieuse source d'information, car cette ONG (CENTRAS) est une des plus actives et influentes au sein de FOND.

<sup>12</sup> Il serait toutefois naïf de notre part de croire que nous n'avons pas été « labélisé » FOND lorsque nous nous sommes par exemple rendu au PNUD. Néanmoins, il s'agissait d'un risque calculé et qui représentait selon nous la meilleure manière de pouvoir vivre la coopération roumaine au développement « de l'intérieur ».

<sup>13</sup> Il nous faut toutefois faire une remarque essentielle quant à cette équivalence. Goffman parle en réalité du concept d'« équipe ». Une équipe est l'« ensemble des personnes dont la coopération très étroite est indispensable au maintien d'une définition donnée de la situation » (GOFFMAN, 1973a : 102). Or, comme nous le verrons, définir une situation implique toutes les personnes présentes et ce, quelle que soit l'organisation à laquelle elles appartiennent. Dès lors, une « organisation » (telle une ONG) ne forme pas *de facto* une « équipe ». Il est probable que lors d'une interaction, les membres d'une organisation fassent partie de la même équipe, mais il faut bien avoir à l'esprit qu'il s'agit là d'une « corrélation statistique et non [d'une] relation de nécessité » (GOFFMAN, 1973a : 72). Néanmoins, cette distinction n'est pas nécessaire pour le présent travail et elle alourdirait inutilement la démonstration. C'est pourquoi, tout en ayant conscience que ne tenons pas compte d'un important concept goffmannien, nous ferons un raccourci en considérant comme équivalent « organisation » et « équipe ».

<sup>14</sup> Par représentation, il faut entendre « la totalité de l'activité d'un acteur qui se déroule dans un laps de temps caractérisé par la présence continue de l'acteur en face d'un ensemble déterminé d'observateurs influencés par cette activité » (GOFFMAN, 1973a : 29).

<sup>15</sup> Ce qui ne revient pas à dire qu'il y a une équivalence entre le rôle/autorité/pouvoir de chacun, comme le remarque Goffman (GOFFMAN, 1973a : 79-103).

## 2. Le cadre théorique

Tout au long de sa carrière, le questionnement de Goffman a gardé cette particularité de s'intéresser aux interactions, « c'est-à-dire à ce qu'il se passe lorsque deux individus au moins se trouvent en présence. [II] s'est interrogé sur les formes que prennent ces interactions, sur les règles dont elles se dotent, sur les rôles que mettent en scène les acteurs qui y sont impliqués » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 3). Le projet intellectuel semble ainsi limpide. En outre, le sociologue canadien (d'origine russe) a synthétisé l'ensemble de son œuvre autour d'un concept-paradigme, *l'ordre de l'interaction*, dans un article éponyme. A-t-on pour autant affaire à une œuvre facile d'accès ? « Il n'en n'est rien. A y regarder de plus près, la production de Goffman est diversifiée, voire disparate » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 5). En effet, entre l'étude d'une communauté villageoise d'Ecosse, un asile de fous, les stigmates des handicapés physiques, les relations en public, la manière dont nous cadrions notre expérience ou encore nos façons de parler, le champ est vaste. Au point de risquer de perdre de vue notre horizon, qui est de voir si l'ordre de l'interaction est une approche analytique pertinente dans l'étude du CDI. Une réflexion que nous menons à travers une question précise : en quoi le jeu de figuration (*faceworking*) des trois acteurs centraux de la coopération roumaine au développement participe à la structuration du champ ? Pour mener à bien ce questionnement, nous délimiterons en premier lieu ce qu'il faut entendre par « ordre de l'interaction ». On se rendra alors compte que le *faceworking* n'épuise pas ce dernier, puisqu'il n'en est qu'un des aspects. La dimension de l'œuvre goffmannienne choisie pour ce travail étant le jeu de figuration, nous éclairerons la généalogie intellectuelle de celui-ci dans la deuxième section pour pouvoir, troisièmement, rentrer dans le cœur du sujet et expliquer les concepts clés du *faceworking*.

### 2.1. L'ordre de l'interaction

*L'ordre de l'interaction* est le dernier article de Goffman. Élu président de l'*American Sociological Association* pour l'année 1982, notre auteur décéda peu de temps avant d'avoir pu lire ce qui devait être le discours d'inauguration du congrès annuel. De par le contexte qui l'a vu naître, ce discours constitue non seulement le pilier central de son œuvre, mais également son « texte testamentaire » (WINKIN, 1988 : 186).

Le cœur de l'article est limpide, puisque Goffman nous dit dès les premiers paragraphes que sa préoccupation pendant des années « a été de promouvoir l'acceptation de ce domaine du face-à-face comme un domaine analytiquement viable – un domaine qui pourrait être dénommé, à défaut d'un nom plus heureux, de *l'ordre de l'interaction* – un domaine dont la méthode d'analyse préférée est la micro-analyse » (GOFFMAN, 1988 : 191). Cet ordre consiste en l'ensemble de règles que les acteurs

doivent respecter *de par* leur contact. L'interaction crée une dynamique autonome et contraignante pour les individus que Goffman qualifiera, en reprenant un vocabulaire durkheimien, de réalité *sui generis*<sup>16</sup>. Et si cet ordre mérite notre attention, c'est qu'il est présent dans les espaces publics jusqu'aux chambres à coucher. Ainsi, « c'est un fait lié à notre condition humaine que, pour la plupart d'entres-nous, la vie quotidienne se déroule dans l'immédiate présence d'autrui ; en d'autres termes, quels que soient nos actes, ils ont toute chance d'être *socialement situés*, au sens étroit du terme. Il en est ainsi d'une façon telle que des activités poursuivies dans la plus grande intimité en viennent aisément à être caractérisées par cette condition spéciale. Et toujours, de toute manière, on peut s'attendre à ce que la situation sociale ait une certaine influence, même si elle semble quelques fois très mineure » (GOFFMAN, 1988 : 192). Mais si cette influence existe, sa véritable « place » ne peut être dégagée que par des recherches qui ne voient pas dans ce niveau d'analyse le reflet d'autres ordres structuraux. En effet, « ces conséquences ont été traditionnellement qualifiées [...] d'indications, expressions ou symptômes de structures sociales telles que les relations, les groupes informels, les degrés d'âge, le sexe, les minorités ethniques, les classes sociales et d'autres choses comparables, sans se soucier vraiment de considérer ces effets comme des données en soi » (GOFFMAN, 1988 : 192). Or, le défi est « de conceptualiser d'une façon différente ces effets, grands ou petits, de façon que leur part puisse être extraite et analysée et que les formes de vie sociale dont ils dérivent puissent être reconstituées et cataloguées sociologiquement, permettant, par cette procédure, de mettre en évidence ce qui est intrinsèque à la vie interactionnelle. De cette façon, on peut passer de ce qui est simplement situé » à ce qui est situationnel (GOFFMAN, 1988 : 192).

Comme on peut s'en douter, l'ordre dont Goffman nous parle est vaste : « [si] la plupart des ouvrages qu'il a publiés prennent effectivement les interactions comme objet d'analyse [...] il les aborde sous des angles très variés » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 5), chaque livre étant rédigé sans faire référence aux autres, « comme si la recherche recommençait à chaque fois à partir de rien » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 6). Il nous faut donc orienter notre regard vers l'option que nous avons choisie : le jeu de figuration<sup>17</sup>. D'autres choix étaient possibles : l'analyse presque sociocognitive des *Cadres de l'expérience* ou l'approche plus sociolinguistique de *Façons de parler* nous auraient également éclairés sur le quotidien des acteurs de la coopération roumaine au développement. Mais c'est l'étude du *faceworking* (puisant ses références principales dans *Les Rites d'interaction*, *La Présentation de soi*

---

<sup>16</sup> <http://edph.univ-paris1.fr/phs1/bonitto.pdf>, consulté le 03/08/09.

<sup>17</sup> Ce *faceworking* lui-même ne pourra fait l'objet d'une présentation exhaustive. Nous y avons puisé les éléments les plus pertinents pour notre étude de cas et nous ne rendons dès lors pas compte d'autres concepts pourtant importants pour Goffman, comme ceux d'« engagement » (GOFFMAN, 1974 : 101-120), de « rôles contradictoires » (GOFFMAN, 1973a : 137-160) etc.

et *Les Relations en public*)<sup>18</sup> qui nous a semblé la plus à même d'attirer notre attention sur l'ordre de l'interaction *dans ce qu'il a de plus situationnel*. Voyons-en tout d'abord les racines théoriques.

## 2.2. La généalogie intellectuelle du *faceworking*

Retracer la généalogie intellectuelle<sup>19</sup> d'un concept goffmannien n'est pas chose aisée. Premièrement, il s'est généralement inspiré d'auteurs fort divers, « que ce soit dans le champ de la sociologie (Durkheim et l'anthropologie sociale britannique, Weber, Parsons, Hughes etc.), de la philosophie (Sartre, Husserl etc.) ou encore de la psychologie (Mead, Freud etc.) » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 75). Deuxièmement, l'attitude qu'il adopte par rapport à ces emprunts ne nous facilite pas la tâche, car il « cite peu ses sources, ou se limite à mentionner des emprunts mineurs » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 76). Cataloguer Goffman est donc une aventure périlleuse<sup>20</sup>. Même l'idée habituelle qui le place au sein de la seconde école de Chicago, et plus particulièrement de l'interactionnisme symbolique (DURAND et WEIL, 2002 : 243-260), n'est pas sans poser problème. Car malgré une continuité méthodologique et thématique certaine – comme l'observation participante, la déviance, les métiers – (NIZET et RIGAUX, 2005 : 78), Goffman lui-même est loin d'être tendre vis-à-vis d'une perspective « qui ne fournit rien lorsqu'il s'agit d'organiser les choses » (VERHOEVEN, 1994/2000 : 226, cité par NIZET et RIGAUX, 2005 : 79). C'est pourquoi, par souci de clarté devant ces difficultés, nous avons regroupé les diverses influences du *faceworking* en deux grands thèmes : la situation comme échange d'informations tout d'abord, la définition de cette situation par les acteurs ensuite.

### 2.2.1. De la rencontre comme échange d'informations à l'interaction comme lieu de théâtralité

Le jeu de figuration des acteurs ne peut être ce qu'il est que si la rencontre entre deux protagonistes n'est plus simplement vue comme un échange d'informations, mais bien comme un lieu de théâtralité. Ce passage pourra se faire grâce à trois grandes sources d'inspiration. Premièrement, le courant de la « nouvelle communication » (WINKIN, 1981) a progressivement mais profondément transformé la perception de la communication d'un modèle télégraphique, entre un émetteur A et un

---

<sup>18</sup> La toile de fond de cette partie théorique est donc composée de ces trois ouvrages, auxquels il faut rajouter *L'ordre de l'interaction* (GOFFMAN, 1988) ainsi que plusieurs commentateurs avertis sur le sujet, comme Y. Winkin (1988), I. Joshep (2009), J. Nizet et N. Rigaux (2005), D. Cefaï et D. Trom (2001) ou encore P. Drew et A. Wooton (1988)

<sup>19</sup> L'expression est de J. Nizet et N. Rigaux (2005 : 73).

<sup>20</sup> D'ailleurs, les différents auteurs que nous avons consultés pour comprendre l'univers goffmannien ont dû, quasi systématiquement, placer le sociologue dans un « cadre à part », une « section spécifique », ou encore, le qualifier de « franc-tireur » (WINKIN, 1981 : 86).

récepteur B, à un orchestre en train de jouer. Cette analogie a permis de comprendre qu'un individu n'est pas seulement à l'origine ou à l'arrivée de la communication, mais qu'il y participe comme s'il y avait une « partition invisible ». Il semble donc y avoir « une grammaire du comportement que chacun utilise dans ses échanges les plus divers avec l'autre » (WINKIN, 1981 : 25-26). Deuxièmement, Goffman est également influencé par le pragmatisme (BLANCHET, 1995). Celui-ci nous enseigne que la *communication* dont on vient de parler n'est jamais neutre. Comme le remarque P. Blanchet, « l'erreur [...] que l'on commettait avant l'approche pragmatique était principalement de croire que dire consiste uniquement à *montrer quelque chose* sans voir que c'est toujours simultanément *montrer que l'on dit*. Ou, autrement formulé, c'était que dire consiste à *désigner quelque chose* sans se rendre compte que la *désignation elle-même est un acte non neutre*, parce qu'énoncée par un locuteur forcément subjectif, et que le signe est une *interprétation* de la réalité. Cela induit une toute autre façon de considérer le discours, le locuteur, le sens, et leur place dans des questions essentielles comme celles de la vérité, du pouvoir, de la volonté, des relations humaines... » (BLANCHET, 1995 : 84). Troisièmement, Goffman s'inspire également de G. H. Mead (NIZET et RIGAUX, 2005 : 75) et en retient (notamment) qu'il n'y a pas d'échange social si le stimulus transmis par la communication n'est pas interprété.

L'apport de la « nouvelle communication » souligne combien celle-ci est *construite* par chaque acteur présent. Le pragmatisme nous montre, quant à lui, toute l'importance de la *représentation* à l'œuvre dans une rencontre. Et G. H. Mead nous permet de prendre conscience du *décalage* qui peut exister entre ce qui est exprimé et ce qui est interprété. Tous les « ingrédients » sont ainsi réunis pour que Goffman puisse passer d'une *rencontre comme échange d'informations* à une *interaction comme lieu de théâtralité*. L'interaction sera donc vue par notre sociologue sous l'angle du jeu dramaturgique : « par interaction (c'est-à-dire l'interaction face-à-face), on entend à peu près l'influence réciproque que les partenaires exercent sur leurs actions respectives lorsqu'ils sont en présence physique immédiate les uns des autres »<sup>21</sup>. Et parce que « toute personne placée en présence des autres a de multiples raisons d'essayer de contrôler l'impression qu'ils reçoivent de la situation » (GOFFMAN, 1973a : 23), l'*impression management* devient l'enjeu fondamental des interactions (GOFFMAN 1973a : 12). Dans cette perspective, toute interaction met ainsi en œuvre un jeu dramatique durant lequel « l'acteur développe un ou des « rôles » devant un public » (DURAND et WEIL, 2002 : 249). Goffman en arrive dès lors à comparer le monde à une scène de théâtre (BLANCHET, 1995 : 51). Lui-même dira d'ailleurs : « je vais donc affirmer que la vie sociale est une scène, non pas en une grande proclamation littéraire, mais de façon simplement technique : à savoir que, profondément

---

<sup>21</sup> Goffman précise également : « par *une* interaction, on entend l'ensemble de l'interaction qui se produit en une occasion quelconque quand les membres d'un ensemble donné se trouvent en présence continue les uns des autres ; le terme « une rencontre » pouvant aussi convenir » (GOFFMAN 1973a : 23-24).



incorporées à la nature de la parole, on retrouve les nécessités fondamentales de la théâtralité » (GOFFMAN, 1987 : 10).

Mais à la différence du théâtre, le rôle des individus n'est pas écrit noir sur blanc par un auteur créateur de l'histoire. Le « drame » social est lui partagé entre une multitude d'acteurs. Certains arrivent certes à s'imposer momentanément comme le régisseur dominant – légitime ou non – mais la mise en scène de la réalité provient toujours de plusieurs foyers. Nous touchons là au deuxième grand thème dont le *faceworking* s'est inspiré. Thème qui, loin des structures déterminant de l'extérieur le résultat d'une situation, a cherché à comprendre comment les individus définissent eux-mêmes cette situation et les conséquences que cela implique quant à leurs rapports.

### 2.2.2. La définition de la situation

La question de la définition de la situation par les acteurs est centrale chez Goffman. Comme il le précise : « je fais l'hypothèse qu'en s'intéressant à une situation ordinaire on se pose la question : « Que se passe-t-il ici ? » Que la question soit formulée explicitement dans les moments de doute et de confusion, ou implicitement lorsque les circonstances ne menacent pas nos certitudes, elle est posée et ne trouve de réponse que dans la manière dont nous faisons ce que nous avons à faire » (GOFFMAN, 1991 : 16)<sup>22</sup>. Cette réflexion puise en fait ses racines chez W. James, comme Goffman l'explique lui-même : « j'essaie de perpétuer la tradition inaugurée par le célèbre chapitre de William James, « La perception de la réalité » [...] Plutôt que de s'interroger sur la nature du réel, James procède à un renversement phénoménologique et pose de manière subversive la question suivante : « Dans quelles circonstances pensons-nous que les choses sont réelles ? » Lorsqu'il est question de réalité, ce qui importe, dit-il, c'est la conviction qu'elle entraîne sur sa qualité particulière, conviction qui contraste avec le sentiment que certaines choses sont privées de cette qualité. On peut alors se demander quelles sont les conditions dans lesquelles se produit une telle impression, et cette question est liée à un problème précis qui tient non pas à ce que l'appareil prend en photo mais à l'appareil lui-même » (GOFFMAN, 1991 : 10)<sup>23</sup>.

Analyser comment les acteurs définissent la situation ne revient toutefois pas à nier que des structures extérieures à l'interaction interfèrent dans leur conduite (NIZET et RIGAUD, 2005 : 79). Au contraire, « le changement social sera compris comme le résultat d'une interaction permanente entre la

---

<sup>22</sup> Goffman reconnaît toutefois que poser une telle question soulève de nombreuses critiques (GOFFMAN, 1991 : 16).

<sup>23</sup> Il est donc à noter que lorsque W. I. Thomas formula sa célèbre thèse, « si les hommes définissent leurs situations comme réelles, elles sont réelles aussi dans leurs conséquences » (LALLEMENT, 2005a : 137), cet éminent représentant de l'école de Chicago (COULON, 2004) s'inspire du pragmatisme, lui-même imprégné des travaux de W. James et de C. S. Peirce (DURAND et WEIL, 2002 : 244).

conscience individuelle et la réalité sociale objective » (COULON, 2004 : 82). Ainsi, même si Goffman partage avec A. Cicourel et H. Garfinkel une tendance phénoménologique (DURAND et WEIL, 2002 : 259), on soulignera qu'il se distancie de l'ethnométhodologie – aussi bien que de la sociologie compréhensive de A. Schütz – par sa volonté de *ne pas faire de l'interaction la genèse de l'ordre social*. Goffman insistera d'ailleurs dans son dernier article sur le fait que la situation elle-même est « extra-situationnelle » (GOFFMAN, 1988 : 196). « Nous ne pourrions pas cesser de prêter attention à des étrangers en notre présence si leur apparence et leurs manières ne projetaient pas des intentions pacifiques [...] et de telles lectures ne peuvent être faites que sur la base d'expérience passées et de savoir culturel. [...] » (GOFFMAN, 1988 : 196)<sup>24</sup>. En effet, « toute culture [...] semble disposer d'un vaste savoir factuel et imaginaire touchant aux indicateurs concrets de statut et de caractère, qui permettent d'interpréter un individu. Ainsi, par une sorte de préentente, les situations sociales semblent être parfaitement conçues pour nous apporter une évidence au travers des divers attributs de notre interlocuteur – si ce n'est pour re-présenter de façon vivante ce que nous savons déjà » (GOFFMAN, 1988 : 207). Or, ces préententes sont loin d'être neutres, car c'est « dans ces processus de rencontre que le tri tranquille peut avoir lieu, celui-là même qui, ainsi que le dirait Bourdieu, assure la reproduction de la structure sociale » (GOFFMAN, 1988 : 207). Bref, même si Goffman en appelle à une « sociologie des circonstances » (GOFFMAN, 1974 : 8), les contraintes extérieures qui touchent ces *moments* n'en sont pas pour autant niées.

On a vu que l'interaction est selon Goffman un lieu de théâtralité. Et l'importance pour les acteurs de définir la situation souligne que les rôles ne sont pas entièrement écrits ou connus à l'avance, mais qu'il s'établit une recherche quant « à ce qu'il se passe » lors d'une rencontre. Toutefois, la simple comparaison entre la vie sociale et une pièce de théâtre ne peut plus nous suffire. Même si Rimbaud nous a appris que la métaphore peut changer le monde (BERNARD, 1960 : 466 ; LÉVI-STRAUSS, 1958 : 233), une technique littéraire, aussi *puissante* soit-elle, ne bâtit pas de raisonnement scientifique. Il nous faut donc à présent rentrer dans le cœur du sujet et montrer que la perspective dramaturgique de Goffman dépasse le cadre de la métaphore.

---

<sup>24</sup> Comme sur d'autres points (et la focale sur l'interaction n'est pas le moindre) (NIZET et RIGAUX, 2005 : 81-86), notons que Goffman converge avec G. Simmel sur l'importance de la confiance comme liant les Hommes entre eux : « la façon dont une personne accomplit sa part de figuration et aide les autres à accomplir la leur représente le niveau de son acceptation des règles fondamentales de l'interaction sociale. C'est la pierre de touche de sa socialisation en tant qu'interactant [...]. Il n'est donc pas surprenant que celui à qui on ne peut faire confiance en ce domaine sème la perturbation » (GOFFMAN, 1974 : 30).

## 2.3. Le faceworking

Pour comprendre le *faceworking*, nous verrons tout d'abord les concepts clés de *rôle*, *face* et *façade*. Ce premier cadre posé, nous découvrirons l'enjeu central de tout ce jeu de figuration : « savoir qui est en droit de parler de quoi ». Nous éclairerons alors ce que l'on peut appeler la géographie du *faceworking*. Celui-ci est en effet traversé par la séparation entre une scène et des coulisses. Nous soulignerons ensuite que devant les contraintes entraînées par le respect de la face, la communication par sous-entendus est un moyen qui n'est pas à négliger lorsque l'on étudie comment les acteurs définissent la situation. Enfin, *last but not least*, il nous faudra voir pourquoi cette face est si prégnante dans le quotidien des interactants.

### 2.3.1. Le rôle, la face et la façade

Nous avons vu que lorsque deux personnes sont en contact, il se produit une *interaction*. Ces deux acteurs vont alors chacun solliciter un *rôle*, c'est-à-dire un rapport social (un statut) avec des droits et des devoirs (GOFFMAN, 1973a : 24)<sup>25</sup>. Mais réclamer un rôle ne suffit pas, il faut le réaliser dans l'interaction, c'est-à-dire le mettre en œuvre. En effet, comme nous l'avons vu avec W. I. Thomas, « si les hommes définissent leurs situations comme réelles, elles sont réelles aussi dans leurs conséquences » (LALLEMENT, 2005a : 137). Il s'agira donc pour l'acteur de convaincre ses partenaires de tenir pour réelle la représentation qu'il leur propose. Pour cela, l'acteur va revendiquer une *face*, c'est-à-dire une valeur sociale cohérente au rôle (GOFFMAN, 1973a : 23-24 ; GOFFMAN, 1974 : 9-10). Et pour arriver à convaincre les autres, il va mettre en œuvre une *façade*, c'est-à-dire un appareillage symbolique soutenant la face (GOFFMAN, 1973a : 29)<sup>26</sup>. Voyons un exemple : un acteur désire que lui soit reconnu le *rôle* de leader. Pour que la qualité réclamée par l'acteur soit réelle aux yeux des autres interactants, il est censé assumer certaines valeurs sociales cohérentes au rôle (la *face*) : la confiance en soi dans les moments de stress, la capacité à prendre les bonnes initiatives, etc. Mais ce n'est pas parce que l'acteur revendique cette face que les autres interactants sont convaincus. Pour cela, il aura besoin de tout un appareillage symbolique soutenant la face demandée (la *façade*) : ne pas trembler ou

---

<sup>25</sup> Notons que l'acteur est capable d'une distance par rapport à ce rôle (Nizet et Rigaux, 2005 : 24) et que les rôles sont multiples. « Ce qui rend [d'ailleurs] possible la distance au rôle n'est pas l'existence d'un moi qui échapperait aux déterminations sociales, mais bien la multiplicité des rôles occupés par chaque individu » (NIZET et RIGAU, 2005 : 25).

<sup>26</sup> La façade englobe le « décor » d'un côté et la « façade personnelle » de l'autre. Le décor « comprend le mobilier, la décoration, la disposition des objets et d'autres éléments de second plan constituant la toile de fond et les accessoires des actes humains qui se déroulent à cet endroit » (GOFFMAN, 1973a : 29). Par « façade personnelle », il faut entendre « les éléments qui, confondus avec la personne de l'acteur lui-même, le suivent partout où il va » (GOFFMAN, 1973a : 30). Certains éléments sont stables et non modifiables (comme le sexe, les caractéristiques raciales, etc.) tandis que d'autres peuvent être adaptés au contexte (comme les gestes, les mimiques, etc.) (NIZET et RIGAU, 2005 : 21).

transpirer outre mesure dans les moments délicats, rappeler les réussites déjà réalisées, montrer combien la vision de l'acteur pour le groupe est la meilleure, etc.<sup>27</sup>

Le risque pour l'acteur est que la face qu'il revendique ne soit pas acceptée par les autres interactants. On comprend alors une caractéristique essentielle : « la face n'est pas logée à l'intérieur ou à la surface d'un individu mais [elle] est diffuse dans le flux des événements de la rencontre » (JOSEPH, 2009 : 123). Elle ne reflète pas uniquement la représentation exprimée par l'acteur mais est fonction « de l'interprétation que les autres en feront, de l'interprétation que la personne fera de cette interprétation, et ainsi de suite, potentiellement au énième degré. La face ne dépend donc pas seulement du comportement de l'individu : elle n'apparaît que lorsque les divers interactants cherchent à estimer les valeurs qui s'expriment dans l'interaction » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 37). *La face n'existe donc que dans l'interaction.*

Les concepts clés étant posés, nous pouvons maintenant rendre compte de la règle la plus fondamentale de l'ordre social selon Goffman : celle du *maintien de la face*. « Il s'agit en fait d'une double règle. Dans toute interaction, il faut tout d'abord éviter de perdre de la face ; Goffman parle également ici de la règle de l'*amour-propre*. Il s'agit ensuite de faire en sorte de préserver la face des autres ; l'auteur utilise ici la notion de *considération*. Cette double règle conditionne toutes les autres ; toutes les autres y renvoient. La règle de la face constitue ainsi la condition de la possibilité de toute interaction ; c'est elle qui rend possible la création et le maintien du lien à autrui » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 35).

Mais toute règle peut ne pas être respectée. Il y a donc « des possibilités et des risques<sup>28</sup> inhérents à l'interaction. Comme ces éventualités sont très réelles, elles ont toute chance de donner partout naissance à des techniques de gestion sociale » (GOFFMAN, 1988 : 196) : c'est ce que l'on peut appeler le *faceworking*. Par ce concept, Goffman entend plus précisément désigner « tout ce qu'entreprend une personne pour que ses actions ne fassent pas perdre la face à une personne (y compris elle-même). La figuration sert à parer aux « incidents », c'est-à-dire aux événements dont les implications symboliques sont effectivement un danger pour la face » (GOFFMAN, 1974 : 16). Ce *faceworking* est un processus qui touche tout un chacun, car tout individu est concerné par la face – la sienne comme

---

<sup>27</sup> Nous devons préciser que la définition que nous donnons ici à « rôle » est celle que Goffman donne à *social role*. Chez lui, le mot « rôle » (*part*) a une autre signification. Néanmoins, tout comme pour le concept d'« équipe » vu précédemment, nous n'introduisons pas celui de *part* dans ce travail afin de ne pas alourdir inutilement l'analyse. Retenons donc que ce que nous appelons « rôle » est appelé *social role* par Goffman (GOFFMAN, 1973a : 23-24).

<sup>28</sup> Il y a des possibilités et des risques. On retrouve là une idée constamment présente lorsque Goffman traite de la face : la relation sociale fondamentale – l'interaction – est « toujours vécue sur la base d'une ambivalence fondatrice : celle du pari et du repli sécuritaire » (LALLEMENT, 2005b : 215). Tout comme Parsons, il partage donc la conviction que la stabilité du monde social n'est jamais garantie (LALLEMANT, 2005b : 215).

celles des autres – et a appris à « vivre avec » à travers une socialisation (GOFFMAN, 1974 : 30) qui a fait de lui un interactant « capable ». « Dans notre société, une telle capacité porte parfois le nom de tact, de *savoir-faire*, de diplomatie ou d'aisance. L'efficacité en peut varier, mais guère la fréquence et l'emploi, car presque tous les actes qui impliquent d'autres personnes se voient modifiés, positivement ou négativement, par le souci porté à la face » (GOFFMAN, 1974 : 16). De plus, le *faceworking* est présent dans toutes les sociétés, car « sous leurs différences culturelles, les hommes sont partout semblables » (GOFFMAN, 1974 : 41). En effet, même si chaque personne, chaque groupe et chaque société semble posséder un répertoire de techniques qui lui est propre (GOFFMAN, 1974 : 16), tout se déroule comme si la face ne pouvait être sauvée que d'un certain nombre de façons et que chaque groupement social devait faire son choix dans une « matrice unique » (GOFFMAN, 1974 : 16).

### 2.3.2. L'enjeu du *faceworking*

Le respect de la face semble donc être l'enjeu du *faceworking*. Goffman nous dit d'ailleurs qu'une personne « agit dans deux directions : elle défend sa face, et, d'autre part, elle protège la face des autres » (GOFFMAN, 1974 : 17). En général, « ces deux points de vue sont présents en même temps. Désirant sauver la face d'autrui, on doit éviter de perdre la sienne, et, cherchant à sauver la face, on doit se garder de la faire perdre aux autres » (GOFFMAN 1974 : 17). Dès lors, parce que « chacun des participants d'une entreprise est intéressé, pour des raisons différentes, à sauver sa propre face et celle des autres, il s'ensuit naturellement une coopération telle que tous puissent atteindre leur but commun mais diversement motivé » (GOFFMAN 1974 : 29). Un consensus temporaire apparaît donc. Celui-ci n'est pourtant pas le même « que celui qui s'établit lorsque chacune des personnes présentes exprime en toute sincérité ses sentiments réels et se trouve en toute bonne foi d'accord avec les sentiments exprimés par ses partenaires » (GOFFMAN, 1973a : 18). En effet, « ce genre d'harmonie est un idéal optimiste et en tout état de cause il n'est pas indispensable au bon fonctionnement de la société. On attend plutôt de chacun des participants qu'il réprime ses sentiments profonds immédiats pour exprimer une vue de la situation qu'il pense acceptable, au moins provisoirement, par ses interlocuteurs » (GOFFMAN, 1973a : 18)<sup>29</sup>.

Mais il ne faudrait pas se méprendre quant à l'enjeu de ce « consensus ». Si « tous les participants contribuent ensemble à une même définition globale de la situation [...] l'établissement de cette définition n'implique pas tant que l'on s'accorde sur le réel que sur la question de savoir qui est en droit de parler de quoi » (GOFFMAN, 1973a : 18). La « coopération » évoquée est donc loin d'être

---

<sup>29</sup> On comprend dès lors qu'un changement ne pourra être amené que si « chacun des partenaires cache ses désirs personnels derrière des déclarations qui font référence à des valeurs auxquelles toutes les personnes présentes se sentent tenues de rendre hommage » (GOFFMAN, 1973a : 18).

synonyme d'une égalité entre les individus, puisqu'elle vise justement à assigner chacun à sa « juste » place, ce qui est, *in fine*, le véritable enjeu du *faceworking*. La recherche de Goffman sur les asiles est là pour en témoigner... (GOFFMAN, 1968)

Il pourrait alors venir à l'idée que les acteurs, nous-mêmes, ne sommes finalement que de fins manipulateurs. Mais plus qu'une vision machiavélique, c'est une image presque tragique de l'Homme que nous donne l'observation du *faceworking* : « nous faisons profession de vivre conformément aux nobles sentiments que nous avons exprimés, comme nous essayons de croire dans la religion que nous professons. Plus nous avons de difficultés, plus nous avons d'ardeur. Derrière nos principes avoués et nos professions de foi, il nous faut assidûment cacher toutes nos inégalités d'humeur et de conduite, sans être hypocrite pour autant, puisque le personnage que nous avons choisi à dessein est plus authentiquement nous-mêmes que ne l'est le flot de nos rêveries involontaires » (SANTAYANA, 1922 : 133-134, cité par GOFFMAN, 1973a : 59-60). En étudiant finement l'ordre civil et moral à l'échelle microsociologique (CEFAÏ et TROM, 2001 : 17), Goffman nous montre que si les autres ne sont pas forcément l'Enfer, les contacts entre individus amènent toutefois à ce que nous pourrions appeler « une construction dramaturgique de la réalité ». Mais une construction a besoin d'espace pour pouvoir être érigée. Une géographie du *faceworking* est donc à prendre en compte, comme nous allons le voir.

### **2.3.3. Géographie du *faceworking***

Le management de la face ne se réalise pas dans le vide, mais dans ce que Goffman appelle des régions. Une région est « tout lieu borné par des obstacles à la perception, ceux-ci pouvant être de différente nature » (GOFFMAN, 1973a : 105) : visuelle, acoustique, etc. On peut distinguer les régions antérieures (la scène) d'un côté et les régions postérieures (les coulisses) de l'autre. Comme le note P. Blanchet « les régions antérieures sont celles où l'individu doit jouer son rôle social (par exemple, assumer sa fonction professionnelle ou sa réputation) [et] les régions postérieures sont celles où l'individu n'est plus tenu à ces apparences et peut se laisser aller à un comportement (à un discours) plus intime et/ou différent » (BLANCHET, 1995 : 51). Le concept de région est essentiel à prendre en compte afin de comprendre le comportement d'un acteur et ce, pour deux raisons. Premièrement, c'est un des principaux moyens qui « permet aux acteurs de focaliser l'attention du public sur ce qui se passe dans l'interaction, et [...] de mieux aménager les éléments du décor, de manière à ce qu'ils soutiennent la définition que l'acteur veut donner de la situation » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 30). Deuxièmement, les acteurs ont besoin des coulisses puisqu'il s'agit du « lieu où l'on peut accumuler accessoires et éléments du décor, où l'on peut examiner attentivement la façade de chaque membre de l'équipe et la rectifier si nécessaire, où l'on peut répéter la représentation, où l'on peut éduquer les

membres défaillants de l'équipe, [...] abandonner la façade [...] en se moquant du public, voire de son propre rôle etc. » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 30).

Comme le remarque Collins (COLLINS, 1988 : 46), la délimitation de ces deux régions est toutefois relative à la définition que l'on se donne du public. Ainsi, « la coulisse qu'est la cafétéria des ouvriers relativement à leur lieu de travail peut devenir une scène relativement au salon où l'ouvrier retrouve sa famille, lui-même devenant une scène relativement à la chambre à coucher du couple, la seule coulisse « absolue » étant le lieu où l'on est seul, sans aucun public » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 30-32).

Les techniques de management de la face que les acteurs ont à disposition sont nombreuses (GOFFMAN, 1973a ; GOFFMAN, 1974 : 16 ; GOFFMAN, 1988 : 196). Mais devant les contraintes dues (notamment) au respect de la face et à la séparation entre scène et coulisses, la communication par sous-entendus nous semble un moyen particulièrement intéressant à observer.

#### **2.3.4. La communication par sous-entendus**

Nous avons noté qu'une équipe consiste en un acteur collectif qui mène une représentation. Goffman nous dit que lorsque deux équipes se rencontrent et « instaurent un consensus temporaire officiel pour s'assurer une interaction sans surprise, on peut en général déceler une ligne de communication officieuse que chaque équipe établit en direction de l'autre » (GOFFMAN, 1973a : 181). La *communication par sous-entendus* est l'ensemble « des propos étrangers au rôle, pouvant être entendus par le public sans toutefois menacer ouvertement l'intégrité des deux équipes ni la distance sociale qui les sépare. Ces réalignements<sup>30</sup> sont provisoires, officieux [et] contrôlés » (GOFFMAN, 1973a : 181). Une telle communication officieuse peut s'effectuer de nombreuses manières. « En faisant des allusions, en imitant un accent, en faisant des plaisanteries au moment opportun, en observant des silences significatifs, en faisant des insinuations à mots couverts, en racontant à dessein des blagues, en faisant des sous-entendus révélateurs [et par encore bien] d'autres procédés » (GOFFMAN, 1973a : 181). En tirant sur « la laisse qui les maintient dans un consensus temporaire » (GOFFMAN, 1973a : 182), cette communication par sous-entendus « fournit à une équipe un moyen d'adresser, sans se compromettre, à l'autre équipe une invitation précise à diminuer ou à augmenter la distance sociale » (GOFFMAN, 1973a : 182). Derrière une telle communication, on perçoit que l'enjeu est fondamental : la possible collaboration des deux équipes à transformer l'interaction en une autre

---

<sup>30</sup> Goffman parle plus fréquemment « d'opérations de réalignement » (GOFFMAN, 1973a : 181) que de « communication par sous-entendus » (GOFFMAN, 1974 : 19). Il est vrai que ce dernier terme est transversal à d'autres types d'opérations. Néanmoins, pour des raisons de clarté, nous préférons le concept de « communication par sous-entendus », tout en ayant à l'esprit qu'ils ne sont pas totalement équivalents, car malgré que l'un et l'autre partagent des dimensions communes, chacun aborde également des domaines spécifiques.

comportant la représentation d'un *nouvel ensemble de rôles* (GOFFMAN, 1973a : 182). De cette manière, même entre deux institutions en conflits (comme nous le verrons dans la troisième partie), la situation peut être changée en limitant les risques de faire perdre la face à l'un des interactants.

En effet, « l'auteur de la communication a le droit de nier avoir « voulu dire quoi que ce fût » au cas où les destinataires de la communication l'accuseraient ouvertement d'avoir exprimé quelque chose d'inadmissible, et les destinataires ont le droit d'agir comme s'ils n'avaient rien entendu ou comme si on avait tenu seulement des propos inoffensifs » (GOFFMAN, 1973a : 181). On assiste ainsi à un processus de « tâtonnement ». « Par l'intermédiaire de déclarations qui sont d'une ambiguïté soigneusement calculée ou qui ont pour l'initié un sens caché, un acteur est capable de découvrir, sans cesser de se tenir sur ses gardes, s'il y a ou non danger à abandonner la définition actuelle de la situation » (GOFFMAN, 1973a : 182-183). Si le destinataire répond à ces « ouvertures prudentes » (GOFFMAN, 1973a : 183), l'interaction peut alors progressivement prendre un cours nouveau, changement qui peut s'arrêter d'un moment à l'autre, si l'un des acteurs estime ne pas être satisfait de la tournure des événements. Les positions de chacun retrouvent alors leur place d'avant cette communication officieuse. « La caractéristique fondamentale de la communication par sous-entendus est donc d'être niabile » (GOFFMAN, 1974 : 29) : personne ne perd la face si le processus de modification des rôles échoue.

Tout au long de la présentation de notre cadre théorique, nous avons souligné l'importance du *faceworking*. Mais il nous faut finalement justifier pourquoi la face est tellement importante pour les acteurs, autrement dit, pour quelles raisons contraint-elle les acteurs au point de constituer une partie de l'ordre de l'interaction ?

### **2.3.5. La prégnance de la face**

La prégnance de la face sur le quotidien des acteurs est due à trois facteurs. Nous verrons la contrainte de réalisation dramatique tout d'abord, l'attachement émotionnel de l'acteur à la face ensuite, puis la sacralité de cette dernière, qui clôturera d'ailleurs notre partie théorique.

#### **2.3.5.1. La contrainte de réalisation dramatique**

Jusqu'à présent, lorsque nous faisons référence aux contraintes d'un acteur dans l'interaction, nous soulignons l'importance qu'il respecte la face de tous les interactants. Or, sa représentation doit aussi tenir compte d'une autre contrainte : présenter une image idéalisée de son activité (GOFFMAN, 1973a : 40). En effet, « quand un acteur se trouve en présence d'un public, sa représentation tend à



s'incorporer et à illustrer les valeurs sociales officiellement reconnues [...]. Il s'agit là, en quelque sorte, en adoptant le point de vue de Durkheim et de Radcliffe-Brown, d'une cérémonie, d'une expression revivifiée et d'une réaffirmation des valeurs morales de la communauté. Bien plus, dans la mesure où l'on finit par regarder, comme la réalité même, l'expression qu'en donnent les représentations, on confère à ce que l'on tient à ce moment-là pour le réel une sorte de consécration officielle [...]. Le monde, en vérité, est une cérémonie » (GOFFMAN, 1973a : 41)<sup>31</sup>. Cette idéalisation des impressions a une conséquence significative : celui qui exécute la représentation doit répondre aux attentes du public. En effet, « s'il veut avoir du succès, [l'acteur] doit donner le type de spectacle propre à illustrer, aux yeux des spectateurs, les stéréotypes » des qualités<sup>32</sup> qu'il revendique (GOFFMAN, 1973a : 45). Ainsi, toute action sociale doit être mise en œuvre par une « réalisation dramatique » (GOFFMAN, 1973a : 36). Mais il surgit alors presque aussi tôt le dilemme de l'*antinomie* entre l'expression et l'action : « les acteurs qui ont le temps et le talent nécessaires pour mener à bien une tâche peuvent, de ce fait même, n'avoir ni le temps ni le talent de la manifester avec éclat. Certaines organisations [résolvent d'ailleurs] ce problème en déléguant officiellement la fonction de dramatisation à un spécialiste qui consacre tout son temps à exprimer la signification d'une tâche à laquelle il ne contribue, lui-même, jamais effectivement » (GOFFMAN, 1973a : 39). C'est pourquoi la contrainte de réalisation dramatique explique que l'acteur doive toujours présenter une façade et une face : il ne peut se défaire du *faceworking*.

#### 2.3.5.2. L'attachement émotionnel à la face

La réponse émotionnelle de l'individu à la face que lui fait porter un contact avec les autres est une raison encore plus profonde de la prégnance du *faceworking* (GOFFMAN 1974 : 10). Car si le maintien de la face est bien la règle la plus fondamentale de l'ordre social, c'est l'attachement émotionnel à la face et au respect de celle-ci par autrui qui la rend contraignante (NIZET et RIGAUX, 2005 : 35). Comme le constatent J. Nizet et R. Rigaux, « lorsque la face proposée par notre ligne de conduite est acceptée par autrui, nous nous sentons légers, sereins, bien dans notre peau ; à l'inverse, lorsque notre face est rejetée par autrui, autrement dit, lorsque nous faisons « piètre figure », nous nous sentons humiliés, honteux, rougissants » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 36-37).

---

<sup>31</sup> Une cérémonie d'ailleurs plus à l'œuvre que jamais dans la mobilité sociale, car « dans la plupart des sociétés, il semble exister un système de stratification dominant et, dans la plupart des sociétés stratifiées, on idéalise les positions supérieures et on aspire à passer des positions inférieures aux positions supérieures. Cette attitude ne traduit pas simplement le désir d'avoir une situation prestigieuse, mais aussi le désir de se rapprocher du foyer sacré des valeurs sociales établies » (GOFFMAN, 1973a : 41).

<sup>32</sup> « Qualité » étant donc ici pris dans un sens neutre, « l'extrême misère » pouvant être un des qualificatifs recherchés, comme dans le cas des mendiants (GOFFMAN, 1973a : 45).

Cet attachement émotionnel lie d'autant plus l'individu au *faceworking* que « dans tous les cas, alors même que la face sociale d'une personne est souvent son bien le plus précieux et son refuge le plus plaisant, ce n'est qu'un prêt que lui consent la société : si elle ne s'en montre pas digne, elle lui sera retirée » (GOFFMAN, 1974 : 13). Plus profondément encore, Goffman remarque avec le ton tragico-comique qui le caractérise parfois, que « par les attributs qui lui sont accordés et la face qu'ils lui font porter, tout homme devient son propre geôlier. C'est là une contrainte fondamentale, même s'il est vrai que chacun peut aimer sa cellule » (GOFFMAN, 1974 : 13). Mais la raison plus fondamentale de la prégnance du *faceworking*, du respect de la face, c'est la sacralité de cette dernière. Comme nous allons le voir maintenant.

### 2.3.5.3. La sacralité de la face

Le *faceworking* tel que nous l'avons présenté jusqu'à maintenant pourrait, *in fine*, être ramené à une stratégie de la part des acteurs. Or, le *jeu* dont nous parle Goffman n'est intéressé et calculé que jusqu'à un certain point : celui de la *sacralité des faces*.

Cette thèse, forte, puise son inspiration dans la distinction entre le sacré et le profane de E. Durkheim (GOFFMAN, 1974 : 48, GOFFMAN, 1973b : 73-76, NIZET et RIGAUX, 2005 : 86-89). Selon ce dernier, « la division du monde en deux domaines comprenant, l'un tout ce qui est sacré, l'autre tout ce qui est profane, [est] le trait distinctif de la pensée religieuse » (DURKHEIM, 1912 : 51, cité par STEINER, 2005 : 83). Le sacré est « essentiellement ce qui est mis à part, ce qui est séparé. Ce qui le caractérise, c'est qu'il ne peut, sans cesser d'être lui-même, être mêlé au profane » (DURKHEIM, 1906 in DURKHEIM, 1924 : 103, cité par STEINER, 2005 : 83).

Mais il faut, nous dit Durkheim, « se demander ce qui a pu déterminer l'homme à voir dans le monde deux mondes hétérogènes et incomparables, alors que rien dans l'expérience sensible ne semblait devoir lui suggérer l'idée d'une dualité aussi radicale » (DURKHEIM, 1912 : 58, cité par STEINER, 2005 : 84). Pour le sociologue français, c'est dans les « milieux sociaux effervescent et de cette effervescence même que paraît être née l'idée religieuse » (DURKHEIM, 1912 : 313, cité par STEINER, 2005 : 85). Il considère « que les dieux sont les formes symboliques sous lesquelles les hommes adorent la vie collective » (STEINER, 2005 : 85). Par le sacré, les individus peuvent célébrer la communauté à laquelle ils appartiennent. Or, « pour que les dieux restent présents et que les sentiments qu'ils représentent demeurent vifs dans la conscience des individus, il faut que ces sentiments soient ravivés » (STEINER, 2005 : 85). Ce sera le rôle dévolu aux rituels, « moyens par lesquels le groupe social se réaffirme périodiquement » (DURKHEIM, 1912 : 553, cité par STEINER, 2005 : 86).

Goffman reprendra cette réflexion sur le sacré et le profane en l'adaptant à la société qu'il étudie, et observe : « dans les sociétés contemporaines, les rituels adressés aux représentants d'entités surnaturelles sont partout en déclin, de même que les grandes cérémonies, avec leurs longs chapelets de rites obligatoires. Il ne reste que de courts rituels qu'un individu accomplit pour et envers un autre [...]. Il ne reste, en bref, que des rituels interpersonnels » (GOFFMAN, 1973b : 74). Et ces rites constituent dans la société moderne « autant de petites cérémonies au travers desquelles se confirme le caractère sacré de l'individu » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 87). Comme le souligne M. Lallement, « à la suite de Simmel et surtout de Durkheim, Goffman pense les relations entre individus sur le mode du sacré et du rituel. [...] Or l'ensemble des relations entre acteurs est réglé par des rites, lesquels ne sont plus destinés à organiser la reconnaissance des Dieux. Logés au cœur des interactions quotidiennes, ils en organisent la cohérence et rappellent que le Moi social (*Self*) peut être considéré comme un lieu de sacralité qu'on ne pourrait violer impunément » (LALLEMENT, 2005b : 213). L'individu étant devenu la valeur sacrée par excellence (GOFFMAN, 1974 : 84), on comprend que selon Goffman nous avons non seulement affaire à des pratiques de figuration *codifiées*, mais que le *faceworking* est également *rituel*, car il « renvoie au fait que l'enjeu de ce travail est un objet sacré, à savoir la face » (NIZET et RIGAUX, 2005 : 38).

### 3. De la théorie au terrain

Nous venons de présenter les différents concepts qui nous permettront d'analyser nos données empiriques. Néanmoins, il nous faut encore faire une remarque avant de plonger au cœur du terrain. Goffman note qu'« habituellement, garder la face est une condition de l'interaction et non son but » (GOFFMAN, 1974 : 15). Cette observation est cruciale : elle nous permet de concilier une vision stratégique sur la *finalité* des actions, avec la perspective dramaturgique sur les *modalités* de ces actions. En outre, stratégie et maintien de la face coïncident même le plus souvent, car les objectifs « sont généralement poursuivis de façon à ne pas contredire cette préservation » (GOFFMAN, 1974 : 15). Ainsi, étudier les moyens de sauver la face, « c'est étudier les règles de circulation des interactions sociales ; cela permet de connaître le code que l'individu respecte à chaque fois qu'il croise les chemins ou les projets des autres »<sup>33</sup> (GOFFMAN, 1974 : 15). Et le monde du développement est rempli de projets...

Enfin, revenons à notre question de départ « en quoi le *faceworking* des trois acteurs principaux de la coopération roumaine au développement participe-t-il à la structuration du champ ? » et voyons les

---

<sup>33</sup> Tout en précisant aussitôt : « mais cela ne nous apprend pas où il va, ni pourquoi il désire y aller » (GOFFMAN, 1974 : 15).

éléments qu'il faudra analyser pour pouvoir y répondre. Nous devons tout d'abord voir si les acteurs de la coopération roumaine au développement définissent la situation dans l'interaction, ou si les contraintes « extra-situationnelles » déterminent à l'avance, la répartition des rôles. Il nous faudra également examiner la manière dont les acteurs tentent de faire coïncider *rôle*, *face* et *façade*, car cette relation représente selon Goffman un des plus importants enjeux d'une interaction. Plus profondément encore, il sera nécessaire de voir comment la contrainte de réalisation dramatique et l'attachement émotionnel à la face influencent les stratégies/positions des acteurs. Nous devons également nous positionner : la séparation de l'interaction entre scène et coulisses n'est-elle qu'une métaphore, ou constitue-t-elle la base d'un canevas analytique pouvant expliquer certains des comportements observés ? Les règles liées à la face sont-elles prégnantes au point d'astreindre les acteurs à communiquer par sous-entendus ? On le voit, la troisième partie de ce travail devra répondre aux nombreuses interrogations que suscite une approche goffmannienne vis-à-vis du CDI. Mais avant cette mise à l'épreuve du terrain, il est nécessaire de circonscrire notre champ d'étude et d'étudier les différents acteurs qui le composent. Ce sera l'objet de la seconde partie.

## DEUXIEME PARTIE

### **Un panorama de la coopération roumaine au développement**

---

La coopération au développement en tant que donateur débute officiellement pour la Roumanie avec son adhésion à l'Union Européenne le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Ce basculement entraîne plusieurs conséquences très concrètes : le pays devra consacrer 0,17% de son PNB pour l'Aide Publique au Développement (APD) en 2010 et 0,33% en 2015<sup>34</sup>. Il doit également contribuer au 10<sup>ème</sup> Fond Européen pour le Développement sur la période 2008-2013 et ouvrir son marché de manière à être en conformité avec l'Accord de Luxembourg<sup>35</sup>. Enfin, au-delà des accords multilatéraux et bilatéraux de l'UE, la Roumanie doit s'intégrer dans le Système Généralisé de Préférence (SGP)<sup>36</sup> de l'Union. Mais les engagements « sur le papier » se réalisent à travers des institutions. C'est pourquoi cette partie se propose de dépeindre un panorama de la coopération roumaine au développement. Nous verrons tout d'abord les acteurs centraux du champ : le Ministère des Affaires Etrangères (MAE), la Fédération des ONG roumaines de Développement (FOND) et le Programme des Nations Unies pour le Développement – Roumanie (PNUD). Nous aborderons ensuite deux types d'acteurs connexes à ceux-ci : les universités roumaines, ainsi que différentes institutions étrangères (étatiques et non-gouvernementales). Enfin, nous proposerons un état des lieux quant à l'opinion publique roumaine à propos de la coopération au développement. Trois commentaires doivent toutefois être faits avant de plonger au cœur de ce nouveau champ.

Premièrement, il nous faut préciser ce qu'on entend par acteurs centraux et connexes. Nous avons effectué cette distinction suite à notre terrain, selon le critère du degré d'influence d'une institution quant à la structuration du champ de la coopération roumaine au développement. Dans cette perspective, il nous est clairement apparu qu'il existait des acteurs centraux d'un côté (le MAE, FOND et le PNUD donc) et connexes de l'autre (les universités et des organisations étrangères donc). Toutefois, cette catégorisation doit être relativisée. Comme nous allons le voir, d'une part les universités sont officiellement reconnues *acteur* du champ dans le même document législatif que FOND, par exemple. Et d'autre part, les institutions étrangères dont nous parlons ont influencé les

---

<sup>34</sup> Comme les autres membres ayant adhéré après 2002, la Roumanie bénéficie d'un avantage sur ce point. Les « anciens » membres devront, eux, consacrer 0.56% de leur PNB en 2010 et 0.7% en 2020 ([http://www.trialog.or.at/images/doku/trialog\\_bulletin\\_2007\\_6.pdf](http://www.trialog.or.at/images/doku/trialog_bulletin_2007_6.pdf), consulté le 23/07/09).

<sup>35</sup> L'Accord du Luxembourg est l'Accord de Cotonou révisé (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/789&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>, consulté le 23/07/09).

<sup>36</sup> En ce qui concerne la coopération au développement, le SGP vise à faciliter l'accès des produits des pays en voie de développement au marché de l'UE. Pour plus d'informations sur le SGP, voir : <http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=2309&lang=2>, consulté le 23/07/09.

organismes roumains dès 2005. Mais dans le premier cas, nos observations nous ont montré que les universités ne pèsent pas encore de tout leur poids parce qu'elles sont elles-mêmes dans un processus de « mise-à-jour » dans le domaine. Et dans le deuxième cas, si des acteurs étrangers agissent sur la coopération roumaine au développement, c'est principalement par un processus de réseau, créant certes des liens mais dont les connexions ne sont pas permanentes et peuvent se relâcher assez rapidement.

Deuxièmement, l'absence d'une section concernant les médias pourrait surprendre le lecteur. Nous avons en réalité également traité cette source d'information, mais elle s'est finalement révélée peu significative pour en faire un point à part entière. En effet, un coup de sonde dans les sites Internet de plusieurs quotidiens à grand tirage ne nous a donné que quelques articles d'ordre général : *Jurnalul National* (0), *Cotidinalul* (3), *Romania Libera* (1), *Adevarul* (0), *Evenimentul Zilei* (1), *Ziarul Financiar* (0). Des hebdomadaires (intellectuels), *Dilema Veche* et *Revista 22* nous ont quant à eux permis de trouver des analyses plus fouillées. Mais ce sont surtout les sites Internet spécialisés (comme [www.euractiv.ro](http://www.euractiv.ro)) qui se sont révélés les plus intéressants (sans être toutefois non plus une mine inépuisable). Dans ce dernier cas, les données récoltées ont été utilisées tout au long du travail. Il est vrai qu'une analyse sociologique du contenu des différents articles aurait été pertinente. Mais ce sont, selon nous, les réactions des lecteurs qui méritent une attention toute particulière (notamment pour l'hebdomadaire *Dilema Veche*). Or, celles-ci sont synthétisées et objectivées dans la section « opinion publique » par le recours à un sondage récent. Dès lors, nous retiendrons du traitement de la coopération au développement par les médias roumains qu'il peut être catégorisé en deux groupes : d'un côté, des journaux à grand tirages qui ne parlent que rarement du sujet et le font alors de manière laconique. De l'autre, des sites Internet spécialisés (à propos des affaires européennes, de la société civile etc.) qui font plus fréquemment référence au thème et de manière plus approfondie. Entre les deux, des hebdomadaires qui sont surtout pertinents concernant les réactions de leurs lecteurs. Enfin, notons que devant un champ médiatique relativement fermé au sujet, une des ONG membres de FOND (en partenariat avec d'autres institutions) a lancé un site Internet<sup>37</sup> afin de favoriser « l'engagement des médias dans la coopération au développement »<sup>38</sup>.

---

<sup>37</sup> <http://medipromania.wordpress.com/>, consulté le 05/08/09.

<sup>38</sup> Il nous faut encore préciser que pour des raisons pratiques, nous n'avons pas pu rendre compte du point de vue des pays bénéficiaires de l'aide roumaine (pour une question de déplacement), ni de celui de l'Eglise orthodoxe (pour question de temps passé sur le terrain). Cette dernière est membre de FOND (par l'Association Œcuménique des Eglises Roumaines – AIDROM), mais nous n'avons pas recensé de projets concrets de développement (hors activités missionnaires) réalisés par cette institution. Notons néanmoins que lors de la messe marquant le début du carême pascal de cette année, le Patriarche a souligné « le devoir d'aider les pays plus pauvres que nous ».

Troisièmement, il n'existe à notre connaissance que deux travaux analytiquement solides sur le sujet. Le premier est une thèse de doctorat (en cours de réalisation) de M. Oprea à propos de l'époque précédant 1989. Le deuxième est un document interne de FOND, coréalisé par cette même personne et R. Novac (toutes les deux font partie d'ONG membres de la fédération). Nous avons eu la chance de pouvoir utiliser ces deux précieux documents. Néanmoins, devant l'absence d'autres recherches dans le domaine, au vu du fait que la période couverte par le doctorat n'était pas celle qu'envisage ce mémoire, et que le rapport interne de FOND a plutôt un but pratique, nous avons eu recours à d'autres informations afin de pouvoir comprendre la coopération roumaine au développement *aujourd'hui*. De nombreux journaux et sites Internet furent ainsi examinés. Nous avons également trouvé de précieuses données dans les divers rapports des institutions concernées. En outre, nous avons eu l'heureuse possibilité de pouvoir consulter l'intégralité des documents internes de FOND. Enfin, les observations et interviews réalisées auprès des différents acteurs furent d'une grande aide afin de relier l'ensemble des éléments récoltés (quand ce ne fût pas purement et simplement la seule source d'information disponible sur un sujet). Au vu de ces remarques, nous ne prétendons pas réaliser une enquête exhaustive sur la coopération roumaine au développement, mais souhaitons proposer le panorama le plus complet possible. C'est d'ailleurs à cette fin que pour chacun des trois acteurs centraux, nous effectuerons tout d'abord une description de sa situation, avant de tenter une explication de sa position/stratégie.

## 1. Les trois acteurs centraux – le MAE, FOND et le PNUD

### 1.1. Le Ministère des Affaires Étrangères (MAE)

#### 1.1.1. Le cadre étatique de la coopération roumaine au développement

Le cadre général de la coopération roumaine est fixé par la Décision Gouvernementale (*Hotarirea Guvernamentala – HG*) 703 du 31 mai 2006<sup>39</sup>. Celle-ci institue la *Stratégie Nationale pour la Politique de Coopération Internationale au Développement*, véritable document de référence<sup>40</sup>. Cette *Stratégie Nationale* définit comme zones prioritaires : l'Europe de l'Est (République de Moldavie), les Balkans de l'Ouest (Serbie) et les pourtours de la Mer Noire (Ukraine et Géorgie), sans toutefois exclure d'autres régions du monde, comme les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Les thèmes

---

<sup>39</sup> Sauf précision contraire, les données présentées dans cette section proviennent du site du Ministère des Affaires Étrangères, section coopération au développement : <http://www.mae.ro/index.php?unde=doc&id=26427&idlnk=1&cat=3>, consulté le 28/07/09.

<sup>40</sup> Document disponible à l'adresse : <http://damaidepartee.org/doc/romania-donator/strategia%20nationala%20privind%20politica%20de%20cooperare%20internationala.pdf>, consulté le 28/07/09.

prioritaires sont quant à eux : la bonne gouvernance, la consolidation de la démocratie, l'emploi, la santé, l'éducation, le développement économique, le développement des infrastructures et la protection de l'environnement. Néanmoins, ces thématiques étant larges, une priorité sera donnée aux domaines dans lesquels la Roumanie pourra mettre à profit son expérience de la transition<sup>41</sup>. Quant au nouveau paradigme du développement, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la Roumanie s'y inscrit puisqu'elle les reconnaît explicitement comme cadre d'action global. Dans la même logique, elle déclare assumer les engagements de Monterrey, a signé la Déclaration de Paris et le 6 février 2008, le projet de loi reconnaissant l'Accord du Luxembourg a été voté par le Sénat. De plus, l'Etat reconnaît la nécessité du partenariat avec le secteur associatif et académique. Enfin, l'aide au développement est définie comme un complément des relations et du commerce extérieurs.

L'institution responsable de la coordination et de la gestion de cette aide est le Ministère des Affaires Etrangères (MAE)<sup>42</sup>. Au sein de celui-ci, l'organe responsable de la gestion de l'APD est la Direction pour l'Assistance au Développement (DREAD) (HG 624 du 20/07/07). Le financement de l'APD se fait à travers une ligne budgétaire spécifique (Loi – *Lege* – 404 du 17/10/06), et les actions concrètes à mettre en œuvre pour réaliser ce financement sont définies par la HG 747 (du 02/08/07). Cette HG délimite également les relations « hors » MAE nécessaires à la mise en œuvre de la coopération roumaine au développement : le dialogue interinstitutionnel (ministères, société civile, monde académique etc.) se développera dans la *Commission pour la Coopération Economique et le Développement International*, dont la présidence et le secrétariat sont assurés par le MAE<sup>43</sup>. La HG 747 précise enfin également le type d'assistance que la Roumanie entend offrir : appui technique, financements non-remboursables, aide humanitaire et éducation au développement.

---

<sup>41</sup> Cette expérience de la transition, comme nous le verrons plus loin, représente l'argument « numéro un » de la Roumanie (et des nouveaux états membres en général) pour se positionner sur le « marché de la coopération ».

<sup>42</sup> Nous nous centrerons sur le MAE pour deux raisons. Premièrement, il est légalement reconnu comme l'organe central de la coopération roumaine au développement, et mérite donc toute notre attention. Deuxièmement, il est vrai qu'il transite plus de fonds liés à l'Aide Publique au Développement par les autres ministères. Néanmoins, nos rencontres au Ministère des Finances et à celui l'Éducation nous ont fait comprendre que ces deux institutions, par exemple, ne pouvaient pas être l'objet d'une analyse solide. Ainsi, lorsque nous avons demandé s'il était possible d'avoir un document reprenant toutes les dépenses du Ministère de l'Éducation en matière de développement, il nous a été répondu qu'« un processus de comptabilisation est sur le point d'être réalisé ». La loi roumaine prévoit qu'un citoyen qui en fait la demande expresse par écrit, reçoive les documents demandés dans un certain délai. Mais nous n'avons pas utilisé cette méthode afin de ne pas nous mettre dans une éventuelle situation de conflit vis-à-vis de personnes avec lesquelles nous pouvions encore devoir travailler.

<sup>43</sup> Cette *Commission* interinstitutionnelle est sous la subordination du *Conseil Interministériel pour les Relations Extérieures et les Affaires Européennes*.



Si nous nous intéressons maintenant aux chiffres pour 2007<sup>44</sup> (Mémorandum interne B1-3/4946)<sup>45</sup>, nous voyons que la Roumanie a consacré 80 millions d'euros pour l'aide au développement, soit 0,07% de son PNB. De cette somme, 54 millions ont directement été alloués au budget APD de l'UE et 26 millions ont été dispensés selon des voies multilatérales ou bilatérales par différents ministères (MIRELA et NOVAC, 2009 : 21). Du montant distribué entre ces ministères, près 5 millions ont transité par le MAE (MIRELA et NOVAC, 2009 : 21 ; CONCORD 2008 : 44). Ces 4 675 000 € ont été répartis en deux postes. D'un côté, 2 350 000 € ont alimenté plusieurs agences et programmes multilatéraux<sup>46</sup>. De l'autre côté, 2 325 000 € ont été utilisés à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Roumanie. Cette somme lui a été contractée pour la période 2007-2009. Ainsi en 2007, l'institution onusienne a fourni au moyen de son réseau international un soutien à des projets de développement en République de Moldavie (800 000 €), en Serbie (400 000€) et en Géorgie (300 000 €). Du montant contracté par le ministère, le PNUD consacra également 500 000 € pour un programme de sensibilisation de l'opinion publique aux OMD et pour la création d'un cursus universitaire dans le domaine. Enfin, 325 000 € serviront à financer les activités de *capacity building* des agents de l'Etat et des ONG dans le domaine des projets internationaux de développement<sup>47</sup>.

Pour l'année 2008, l'intégralité des chiffres n'est pas encore disponible, mais plusieurs grandes tendances peuvent déjà être tracées. Premièrement, comme en 2007, l'aide au développement a représenté 0,07% du PNB. L'objectif des 0,17% pour 2010 semble donc hors de portée, comme constate le rapport *Aid Watch* 2009 de la fédération européenne des ONG de développement et d'urgence (CONCORD, 2009 : 44). Deuxièmement, toujours selon ce rapport, les 0,07% du gouvernement roumain comptabilisent des dépenses contestées par la société civile comme étant de la coopération au développement : 17 millions d'euros pour des bourses d'étudiants de pays en voie de développement par le Ministère de l'Éducation, 1 millions d'euros pour soutenir des étudiants africains par le MAE, ou encore 7% de la somme totale comme annulation de dettes (CONCORD, 2009 : 44).

---

<sup>44</sup> Il est à noter que la Roumanie a fourni de l'aide au développement dès 2006, avec une somme de 500 000 \$ au PNUD Liban, et ce, par l'intermédiaire du PNUD Roumanie (<http://www.undg.org/rcar.cfm?fuseaction=RCAR&ctyIDC=ROM&P=490>, consulté le 28/07/09).

<sup>45</sup> <http://www.mae.ro/index.php?unde=doc&id=35299&idlnk=1&cat=3>, consulté le 28/07/09.

<sup>46</sup> Pour la liste complète, voir : <http://www.mae.ro/index.php?unde=doc&id=35299&idlnk=1&cat=3>, consulté le 28/07/09.

<sup>47</sup> Il faut également rajouter d'autres contributions du MAE, parfois considérables. Notons : 2,1 millions d'euros pour de l'aide humanitaire en République de Moldavie, 500 000 € pour les Bourses Ionescu (pour des étudiants étrangers) ou encore la cotisation au Centre de Développement de l'OCDE. (Pour les détails, voir : <http://www.mae.ro/index.php?unde=doc&id=35299&idlnk=1&cat=3>, consulté le 28/07/09.) Si nous tenons compte de ces dernières sommes, nous dépassons donc les 4 675 000 € déboursés à travers le MAE. Cette contradiction ne semble pas avoir été relevée sur le site Internet du ministère.

L'analyse des chiffres de ces deux premières années nous amène à constater que l'Etat roumain est certes un pays donateur, mais qu'il s'agit d'un donateur *passif*. L'intégralité du budget est destinée soit aux fonds européens, soit à des programmes/projets multilatéraux dont la Roumanie n'influence pas le déroulement. Il existe une aide bilatérale, mais elle est mise en œuvre à travers le PNUD et non par l'Etat. Si les raisons d'une telle position peuvent paraître évidentes de prime abord (nécessité d'un temps d'adaptation etc.), il nous faut toutefois dégager les facteurs précis qui expliquent la situation actuelle.

### **1.1.2. Explication de la position du MAE**

La position du MAE, sa stratégie, peut être comprise à la lumière des contraintes politiques d'une part et économiques de l'autre. Voyons tout d'abord les premières, qui peuvent être regroupées en trois aspects : la méconnaissance de l'appareil politique quant au domaine de l'APD, l'instabilité de ce champ politique et la place d'aide au développement dans l'agenda politique.

Premièrement, s'il n'existe aucune enquête quantitative pour mesurer ce phénomène, notre terrain nous a amené à prendre conscience de la méconnaissance de l'appareil politique quant à la coopération au développement. Ainsi, un « coup de sonde » sur les sites Internet des quatre grands partis roumains (*Partidul Democrat-Liberal, Partidul Social Democrat, Partidul National Liberal, Uniunea Democrata Maghiara din Romania*) ne nous a fourni aucune information pertinente. Deux initiatives sont toutefois notables. Tout d'abord, la Journée Socialiste Européenne pour le Développement 2008 s'est déroulée à Bucarest à l'initiative d'une eurodéputée roumaine<sup>48</sup>. Ensuite, le réseau ARCADIA (*Asociatia Romana pentru Cooperare si Dezvoltare Internationala*) qui se donne, depuis la mi-2008, pour mission de « réunir hommes politiques, universitaires et activistes avec une expertise dans le monde du développement »<sup>49</sup>. Néanmoins, si ces initiatives sont significatives d'une certaine dynamique, elles sont encore à l'état embryonnaire. Ainsi, des membres de FOND nous ont expliqué que si l'initiative de la Journée Socialiste du Développement est louable, beaucoup de chemin restait à parcourir : plusieurs hommes politiques roumains étaient venus en croyant qu'il s'agissait du développement de *leur* pays dont il était question...

Deuxièmement, il semble exister une instabilité politique qui a pour conséquence un changement fréquent du personnel au MAE. Ainsi, en trois ans, il y a eu trois directeurs à la tête la Direction pour

---

<sup>48</sup> [http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID\\_15031/Politicienii-dezbat-asistenta-europeana-pentru-dezvoltare.html](http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID_15031/Politicienii-dezbat-asistenta-europeana-pentru-dezvoltare.html), consulté le 28/07/09.

<sup>49</sup> <http://romaniainsidevelopment.wordpress.com/about/>, consulté le 29/07/09.

l'Assistance au Développement (DREAD)<sup>50</sup>. Dès lors, devant un appareil politique et administratif roumain qui n'a pas encore une « culture » de la coopération au développement, un membre de FOND note qu'ils ont « perdu beaucoup d'énergie à revenir sur ce qui était acquis quelque temps plus tôt ». À ces fluctuations politiques, il faut rajouter que plusieurs personnes du MAE en charge de la coopération au développement ont un statut de diplomates, ce qui les amènent à fréquemment partir en mission et donc, à être remplacés<sup>51</sup>.

Troisièmement, la coopération au développement ne semble pas être une priorité dans l'agenda politique roumain, ou du moins, elle est constamment connectée à d'autres domaines. Comme on peut le voir en analysant les objectifs du MAE pour 2009 d'une part<sup>52</sup>, et l'historique de ses activités dans le champ depuis 2007 d'autre part<sup>53</sup>, le ministère envisage l'APD plutôt comme un moyen de réaliser d'autres objectifs. Relevons notamment : les relations avec la République de Moldavie, le rôle de la Roumanie dans l'OTAN<sup>54</sup>, sa position géostratégique dans la région de la mer Noire, son intégration à l'OCDE, sans oublier les intérêts économiques, comme une meilleure coopération avec la Chine<sup>55</sup>. Cette connexion entre l'aide au développement fournie par un pays et sa géostratégie est certes remarquable pour bien d'autres états. Mais dans le cas roumain, elle souligne selon nous le fait que l'APD n'est pas une priorité dans l'agenda politique. Ainsi, une proposition de révision de la HG 747 existe (nous verrons pourquoi un peu plus loin), mais son processus législatif est bloqué (Interview au MAE). Le *Département* pour l'APD est, quant à lui, devenu une *Division* en 2008, ce qui représente une « rétrogradation » dans la hiérarchie du MAE (Interview au MAE). Et enfin, la *Commission pour la Coopération Economique et le Développement International* ne s'est réunie qu'une seule fois, en novembre 2007<sup>56</sup>.

A côté du politique, les contraintes économiques sont également à prendre en considération. Le constat à faire est bref, mais clair : si le budget 2007 et 2008 représentait 0,07% du PNB, les 5 millions d'euros pour le MAE seront réduits à 1,9 millions pour 2009 (CONCORD, 2009 : 44). Cette baisse

---

<sup>50</sup> [http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID\\_15653/Pe-cand-o-agentie-nationala-care-sa-gestioneze-fondurile-pentru-asistenta.html](http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID_15653/Pe-cand-o-agentie-nationala-care-sa-gestioneze-fondurile-pentru-asistenta.html), consulté le 29/07/09.

<sup>51</sup> Comme nous avons pu le constater lors de nos interviews au Ministère de l'Éducation, au MAE et à FOND.

<sup>52</sup> <http://www.mae.ro/index.php?unde=doc&id=38550&idlnk=1&cat=3>, consulté le 28/07/09 et <http://www.mae.ro/index.php?unde=doc&id=35181&idlnk=1&cat=3>, consulté le 28/07/09.

<sup>53</sup> <http://www.mae.ro/index.php?unde=doc&id=35297&idlnk=1&cat=3>, consulté le 28/07/09.

<sup>54</sup> Ce qui explique par exemple selon nous la présence de l'Afghanistan dans les priorités de l'Etat roumain.

<sup>55</sup> <http://romanian.cri.cn/341/2009/05/31/1s96953.htm>, consulté le 30/07/09.

<sup>56</sup> Information recueillie d'après l'agenda du MAE (<http://www.mae.ro/index.php?unde=doc&id=35297&idlnk=1&cat=3>, consulté le 29/07/09) et confirmée lors d'une interview au Ministère des Finances. La personne rencontrée nous a confirmé qu'elle n'avait pas entendu parler des réunions de cet organe.

drastique pour le ministère est sans doute liée au fait que l'APD ne soit pas une priorité, mais également à la crise financière qui a également touché la Roumanie<sup>57</sup>.

Au vu des contraintes politiques et économiques que nous venons de décrire, l'état de donateur *passif* de la Roumanie devient explicable. En outre, on comprend que la *capitalisation de l'expertise* est un des points les plus délicats pour le MAE<sup>58</sup>. Mais il demeure toutefois une question : sans allouer plus de moyens, l'Etat ne pourrait-il pas « sous-traiter » sa coopération au développement également par les ONG ? Le fait que le MAE se soit dirigé vers le PNUD signifie-t-il que ce dernier est plus apte à mettre en œuvre des projets de coopération au développement que FOND ? Pour répondre à cette question, ces deux acteurs ont chacun développé leurs arguments lorsque nous les avons rencontrés. Le PNUD insistait sur son « importante expérience » et « résultats dans le monde », alors que la société civile mettait en avant sa « grande flexibilité » et ses « *grass roots links* »<sup>59</sup>. Mais au-delà des justifications des uns et des autres, c'est un autre élément qui doit être pris en considération selon nous : le cadre structurel que représente le PNUD. En effet, le réseau de ce dernier (des agences dans plus de 166 pays)<sup>60</sup> lui permet, par exemple, d'acheminer un soutien financier de l'Etat roumain jusqu'en Géorgie sans que le MAE ne doive s'impliquer outre mesure. Par rapport à d'autres modalités, le partenariat avec le PNUD permet donc à l'Etat de voir son APD accompagnée du « drapeau roumain »<sup>61</sup> et à moindres coûts (financiers, humains, administratifs etc.).

Cette stratégie du MAE ne convient pourtant pas à FOND, qui n'a de cesse de manifester son mécontentement quant à la situation actuelle. Mais comme nous allons le voir, ce n'est pas le partenariat entre le ministère et l'organisation onusienne en tant que tel qui pose problème à la fédération, mais l'inexistence d'une Agence indépendante pour financer les projets des ONG.

---

<sup>57</sup> Comme on le peut voir dans cet article du *Jurnalul National* : <http://www.jurnalul.ro/stire-economic/criza-financiara-amana-investitiile-517566.html>, consulté le 28/08/09.

<sup>58</sup> Ce qui ne revient pas à dire qu'il n'y a pas d'experts au sein du ministère, loin de là. Les difficultés proviennent plutôt d'un *turnover* important aggravé par des moyens limités.

<sup>59</sup> Le PNUD nous expliquait également « les économies qu'entraînent sa solide expertise par rapport à des ONG découvrant le domaine », tandis que FOND mettait en avant « les économies réalisées par des organisations souples face à une structure lourde ».

<sup>60</sup> <http://www.undp.ro/undp.php>, consulté le 03/08/09.

<sup>61</sup> Comme l'explique le Coordinateur Résident de l'ONU en Roumanie. Voir : [http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID\\_15653/Pe-cand-o-agentie-nationala-care-sa-gestioneze-fondurile-pentru-asistenta.html](http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID_15653/Pe-cand-o-agentie-nationala-care-sa-gestioneze-fondurile-pentru-asistenta.html), consulté le 09/08/09.

## 1.2. La Fédération des ONG roumaines de Développement (FOND)

### 1.2.1. La société civile roumaine et la coopération au développement

FOND est la Fédération des ONG roumaines de Développement<sup>62</sup>. Elle est l'unique représentant de la société civile dans le domaine auprès des autorités publiques, ce qui justifie notre choix de ne tenir compte que des ONG qui en font partie. Elle a vu le jour en octobre 2006 avec 34 membres fondateurs et regroupe aujourd'hui 40 associations<sup>63</sup> réparties à travers le pays : 24 à Bucarest, quatre à Iasi, quatre à Cluj-Napoca et huit dans d'autres localités<sup>64</sup>. Les ONG membres œuvrent dans divers domaines, allant de l'aide aux enfants défavorisés à la lutte contre le HIV/SIDA, en passant par le soutien organisationnel.

Si nous nous penchons sur leurs activités dans la coopération au développement, on constate que onze membres sur 40 ont réalisés/sont en train de réaliser 18 projets en 2009, d'après le recensement sur le site Internet de la fédération<sup>65</sup>. Néanmoins, une analyse de chaque projet nous amène à en rejeter deux de par le fait qu'ils concernent des activités qui se déroulent en Roumanie et qui n'ont aucun lien avec les pays en voie de développement. Deux autres projets concernent la sensibilisation à l'esprit civique « en général ». Dès lors, nous ne les classons pas non plus comme des projets effectifs de coopération au développement. Sur les quatorze projets restant, on peut noter que neuf ont pour objectif la sensibilisation de l'opinion publique à la problématique des OMD/de l'aide internationale, à travers des campagnes d'affichage, des concours de vidéos, des célébrations de journées mondiales diverses, des expositions etc. Deux autres projets ont trait à l'intégration des réfugiés en Roumanie. Enfin, trois sont à proprement parler des projets de développement à l'étranger : deux en République de Moldavie et un en Géorgie. Si nous nous intéressons maintenant à l'année 2008, treize projets réalisés par huit ONG sont à recenser. Pour les raisons évoquées précédemment, deux projets nous semblent n'avoir aucun rapport avec la coopération au développement et trois autres des liens trop lâches que pour être catégorisés comme tels. Sur les huit projets qui restent, cinq mettent en œuvre des campagnes de sensibilisation au domaine et trois des activités en République de Moldavie. Enfin,

---

<sup>62</sup> Sauf précision contraire, les données présentées dans cette section proviennent du site de FOND : <http://www.fondromania.org/pagini/index.php>, consulté le 28/07/09.

<sup>63</sup> Liste disponible sur <http://www.fondromania.org/pagini/statutul-fond.php>, consulté le 29/07/09.

<sup>64</sup> Ce qui, en pourcentage et par grandes régions, nous donne : 62,5% pour celle de Bucarest ; 17,5% pour la Transylvanie ; 15% pour la Moldavie ; 2,5% pour la Munténie-Olténie ; 2,5% pour le Banat-Crisana. Ces chiffres sont à comparer avec ceux de la répartition géographique des ONG roumaines « en général », soit : 19,9% pour Bucarest ; 37,3% pour la Transylvanie ; 14,9% pour la Moldavie ; 14,7% pour la Munténie-Olténie ; 13,3% pour le Banat-Crisana (CIVICUS, 2005 : 25).

<sup>65</sup> Pour la liste des projets de FOND et de ses membres, voir : <http://www.fondromania.org/pagini/proiecte.php>, consulté le 03/08/09.

concernant 2007, les sept projets réalisés par six ONG l'ont été à l'étranger : deux en République de Moldavie, un en République de Moldavie et en Transnistrie, un en Géorgie, un au Kosovo, un en Irak et Afghanistan. Le dernier consistait en une campagne de récolte de fonds pour différents pays d'Asie, suite au tsunami. Les sommes ainsi récoltées ont en suite servi à réaliser des projets dans la région touchée par la catastrophe. Il est à noter que les activités mises en œuvre au Kosovo, en Irak et Afghanistan ainsi qu'en Asie, sont le résultat d'ONG qui sont des filiales roumaines de grandes organisations internationales. En synthèse, on peut donc dégager trois tendances quant aux projets de coopération au développement et les membres de FOND. Premièrement, la majorité de ces projets concernent des événements de sensibilisation à l'aide internationale et au nouveau rôle de la Roumanie dans le domaine (neuf sur seize en 2009, cinq sur huit en 2008)<sup>66</sup>. Deuxièmement, la majorité des activités réalisées à l'étranger l'a été en République de Moldavie (huit sur treize pour les trois années). La dynamique qui anime la plupart de ces projets n'est donc pas forcément le résultat d'un mouvement nouveau, mais existait déjà avant que la coopération au développement ne devienne un objectif pour la Roumanie. D'ailleurs, plusieurs sont financés dans le cadre de projets transfrontaliers soutenus par l'Union Européenne. Enfin, troisièmement, notons que sur les projets mis en œuvre à l'étranger hors République de Moldavie, deux sont le fruit d'ONG roumaines et trois d'associations qui sont des filiales d'organisations internationales.

Si nous nous intéressons maintenant aux activités de la fédération en elle-même, nous pouvons noter que quatre trainings de formation pour les membres en ont organisée depuis 2007, sur des thèmes tels que « comment rédiger un projet de coopération au développement pour l'UE ? », etc. Un séminaire quant au rôle de la société civile dans l'aide internationale, en 2007, et un autre sur l'Accord de Cotonou, en 2009, ont également vu le jour. Entre 2007 et 2008, cinq tables rondes se sont déroulées avec le MAE, des eurodéputés roumains et des membres d'ONG géorgiennes et moldaves. Mentionnons également la présence, avec le MAE, aux Journées Européennes du Développement à Lisbonne en 2007, ainsi que plusieurs activités de sensibilisation aux OMD. Mais le projet le plus important, selon nous, consiste en l'organisation du Forum des ONG de la Mer Noire (*Black Sea NGO Forum*)<sup>67</sup>, en partenariat avec le MAE, le *Black Sea Trust*<sup>68</sup> pour la coopération régionale et le PNUD Roumanie. Cet événement a rassemblé près de 220 participants de plus de 100 ONG venues d'Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bulgarie, Géorgie, Grèce, République de Moldavie, Turquie, Ukraine, Roumanie, Russie et de plusieurs états membres de l'UE actifs dans cette région. Ce forum représente donc un moment et un espace qui permet à un nombre considérable d'associations de se mettre en réseau. De nombreuses personnes rencontrées sur le terrain nous en ont

---

<sup>66</sup> Nous ne nous tenons donc pas compte des quatre projets pour 2009 et des cinq autres pour 2008 que nous considérons comme sans rapport réel ou avec des liens trop lâches avec la coopération au développement.

<sup>67</sup> <http://www.blackseango.org/pagini/index.php>, consulté le 20/07/09.

<sup>68</sup> <http://www.gmfus.org/blacksea/>, consulté le 20/07/09.

ainsi favorablement parlés. Il constitue également un symbole important puisqu'il est le résultat de la convergence des trois acteurs centraux de la coopération roumaine au développement. L'édition 2009 est d'ailleurs prévue pour ce mois d'octobre, toujours à Bucarest.

Concernant la situation de la coopération roumaine au développement, comme nous l'avons vu dans la section précédente, FOND n'est pas satisfaite des décisions du MAE. Sa critique ne porte pas sur le partenariat *en soi* entre le ministère et le PNUD, mais sur deux points précis : l'inexistence d'une Agence du Développement d'une part<sup>69</sup> et l'absence d'un financement structurel pour FOND d'autre part. Premièrement, la fédération réclame une Agence indépendante de l'organigramme du MAE. Cette nouvelle institution aurait à disposition des fonds afin de lancer des *call for proposal* aux ONG roumaines. La HG 747 *révisée* pourrait créer un tel organisme. Mais comme nous l'avons mentionné précédemment, cette réforme législative est, pour l'instant, bloquée<sup>70</sup>. Deuxièmement, FOND souhaite un financement annuel de la part de l'Etat. L'absence de ce soutien « structurel » a une conséquence importante sur la fédération : elle doit trouver ses ressources ailleurs.

Quatre grandes sources budgétaires peuvent être dégagées : le *Presidency Fund*, TRIALOG, les cotisations internes et enfin des apports « en nature ». Le *Presidency Fund* fut créé en 2005 par les gouvernements irlandais et néerlandais (lors de leur présidence de l'UE) afin d'encourager la société civile des nouveaux états membres à s'impliquer dans la coopération au développement<sup>71</sup>. FOND y a obtenu un financement de 38 040 € pour 2008 (document interne de FOND) et a gagné un nouvel appel à projet à hauteur de 44 992 € pour 2009<sup>72</sup>. Le deuxième soutien pécuniaire provient de TRIALOG<sup>73</sup>, qui est un projet de CONCORD (la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement). Il vise à renforcer les capacités des ONG des nouveaux états membres dans le domaine de la coopération au développement, notamment en soutenant leur pleine intégration au sein de CONCORD<sup>74</sup>. L'appui financier de TRIALOG est néanmoins limité à des voyages de formation, de

---

<sup>69</sup> [http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID\\_15653/Pe-cand-o-agentie-nationala-care-sa-gestioneze-fondurile-pentru-asistenta.html](http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID_15653/Pe-cand-o-agentie-nationala-care-sa-gestioneze-fondurile-pentru-asistenta.html), consulté le 09/08/09.

<sup>70</sup> Cette information nous a d'abord été fournie par un membre de FOND. Elle a ensuite été confirmée lors de notre visite au MAE. Les raisons de ce blocage n'ont pu être déterminées de manière objective. Tout comme il n'a pas été possible de déterminer les attributions précises d'une éventuelle Agence. Lorsque nous avons voulu aborder le sujet, la personne rencontrée au MAE nous a répondu : « Vous comprenez que je ne peux pas vous en dire plus alors que le processus de révision de la HG est encore en cours ».

<sup>71</sup> <http://www.presidencyfund.org/wcm/>, consulté le 29/07/09. Le Gouvernement allemand a ensuite également contribué au fonds à hauteur de 250 000 €.

<sup>72</sup> Il est à noter que ce deuxième projet met particulièrement l'accent sur les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Voir : <http://www.presidencyfund.org/wcm/projects-supported-by-the-presidency-fund/455/102-fond.html>, consulté le 29/07/09.

<sup>73</sup> <http://www.TRIALOG.or.at/start.asp?ID=96>, consulté le 29/07/09.

<sup>74</sup> FOND est pour l'instant membre observateur de CONCORD. Il y a d'ailleurs un débat interne à la Fédération quant à la pertinence de devenir membre à part entière ou non. En effet, le statut actuel offre déjà de nombreux avantages (comme la participation aux groupes de travail de CONCORD tels que le *Funding for Relief and*

rencontres entre ONG européennes, etc. Troisième source budgétaire, les cotisations des membres. Enfin, un dernier apport « en nature » existe : il s'agit par exemple de la mise à disposition d'un local par des ONG membres pour le secrétariat ou pour le siège social, des frais de télécommunication pris en charge, etc.

Ces différentes ressources sont néanmoins fragiles. En effet, le *Presidency Fund* en était à son cinquième et *dernier* appel à projets. Quant à l'appui de CONCORD-TRIALOG, il est lui aussi instable. D'un côté, selon les membres de FOND, CONCORD subit la montée en puissance d'autres organismes comme *Eurostep*, *Voice ou Oxfam*. Ceux-ci le concurrencent quant à la légitimité de représenter le champ non-gouvernemental auprès des institutions européennes. D'un autre côté, il existe un débat au sein de l'UE quant à la pertinence de continuer à soutenir CONCORD et TRIALOG de manière « structurelle », ou bien de passer à un financement de type *call for proposal*<sup>75</sup>. La troisième source de financement, les cotisations, n'est pas non plus sans poser problèmes : presque le tiers des membres de FOND n'a jamais payé sa cotisation<sup>76</sup>. Enfin, les apports « en nature » ne concernent que la minorité de membres qui ont les moyens d'en fournir.

La coopération au développement représente une nouvelle opportunité pour diversifier le revenu des ONG. On comprend dès lors les revendications de FOND quant à la création d'une Agence du Développement et à un financement « structurel » du MAE. De plus, les ressources actuelles étant fragiles, la pérennité de la fédération n'est pas assurée. Cependant, l'attrait de nouvelles ressources financières n'explique pas entièrement l'attitude de FOND. Selon nous, l'enjeu est plus profond et apparaît lorsque l'on prend une perspective plus large : celle des conséquences de l'adhésion à l'Union Européenne pour la société civile roumaine.

### **1.2.2. Explication de la position de FOND**

L'intégration à l'UE amène trois grandes conséquences pour le secteur non-gouvernemental roumain. Premièrement, une partie des financements disponibles pour les ONG dépend dorénavant des fonds structurels. Or, les contraintes administratives qui les accompagnent sont bien différentes de

---

*Development*, le *Development Education Forum*, l'*Enlargement*, *Pre-accession and Neighborhood* et le *Aid Watch*) sans devoir toutefois payer la cotisation au « prix plein ». Ce débat nous montre que l'intégration dans le Complexe Développeur International (en tant que donateur) ne se fait pas aussi systématiquement que l'on pourrait le penser. C'est lors de l'Assemblée générale de février 2009 que nous avons pu assister au débat sur le sujet, dont le questionnement pourrait se résumer comme suit : « Quelle position doit prendre FOND par rapport à CONCORD, sachant que la représentativité de CONCORD au sein des institutions européennes est petit à petit critiquée ? ». Malgré les tenants d'une intégration « complète » au sein de CONCORD, il a été décidé de garder le *statu quo* de membre observateur.

<sup>75</sup> Nous avons recueilli cette information lors de notre interview à TRIALOG.

<sup>76</sup> Nous traiterons la problématique de la dynamique interne de FOND dans la troisième partie du travail.



celles des périodes de transition et de pré-adhésion (HAPIOT et SLIM, 2003). Si bien que toutes les associations roumaines ne pourront pas y faire face<sup>77</sup>. Deuxièmement, l'apport propre des ONG pour un projet financé dans le cadre de ces fonds passe de 10 à 20% de la somme demandée<sup>78</sup>, ce qui représente une augmentation considérable. Enfin, *last but not least*, l'adhésion à l'Union signifie que les appels à projet se font désormais principalement à l'échelle communautaire. Et comme nous le disait un membre de FOND, « la mise en concurrence des associations roumaines à celles de la « vieille » UE, qui sont souvent plus performantes et sont soutenues par leur Etat et leur population, sera très délicate à vivre... »<sup>79</sup>.

Gagner des projets face à ces concurrents « plus expérimentés et aux reins plus solides », mettre en place des partenariats avec des ONG étrangères pour arriver « au 20% que nous ne pouvons pas apporter seuls », voilà donc quelques-uns des défis auxquels la société civile roumaine doit faire face dans cette période de post-adhésion. On en arrive ainsi à se rendre compte que la création d'une Agence du développement représente plus que des « simples » financements pour des projets de coopération au développement. Il s'agit en fait de mettre en place un champ dans lequel les fonds sont *uniquement* accessibles aux associations roumaines. De cette manière, une partie du budget nécessaire aux 20% fatidiques peut être trouvée. Mais surtout, ces fonds permettront aux ONG de réaliser des projets *qui signifient autant de lignes supplémentaires dans leur CV*. L'objectif principal de FOND est donc selon nous d'offrir la possibilité à ses membres d'acquérir une telle expérience, car cette dernière est indispensable pour obtenir des financements. En effet, les bailleurs de fonds fonctionnent d'une certaine manière, comme nous l'explique cet ONG-iste roumain : « jamais tu n'auras de grosses sommes au départ. Tu dois commencer petit. Puis si le projet réussi, tu peux postuler pour un autre, avec un budget légèrement supérieur. Et ainsi de suite. Il faut que celui qui lit ton document et qui prend la décision ait confiance ». Ainsi, un financement public pour les membres de FOND leur permettrait de « se faire les dents » avec des projets pour lesquels la concurrence ne serait que nationale. Muni de cette expérience, les ONG roumaines seraient mieux parées face à la concurrence

---

<sup>77</sup> Comme en témoigne l'inquiétude rencontrée dans presque toutes les ONG visitées. Ainsi, notons ce séminaire de formation quant aux fonds structurels en début d'année (<http://www.fdsc.ro/pagini/seminarul-fse-proceduri-flexibile-in-be.php>, consulté le 22/07/09) ou cette conférence organisée fin 2008 sur l'avenir des ONG en Roumanie (<http://www.fdsc.ro/pagini/>, consulté le 28/07/09). Cette thématique a même été débattue au Forum National des ONG 2009 (<http://www.ecomagazin.ro/forumul-national-al-organizatiilor-negovernamentale/>, consulté le 02/07/09).

<sup>78</sup> <http://www.ibr-ire.be/fra/download.aspx?type=2&id=6427&file=2132>, consulté le 02/08/09.

<sup>79</sup> À ces trois conséquences les plus « visibles », il faut rajouter trois autres éléments. Premièrement, l'intégration à l'UE signifie le tarissement du financement des bailleurs de fonds « traditionnels » comme l'USAID (USAID, 2007). Deuxièmement, les relations entre Etat et société civile sont parfois délicates (PIROTTE, 2003 ; CIVICUS, 2005) et dès lors, le secteur associatif n'y trouve pas toujours un soutien inconsideré. Troisièmement, seuls 28% des Roumains ont confiance dans les ONG (CIVICUS, 2005 : 65). Au vu de cette situation d'ensemble, il existe, selon nous, une forte probabilité que la période de post-adhésion refaçonne le paysage associatif roumain dans son ensemble (et pas seulement dans le domaine de la coopération au développement).

européenne. Elles pourraient de la sorte plus facilement convaincre les bailleurs de fonds européens de les financer pour de la coopération au développement, mais *également pour des projets dans d'autres domaines*. Et c'est bien là l'enjeu : l'expérience accumulée *dans la coopération roumaine au développement* permettrait aux membres de FOND d'*étouffer leur catalogue d'activités*, catalogue qui les aiderait à obtenir plus aisément des financements *dans d'autres domaines*. Dans les eaux troubles que risque de traverser la société civile roumaine pendant quelques années, cette *expérience* représente selon nous une bouée que la fédération tente d'enfiler<sup>80</sup>.

Nous avons vu la position du MAE qui consiste à mettre en œuvre l'APD de la Roumanie et lorsque cela est possible, à y rajouter le « drapeau roumain » à moindres coûts, ce qui est réalisable à travers la structure du PNUD. Nous venons de comprendre la stratégie des membres de FOND afin de pouvoir passer le cap de la post-adhésion<sup>81</sup>. Il nous faut à présent aborder le troisième acteur central de la coopération roumaine au développement, le PNUD, afin d'avoir une première vision de la structuration de ce champ.

### 1.3. Le PNUD-Roumanie

#### 1.3.1. Le PNUD et la coopération au développement

Le PNUD existe en Roumanie depuis 1971. L'office local fût d'ailleurs le premier dans un pays membre du Pacte de Varsovie<sup>82</sup>. Concernant la coopération au développement, l'organisation

---

<sup>80</sup> On peut d'ailleurs le constater dans les propos de l'ancien président de FOND dans un article sur Internet : « Si la Roumanie n'accorde par aux ONG l'opportunité de développer des projets avec des budgets de l'Etat, celles-ci ne pourront non plus valoriser les financements de l'UE pour des projets [*cross-border*] de voisinage [car] il n'existe pas de projets plus modestes qui pourraient construire un CV solide qui puisse convaincre les bailleurs de fonds européens » (<http://www.euractiv.ro/index.html/articles%7CdisplayArticle?articleID=15653>, consulté le 28/07/09).

<sup>81</sup> Il ne faudrait toutefois pas voir les positions des différents membres de FOND comme homogènes. Ainsi, plusieurs ONG semblent avoir adopté la position du passager clandestin quant à la fédération : elles sont intéressées par le *return* possible, mais n'ont pas les moyens financiers et/ou l'expertise dans le domaine que pour être réellement actives (nous verrons dans la troisième partie pourquoi FOND accepte cette attitude). Il existe également des membres qui sont les filiales locales de grandes ONG mondiales et pour qui les défis de la post-adhésion ne sont pas si délicats à relever (de par les réseaux auxquelles elles appartiennent). Enfin, d'autres membres, qui ne sont pas insérés dans de tels réseaux, doivent pleinement faire face à ces difficultés. Mais ils ont, eux, les moyens d'investir dans FOND (FOND est donc un *investissement* pour eux). On remarque d'ailleurs que les ONG les plus actives sont celles qui forment cette troisième catégorie. Ce sont elles qui sont plus présentes aux réunions de travail, qui trustent les plus importantes fonctions de l'organigramme, etc. (Notons que les frontières de cette catégorisation en trois groupes sont perméables et qu'il s'agit donc d'une démarche herméneutique et non heuristique.)

<sup>82</sup> Sauf précisions contraintes, les informations concernant cette section proviennent du site Internet du PNUD Roumanie : <http://www.undp.ro/>, consulté le 28/07/09.

onusienne y est impliquée par le projet *Strengthening the national institutional and educational capacity to carry out ODA programmes/projects* (SNIECODA)<sup>83</sup>.

SNIECODA est donc la forme qu'a prise le partenariat entre le MAE et le PNUD. Projet de 1 432 840 \$, il a débuté en décembre 2007 et prendra fin en décembre de cette année. S'inscrivant dans la priorité « Gouvernance démocratique » de l'*United Nations Development Assistance Framework* (UNDAF) 2005-2009<sup>84</sup>, SNIECODA a pour objectif de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles et administratives de divers *stakeholders* à implémenter les programmes et projets d'Aide Publique au Développement dans les pays partenaires, conformément à la *Stratégie Nationale*. Il vise également la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation de l'opinion publique à la coopération au développement et la création d'un cursus universitaire adéquat.

Nous porterons notre regard sur quatre réalisations de ce projet, car elles mettent selon nous en évidence la dynamique qui traverse le champ de la coopération au développement du pays. Premièrement, le sondage concernant l'opinion publique roumaine sur le thème (que nous analyserons dans une section spécifique) souligne à quel point *les différents acteurs sont à la recherche d'information* afin de pouvoir orienter leurs actions. Deuxièmement, l'ouverture en juillet 2009 d'une entreprise de production moderne de fruits et légumes en Géorgie *illustre le processus de réseau du PNUD dont bénéficie le MAE* à travers ce partenariat. Troisièmement, la mise en œuvre d'un cursus universitaire concernant la coopération au développement (que nous analyserons également dans une section spécifique) met en évidence *le besoin de formation d'experts nationaux* dans le domaine. Enfin quatrièmement, les six campagnes de sensibilisation destinées aux jeunes (et menées entre décembre 2008 et mars 2009 à Bucarest, Constanta, Iasi, Cluj-Napoca et Timisoara) nous rappellent que la *légitimité du domaine aux yeux de la population est un des défis majeurs* de tous les acteurs la coopération roumaine au développement. Concernant ce dernier point, notons que les campagnes ont été réalisées par des ONG locales membres de FOND. Ce qui confirme, selon le PNUD, leur « volonté de faire participer la société civile ». Et ce qui symbolise, selon FOND, leur « incapacité à mettre en œuvre l'argent du MAE par eux-mêmes »<sup>85</sup>. La relation tendue entre l'organisation onusienne et la

---

<sup>83</sup> Nous nous focaliserons sur le PNUD car il est l'organisme le plus impliqué parmi ceux du Système des Nations Unies en Roumanie dans le champ que nous étudions. Mais notons par exemple le *United Nations Populations Fund* (UNFPA) ([http://www.undp.ro/news/?item\\_id=2990](http://www.undp.ro/news/?item_id=2990), consulté le 02/08/09) ou encore l'UNICEF ([http://www.undg.org/RCAR/2008/finalized/pdfs/RCAR\\_2008\\_ROM\\_NAR.pdf](http://www.undg.org/RCAR/2008/finalized/pdfs/RCAR_2008_ROM_NAR.pdf), consulté le 30/07/09) qui, eux aussi, s'investissent progressivement dans la coopération roumaine au développement.

<sup>84</sup> L'UNDAF est le document qui pose le cadre d'assistance du Systèmes des Nations Unies dans un pays pour une période donnée. L'UNDAF 2005-2009 pour la Roumanie est disponible sur [http://www.undg.org/archive\\_docs/1400-Romania\\_UNDAF\\_2005-2009\\_-\\_2005-2009.pdf](http://www.undg.org/archive_docs/1400-Romania_UNDAF_2005-2009_-_2005-2009.pdf), consulté le 28/07/09.

<sup>85</sup> Ces propos sont ceux d'un membre de FOND lors d'une discussion informelle. Car le nouveau président de la fédération, lors de la présentation publique MAE-PNUD-FOND des résultats de cette campagne menée par les

fédération des ONG revient donc à l'avant-plan. Il nous faut dès lors comprendre également la position du PNUD.

### 1.3.2. Explication de la position du PNUD

Selon l'ancien président de FOND, l'arrivée du PNUD en tant qu'acteur de la coopération roumaine au développement est liée au fait qu'il n'y avait pas d'organisme institué qui puisse concrètement superviser les dépenses des sommes allouées à l'Aide Publique au Développement. Dès lors, la transition de ces fonds par le PNUD était un arrangement avec lequel la fédération était d'accord, mais uniquement comme une « solution temporaire, [d'] urgence, pour ne pas perdre l'argent accordé par le gouvernement en 2007 »<sup>86</sup>. Le temps donc de mettre sur pieds une Agence nationale compétente en la matière. Or, au grand dam de FOND, cette agence n'existe toujours pas et la situation s'est répétée en 2008 et cette année.

Il semble donc que l'apparition du PNUD dans la coopération roumaine au développement soit due à un concours de circonstances. Or, l'analyse des rapports annuels du Coordinateur Résident de l'ONU depuis 2002<sup>87</sup> nous enseigne qu'il faut en réalité prendre une perspective plus longue. Ces documents montrent comment un soutien de *capacity building* a été progressivement envisagé de la part du Système des Nations Unies en général, et du PNUD en particulier, vis-à-vis de l'Etat. Dans l'UNDAF 2005-2009 (p. I), le ministre des affaires étrangères de l'époque précise d'ailleurs dans son avant-propos que « *this cooperation relies both on the new vision of the UN agencies, directed to supporting the UE accession process of Romania, and on our country's goal of assuming in the near future the status of donor for development assistance* ». Néanmoins, il est vrai que le *Country Program Action Plan* (CPAP) 2005-2009<sup>88</sup>, transposant l'UNDAF en actions concrètes sous forme d'un document ayant une valeur juridique, ne comporte aucune mention quant à la coopération roumaine au développement. Il faudra attendre le rapport annuel du Coordinateur Résident 2006<sup>89</sup> pour que le Système des Nations Unies fasse une référence concrète quant à ce soutien. Mais les commentaires et événements quant à ce soutien vont devenir de plus en plus nombreux ces dernières années, au point de concerner les 6 dernières *newsletters* du PNUD<sup>90</sup>.

---

ONG « *saluted the first steps taken by the Ministry of Foreign Affairs and UNDP to work with non-state actors which are best equipped to establish the link between the political stakeholders and citizens [...] The financial resources used in the awareness campaigns constitute the bases for future projects* » (<http://www.undp.ro/download/Newsletter%2013.pdf>, consulté le 30/07/09).

<sup>86</sup> <http://www.euractiv.ro/index.html/articles%7CdisplayArticle?articleID=15653>, consulté le 28/07/09.

<sup>87</sup> Ces rapports sont consultables sur <http://www.undg.org/> (consulté le 28/07/09), dans la rubrique « *Resident Coordinator System* » puis « *RC Annual Reports* » et enfin, en sélectionnant l'année désirée (à partir de 2002).

<sup>88</sup> [http://www.undp.ro/download/files/undp/CPAP\\_English.pdf](http://www.undp.ro/download/files/undp/CPAP_English.pdf), consulté le 28/07/09.

<sup>89</sup> <http://www.undg.org/rcar.cfm?fuseaction=RCAR&ctyIDC=ROM&P=490>, consulté le 03/08/09.

<sup>90</sup> <http://www.undp.ro/newsletters/>, consulté le 03/08/09.

Car selon nous, le projet SNIECODA fait partie d'une stratégie de repositionnement du PNUD. Le fait que la Roumanie soit entrée dans l'UE et qu'elle possède aujourd'hui un Indice de Développement Humain élevé<sup>91</sup> n'est pas sans conséquences sur la légitimité du travail de l'organisme onusien en Roumanie. Dès lors, au vu des différents documents officiels consultés, des conférences auxquelles nous avons pu assister et de notre interview là-bas, nous pensons que la dynamique principale qui anime le PNUD-Roumanie est l'adoption d'une nouvelle position. Posture neuve, mais qui découle toutefois « naturellement » du passé. Aussi bien pour l'ONU que pour le MAE, il est paraît évident que l'organisme qui a soutenu de manière importante l'Etat dans son chemin sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement *dans le pays*<sup>92</sup>, le soutienne dorénavant pour mettre en œuvre ces objectifs *hors de ses frontières*. Il est toutefois vrai qu'aujourd'hui SNIECODA ne représente que le 6<sup>ème</sup> budget des 10 projets en cours du PNUD<sup>93</sup>. Mais la logique de reconversion semble bien présente. Et si elle n'affecte pas la totalité du Système des Nations Unies du pays, d'autres organismes comme l'UNICEF sont engagés dans cette nouvelle dynamique<sup>94</sup>. Sous l'angle global de l'ONU en Roumanie, il sera d'ailleurs particulièrement intéressant d'analyser le prochain UNDAF (et tous les documents d'action qui vont en découler) pour les années 2010-2014. Mais si nous venons de voir les positions/stratégies des trois protagonistes centraux de la coopération roumaine au développement, il nous faut à présent également aborder les deux acteurs connexes : les universités d'abord, les institutions étrangères ensuite.

## 2. Des acteurs connexes

### 2.1. Les universités roumaines

Les universités sont donc impliquées dans le domaine de l'APD à travers le projet SNIECODA. L'objectif étant de mettre sur pieds un master universitaire avec l'aide de quatre institutions : l'Université de Timisoara, l'Université de Iasi, l'Académie des Sciences Economiques de Bucarest et l'Université de Cluj-Napoca. Lorsque nous avons rencontré trois professeurs impliqués dans le projet (deux de Bucarest, un de Cluj-Napoca), beaucoup de questions restaient encore en suspens. Il n'était

<sup>91</sup> [http://hdr.undp.org/en/reports/nationalreports/europethecis/romania/ROMANIA\\_2007\\_en.pdf](http://hdr.undp.org/en/reports/nationalreports/europethecis/romania/ROMANIA_2007_en.pdf), consulté le 04/08/09.

<sup>92</sup> Comme on peut le voir à travers tout l'UNDAF 2005-2009 ([http://www.undg.org/archive\\_docs/1400-Romania\\_UNDAF\\_2005-2009\\_-\\_2005-2009.pdf](http://www.undg.org/archive_docs/1400-Romania_UNDAF_2005-2009_-_2005-2009.pdf), consulté le 30/07/09).

<sup>93</sup> Le budget de SNIECODA est de 1 432 840 \$ pour 2 142 692,1 \$ en moyenne par projet. Il est à noter que nous avons retiré de nos calculs trois projets (deux avec un budget de 1 \$ chacun et un troisième de 460\$).

<sup>94</sup> Pour l'UNICEF, la campagne *one pack-one vaccine* « contribute to achieving MDG 4 and marks a shift in the end destination of funds raised locally, with UNICEF gradually implementing larger shares of funds raised in Romania in international projects » ([http://www.undg.org/RCAR/2008/finalized/pdfs/RCAR\\_2008\\_ROM\\_NAR.pdf](http://www.undg.org/RCAR/2008/finalized/pdfs/RCAR_2008_ROM_NAR.pdf), consulté le 30/07/09).

pas encore défini si les quatre universités allaient coopérer en proposant un master commun ou bien œuvrer chacune de leur côté. Deux problèmes cruciaux apparaissaient également. D'une part l'offre de cours à constituer : faut-il adapter d'anciens cours ou en créer de nouveaux ? D'autre part, la demande de la part des étudiants : les professeurs remarquaient un intérêt éventuel parmi ceux-ci, mais le doute de les voir choisir un tel diplôme pour le marché du travail persistait. Le fait que l'initiative soit cautionnée par le MAE est, de ce point de vue, un « gage d'un possible emploi notamment effectuant des stages là-bas »<sup>95</sup>. Au-delà des relations entre les différentes universités, les professeurs rencontrés soulignèrent les enjeux entre les départements d'une même institution, ce qui « n'est pas à négliger lorsque l'on veut créer un master ». Enfin, ils faisaient référence à une réunion au mois de mai qui allait sans doute « éclaircir les choses ». Cette conférence eut lieu le 15 mai dernier (après notre retour), ce qui constitue le quatrième *workshop* du projet<sup>96</sup>. Une visite de quatre jours aux Universités de Leeds et de Bradford en Angleterre, institutions partenaires du projet, a par ailleurs précédé cette rencontre. Concernant les délais, il est prévu de concrétiser le master pour la fin de cette année<sup>97</sup>.

## 2.2. Les institutions étrangères

Le rôle des institutions étrangères (aussi bien étatiques que non-gouvernementales) a été fondamental dans la connexion de la Roumanie à la coopération au développement en tant que donateur et concepteur. Nous distinguons d'un côté les appuis fournis à l'Etat et de l'autre ceux à la société civile roumaine<sup>98</sup>. Des synergies entre ces deux sources de soutiens ont existé : ainsi, il est arrivé que le MAE participe aux activités destinées à FOND et vice-versa, ou encore, que des experts liés au programme pour l'Etat fassent profiter la fédération de son expertise<sup>99</sup>. Mais malgré ces

---

<sup>95</sup> Concernant les connaissances des personnes rencontrées dans le monde universitaire, il est particulièrement délicat de se faire une opinion en une ou deux heures de temps. D'autant plus lorsque l'on n'est qu'un étudiant. Néanmoins, nous avons été surpris par la connaissance globale dans le domaine de la coopération au développement. Ce constat est toutefois à relativiser pour deux raisons. Premièrement, les connaissances restaient fortement liées au domaine précis du professeur (économie, sciences politiques). Deuxièmement, ces personnes étaient dans un processus d'assimilation du langage particulier du développement ainsi que des derniers paradigmes ou théories académiques en cours dans le champ.

<sup>96</sup> Il est à noter qu'un représentant de FOND y a en partie participé [http://www.undp.ro/news/?item\\_id=2990](http://www.undp.ro/news/?item_id=2990), consulté le 30/07/09

<sup>97</sup> Selon nos interviews, le master a peu de chance de débiter pour l'année académique 2009-2010, mais plus vraisemblablement à partir de 2010-2011.

<sup>98</sup> Sauf précision contraire, toutes les informations de cette partie proviennent du recoupement entre les données des sites Internet : - du Ministère des Affaires Etrangères roumain ([www.mae.ro](http://www.mae.ro), consulté le 03/08/09), - de la plateforme nationale des ONGD roumaines ([www.fondromania.org](http://www.fondromania.org), consulté le 03/08/09), - de la Confédération Européenne des ONG d'Urgence et de Développement ([www.concordeurope.org](http://www.concordeurope.org), consulté le 03/08/09), - du programme d'éducation à la coopération au développement de CONCORD ([www.deeep.org](http://www.deeep.org), consulté le 03/08/09), - de TRIALOG ([www.TRIALOG.or.at](http://www.TRIALOG.or.at), consulté le 03/08/09), - de la plateforme mondiale des ONG ([www.ong-ngo.org](http://www.ong-ngo.org), consulté le 03/08/09) ; ainsi que des interviews réalisées.

<sup>99</sup> <http://www.fondromania.org/library/FOND%20Raport%20Anuali%202007.pdf>, consulté le 23/07/09.

coopérations, les deux programmes ont été pensés distinctement (Interview à TRIALOG Bruxelles), c'est pourquoi nous les présentons séparément.

L'appui destiné à l'Etat s'est principalement réalisé à travers deux canaux. Premièrement, les programmes TWINNING LIGTH<sup>100</sup>, avec trois séminaires en 2006. « TWINNING (ou jumelage) est un des programmes les plus importants de l'Union européenne en matière de soutien aux institutions publiques. Il a été lancé en 1998 par la Commission européenne. Le but est d'aider les pays bénéficiaires à développer des administrations modernes et efficaces qui leur permettront d'appliquer l'acquis communautaire. Les projets de jumelage sont financés par la Commission européenne. Dans ce cadre, des experts des administrations nationales ou régionales ou des institutions semi-publiques des états membres collaborent étroitement avec leurs collègues des pays bénéficiaires pour opérer les réformes nécessaires. [...] À côté des projets de jumelage classique, il existe aussi TWINNING LIGTH (ou jumelage léger), une formule composée uniquement d'une expertise à court terme sous la forme de missions, d'ateliers, de séminaires, de visites d'étude, de formations, etc. »<sup>101</sup>. Dans le cadre de la coopération roumaine au développement, le BMZ (Ministère allemand pour la Coopération Economique le Développement) s'est particulièrement impliquée dans les TWINNING LIGTH<sup>102</sup>. Le deuxième canal de formation pour agents de l'Etat fut constitué de rencontres avec des représentants de la Commission Européenne (DG DEV et DG ECHO) et du Centre de Développement de l'OCDE. Au jour d'aujourd'hui, le MAE participe à des séminaires techniques, comme celui du 24 janvier 2009 à Bruxelles à propos des accords de partenariat économique avec les pays ACP. Il assiste également à des conférences internationales qui permettent des échanges d'expériences. Néanmoins, les formations officielles pour le MAE (de type TWINNING LIGTH) sont devenues sensiblement plus rares depuis l'adhésion à l'UE.

Concernant l'appui destiné à la société civile, si le programme européen PHARE a constitué un soutien sensible aux associations roumaines en général (PIROTTE, 2003), l'orientation spécifique pour développer les capacités des ONG dans la coopération au développement est due à l'impulsion de CONCORD (la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement). En synergie avec l'UE et avec un soutien financier de l'Agence Autrichienne de Développement, CONCORD a mis en œuvre TRIALOG. Celui-ci est le plus important projet de soutien aux ONG des nouveaux pays membres dans le domaine. Son but est de les aider à adopter ce que l'on pourrait appeler « l'acquis communautaire » de la société civile dans le domaine du développement. Ainsi, FOND est la concrétisation de cet appui. Les liens entre la fédération nationale et TRIALOG sont toujours

---

<sup>100</sup> <http://www.mae.ro/index.php?unde=doc&id=35297&idlnk=1&cat=3>, consulté le 22/07/09.

<sup>101</sup> <http://www.diplomatie.be/FR/policy/Europa/relation/relDetail.asp?TEXTID=522799>, consulté le 10/07/08.

<sup>102</sup> <http://www.mae.ro/index.php?unde=doc&id=35297&idlnk=1&cat=3>, consulté le 22/07/09.

d'actualité, même si les incertitudes budgétaires de ce dernier (comme nous l'avons vu) représentent un risque quant à la pérennité du partenariat. Enfin, un dernier instrument utilisé est DEEEP (*Development Education Exchange in EuroPe*). Il s'agit d'un programme également mis en place par CONCORD<sup>103</sup> et spécifiquement ciblé sur l'amélioration de la capacité des ONG à promouvoir l'éducation à la coopération au développement. Ce projet est aujourd'hui rentré dans sa deuxième phase (DEEPPER - *Develop European public Engagement for the Eradication of Poverty through Education and Reflection*) et organise chaque année une *summer school*. En 2009, cette *summer school* s'est déroulée en Roumanie avec l'appui de FOND et d'une ONG membre de la fédération.

Notons qu'à côté de TRIALOG et de DEEEP, d'autres acteurs sont en relation avec FOND. Ces organismes se connectent à la fédération (ou la fédération se connecte à eux) par une logique de réseautage<sup>104</sup>. Cependant, si ces liens aboutissent parfois à la réalisation de projets communs, ils ne représentent souvent qu'un simple échange de mails. De ce fait, nous n'avons pas pu en établir une liste exhaustive. Notons néanmoins des contacts entre FOND ou ses membres et (dans un ordre non significatif) : la fédération *British Overseas Ngo for Development*, l'*Association Française des Volontaires du Progrès*, la fédération des ONG françaises de solidarité internationale *Coordination Sud*, la *Swedish International Development Cooperation Agency*, l'*Ambassade du Royaume-Uni*, l'*Ambassade de France*, l'*Ambassade de Norvège*. Lors de notre terrain, nous avons pu remarquer que ces acteurs étrangers peuvent avoir une bonne connaissance de la situation de la coopération roumaine au développement et que ce champ représente probablement pour eux un nouveau « marché ».

### 3. L'opinion publique

Concernant l'opinion publique roumaine et la coopération au développement, trois sondages peuvent être consultés. Les deux premiers sont des Eurobaromètres de l'Union Européenne : une première enquête sur les citoyens de l'UE 27 et l'aide au développement (publiée en juin 2007)<sup>105</sup> et une seconde concernant plus précisément les nouveaux états membres (publiée en septembre 2007)<sup>106</sup>. C'est néanmoins le troisième sondage qui retiendra notre attention<sup>107</sup>. Effectué dans le cadre du projet

---

<sup>103</sup> Et plus précisément, par le Forum pour l'Éducation à la coopération au développement, qui est un des groupes de travail de CONCORD (<http://www.deeep.org/about.html>, consulté le 20/07/09).

<sup>104</sup> Ces différents acteurs peuvent également être en lien avec le MAE. Ainsi la *Swedish International Development Cooperation Agency* a organisé une table ronde à Bucarest au début de cette année, notamment pour voir les possibles convergences avec l'Etat roumain (Information recueillie lors de notre terrain à FOND).

<sup>105</sup> [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_280\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_280_fr.pdf), consulté le 30/07/09.

<sup>106</sup> [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_286\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_286_fr.pdf), consulté le 30/07/09.

<sup>107</sup> Disponible sur [http://www.mae.ro/poze\\_editare/2009.03.25.R1011109UNDP\\_090306\\_English.pdf](http://www.mae.ro/poze_editare/2009.03.25.R1011109UNDP_090306_English.pdf), consulté le 30/07/09.



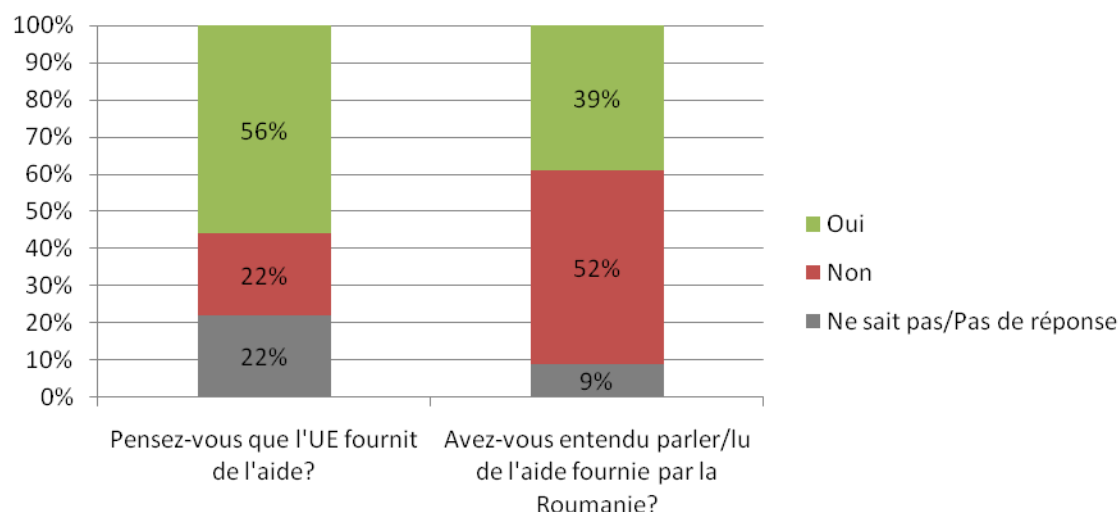
SNIECODA dont nous avons déjà parlé, il a l'avantage d'être centré exclusivement sur la Roumanie d'une part, et d'être le plus récent (février-mars 2009) d'autre part<sup>108</sup>. Nous en proposons une analyse synthétique qui vise à donner au lecteur les clés pour répondre aux questions suivantes : (A) Quelle est la connaissance générale des Roumains quant à la coopération au développement ? (B) Souhaitent-ils que leur pays participe à l'aide au développement ? (C) Quels pays/régions la Roumanie devrait-elle aider ? (D) Et par quels canaux devrait passer cette aide ?

*A. Quelle est la connaissance générale des Roumains quant à la coopération au développement ?*

Pour pouvoir y répondre, comparons la réponse donnée à deux questions :

*Pensez-vous que l'UE fournit de l'aide aux pays pauvres d'Afrique, Amérique Latine, Asie, etc. pour se développer ?*

*Depuis que la Roumanie a rejoint l'UE au premier janvier 2007, avez-vous entendu parler/lu quelque chose à propos de l'aide que la Roumanie offre aux pays pauvres hors de l'UE ?*



On voit que si 56% des répondants pensent que l'UE fournit de l'aide aux pays pauvres dans d'autres régions du monde, 22% pensent le contraire. De plus, seuls 39% ont entendu parler/lu de l'aide fournie par la Roumanie depuis son entrée dans l'UE<sup>109</sup>. En tenant compte de ces réponses, on voit que le degré de connaissance par rapport à la coopération au développement est relativement

<sup>108</sup> Notons que si ces trois sondages semblent partager un échantillonnage et une passation du questionnaire plus ou moins semblables d'après les informations que nous avons pu recueillir sur Internet, leurs modalités de réponses sont souvent différentes. Dès lors, nous ne nous risquons pas à établir des comparaisons temporelles ou internationales.

<sup>109</sup> La diminution de « ceux qui ne savent pas/n'ont pas répondu » de 22 à 9% est sans doute due au fait que la première question est liée à une opinion (« pensez-vous que »), alors que la seconde fait référence à un fait (« avez-vous entendu/lu ») : il est plus facile de dire si l'on est au courant d'un sujet que de donner son opinion à propos de ce sujet.

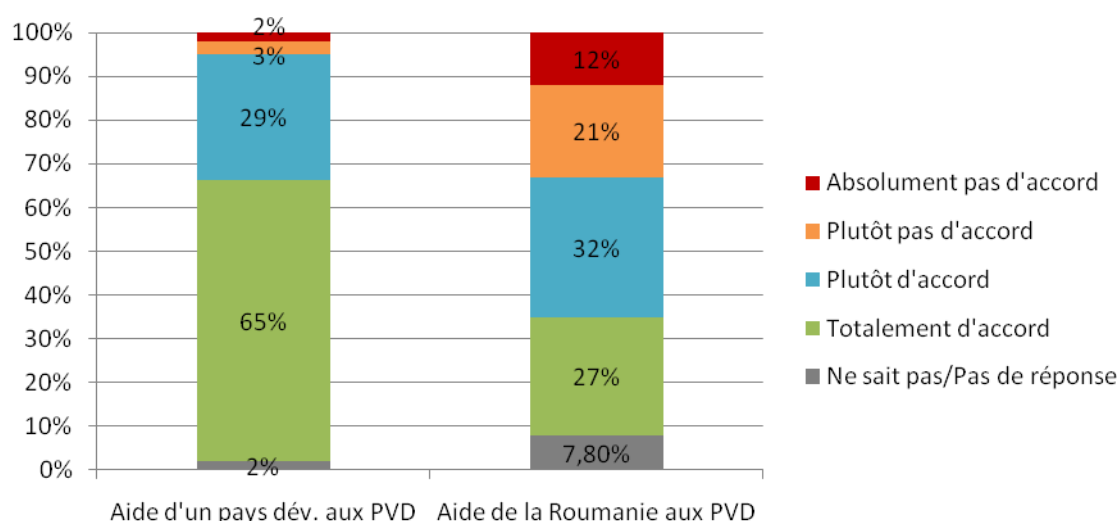
faible au niveau de l'UE (une personne sur cinq ne sait pas/ne se prononce pas), mais encore plus au niveau national (52% n'ont jamais entendu parler de l'aide accordée par la Roumanie).

### B. Les Roumains souhaitent-ils que leur pays participe à l'aide au développement ?

On comprend que la question de l'adhésion d'une politique publique par la population soit cruciale. Ici aussi, c'est la comparaison entre deux questions qui nous permettra de comprendre la position de l'opinion publique.

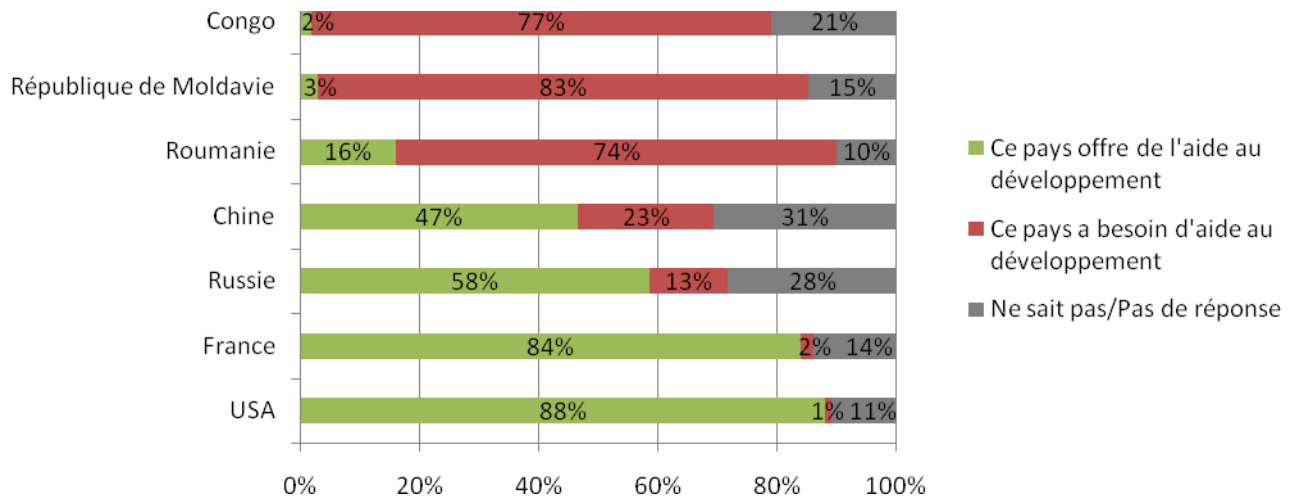
*Quel est votre niveau d'accord par rapport à l'affirmation suivante : « les pays développés devraient offrir leur aide aux pays pauvres ou en voie de développement (PVD) » ?*

*Quel est votre niveau d'accord par rapport à l'affirmation suivante : « la Roumanie devrait offrir de l'aide aux pays plus pauvres ou en voie de développement ? »*



Premier constat, s'il est vrai qu'en passant de l'aide *d'un pays développé* à l'aide *de la Roumanie* on descend de 65% des répondants totalement d'accord à seulement 27%, une majorité de Roumains (59%) souhaite toutefois que leur pays offre de l'aide (27% totalement d'accord et 32% plutôt d'accord). Deuxième constat, la différence entre le nombre de personnes absolument pas d'accord/plutôt pas d'accord pour une aide fournie par un pays développé d'un côté (5%) et par la Roumanie de l'autre (33%), révèle le rôle de la perception que les Roumains ont de leur pays comme non compris dans la catégorie « développé ». Ce qui est confirmé par les réponses à la question suivante.

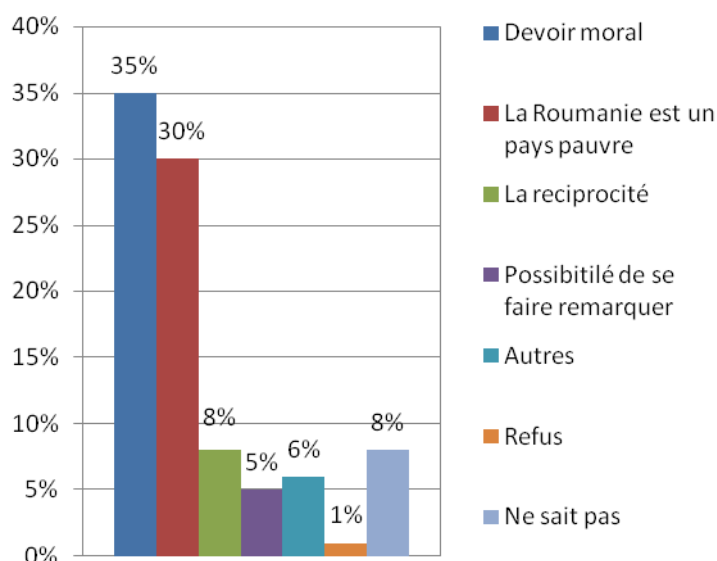
*Dites, s'il-vous-plaît, dans quelle catégories rangeriez-vous les pays suivants ?*



La perception évoquée précédemment semble donc bien confirmée. Seuls 16% des répondants classent la Roumanie comme un pays qui offre de l'aide au développement et 74% la considèrent au contraire comme ayant besoin d'en recevoir. L'opinion publique estime d'ailleurs que la Chine et la Russie ont moins besoin d'aide qu'eux (23% pour la Chine, 13% pour la Russie) et que leur pays en a presque autant besoin que le Congo<sup>110</sup> (77%). Il est néanmoins à noter que pour la Russie (28%), la Chine (31%) et le Congo (21%), le taux plus élevé de personnes qui ne savent pas/n'ont pas répondu apporte un biais non négligeable lors de la comparaison avec la Roumanie. L'importance du statut que les répondants donnent à leur pays est également confirmée par les réponses à la question suivante.

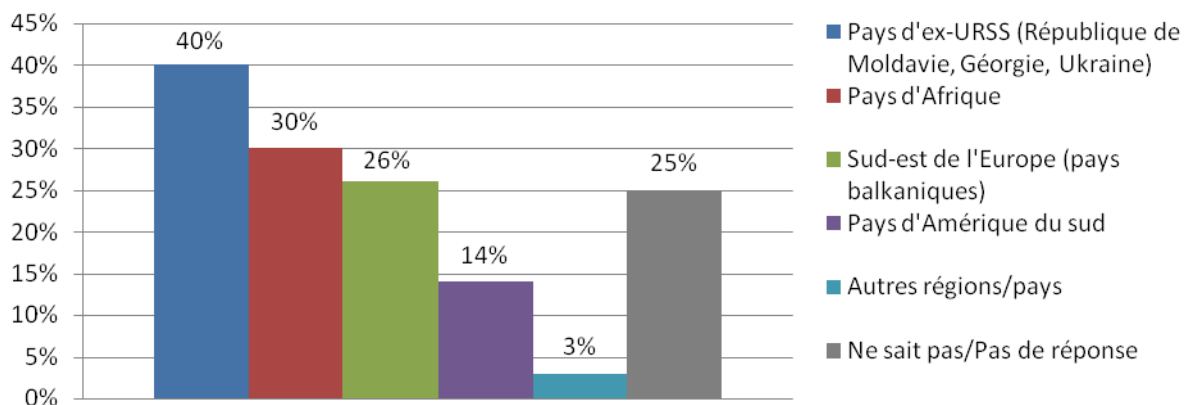
<sup>110</sup> L'enquête ne précise pas s'il s'agit de la République du Congo ou de la République Démocratique du Congo. De par ce que nous avons pu voir sur le terrain, il est fort à parier que c'est à la deuxième proposition qu'il est fait référence. (Nous croyons d'ailleurs très fortement que le « Roumain moyen » ne fait pas la différence entre ces deux pays, même s'il ne s'agit que d'une impression purement personnelle.)

*En fonction de votre degré d'accord/désaccord avec le fait que la Roumanie devrait offrir de l'aide, pouvez-vous expliquer la raison de votre position ?*



On constate donc que la perception de la Roumanie comme un pays pauvre (30%) semble bien être un obstacle à l'offre d'une aide, tout comme, dans l'autre sens, le devoir moral (35%) paraît la motiver.

### C. *Quels pays/régions la Roumanie devrait-elle aider ?*



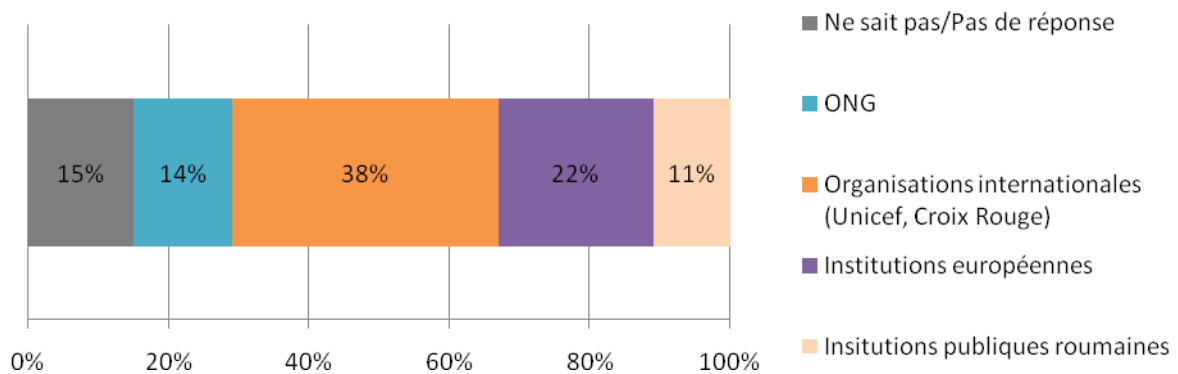
Si retrouver les pays d'ex-URSS (République de Moldavie, Géorgie, Ukraine) comme priorité géographique pour les répondants (40%) n'est pas une surprise au vu de l'histoire du pays<sup>111</sup>, la

<sup>111</sup> Deux remarques doivent toutefois être faites concernant ces « liens historiques ». Premièrement, la formulation de la question dans le sondage ne doit pas faire croire que les relations entre la Roumanie sont de même nature et intensité pour chacun des trois pays. Deuxièmement, si des ponts existent, les tensions ne sont toutefois jamais bien loin. Ainsi, des ONG du nord-est de la Roumanie nous ont expliqué que leur présence en

surprise provient de l'Afrique (30%) qui devance les pays balkaniques (26%)<sup>112</sup>. Enfin, 25% ne sait pas/n'a pas répondu, ce qui est loin d'être négligeable. Il sera intéressant d'analyser dans quelques années si cette dernière catégorie aura diminué, et si oui, comment se répartiront les personnes entre les autres régions/pays.

*D. Par quels canaux les Roumains souhaitent-ils que passe leur coopération au développement ?*

Les réponses à la question « *parmi ces institutions, laquelle a selon vous la meilleure capacité pour réaliser des projets internationaux d'aide au développement ?* » sont également riches d'enseignement.



Si comme presque à chaque fois, le taux de « ne sait pas/pas de réponse » est élevé (15%), ce qui apparaît tout d'abord est la place importante qu'accordent les répondants aux organisations internationales (type Unicef, Croix Rouge) (38%) pour mettre en œuvre la coopération au développement de leur pays. Suivent les institutions européennes à 22%, les ONG à 14% et, fermant la marche, les institutions publiques d'Etat avec 11%. Le faible résultat des ONG est probablement lié au fait que seuls 28% des Roumains ont confiance en elles (CIVICUS, 2005 : 65). Il illustre également que le décalage entre les citoyens et la société civile constaté par G. Pirotte en 2003 (PIROTTE, 2003) n'a sans doute pas été résorbé. Les 11% des institutions publiques étant également explicables par la confiance modeste à leur égard : 39% pour les autorités locales, 25% pour le Gouvernement, 25% pour la Justice, 19% pour le Parlement et 14% pour les Partis politiques<sup>113</sup>.

République de Moldavie ou en Ukraine n'était pas toujours bien vue par Chisinau ou Kiev. En effet, ils sont « accusés de servir les intérêts du gouvernement national, pour récupérer la Bessarabie et la Bucovine ».

<sup>112</sup> Nous n'avons malheureusement pas pu trouver d'explication solide et justifiée quant à ce fait, qui mériterait pourtant une attention plus approfondie.

<sup>113</sup> [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/eb/eb70/eb70\\_ro\\_nat.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb70/eb70_ro_nat.pdf), consulté le 03/08/09.

Au vu de cette enquête, quelques remarques relatives à la situation future peuvent être formulées. Premièrement, suite aux résultats (parfois surprenants), il sera intéressant de voir si les divers acteurs impliqués dans la coopération roumaine au développement (Etat, ONG nationales, PNUD, UE, Complexe Développeur International « étranger ») vont modifier leurs discours et pratiques. L'Afrique prendra-t-elle, par exemple, une place plus importante dans l'agenda de chacun ? FOND, qui a déjà réalisé plusieurs actions liées au continent noir, renforcera-t-il cette politique ? L'Etat, plus lié à des enjeux géostratégiques, fera-t-il passer les pays ACP à côté de la Serbie et de l'Afghanistan, ou resteront-ils uniquement *une possibilité* citée en fin de document ? Dans le même ordre d'idée, nous avons pu constater que, jusqu'à aujourd'hui, les acteurs du champ essayaient de justifier l'aide que la Roumanie doit offrir par le fait qu'elle a à y gagner. Ils tentaient donc de convaincre l'opinion publique par les avantages qu'elle peut y trouver (économiques, de reconnaissance etc.). Or, le fait que 35% des répondants affirment qu'il s'agit pour eux d'un devoir moral ne va-t-il pas modifier la rhétorique de légitimation des acteurs censés promouvoir la coopération au développement ? Deuxièmement, on l'a vu, la clé semble être la perception que les Roumains ont de leur pays : est-il développé ou toujours en voie de développement ? Ici aussi, l'évolution du rapport entre « les acteurs et le public » sera passionnante à observer. Notamment dans les activités que les organismes roumains mettront sans doute en place pour changer cette opinion... Mais en attendant, il est pour nous temps de conclure cette partie empirique.

## 4. Une première structuration de la coopération roumaine au développement

L'objectif de ce panorama de la coopération roumaine au développement était tout d'abord de circonscrire le champ. De fait, nous avons vu qu'il est constitué de trois acteurs centraux (le MAE, FOND et le PNUD) et de deux acteurs que nous avons qualifié de connexes (les universités d'un part, des institutions étrangères étatiques et non-gouvernementales d'autre part). Nous avons tenté une présentation aussi complète que possible de leurs différentes caractéristiques, ainsi qu'un état des lieux de la presse et de l'opinion publique. Une analyse plus fine des données récoltées nous a également permis de réaliser le deuxième objectif de ce panorama : l'analyse des stratégies des trois acteurs principaux. Ainsi, le MAE est confronté à des contraintes d'ordre divers (financiers, politiques, humains) qui l'amènent à utiliser les fonds dont il dispose soit par le biais de programmes multilatéraux particuliers, soit par le biais du PNUD. Dans ce dernier cas, le réseau dont dispose l'institution onusienne semble amener le ministère à adopter une stratégie qui le rapproche du PNUD. Ainsi, le MAE peut acheminer l'APD à moindres coûts et avec un « drapeau roumain » sensiblement plus visible que dans le cas des programmes multilatéraux. Face à cette situation, FOND exprime avec véhémence son mécontentement. Insatisfaction qui n'est pas tant liée à la relation en soi entre le MAE

et le PNUD, mais bien à l'inexistence d'un financement direct et annuel de la part de l'Etat pour la fédération d'une part, et surtout à l'absence d'une Agence du développement d'autre part. Nous avons montré que, selon nous, l'enjeu derrière cet organisme n'est pas fondamentalement la possibilité d'avoir des financements pour réaliser des projets de développement pour eux-mêmes, mais bien l'expérience que cela représenterait dans le CV des membres de FOND. Cette expérience leur est en effet indispensable pour convaincre deux « publics ». Premièrement, les partenaires étrangers dont les fonds sont nécessaires pour arriver aux 20% d'apports propres dorénavant souvent indispensables à un projet. Deuxièmement, les bailleurs de fonds européens afin qu'ils financent ces projets. C'est que l'entrée dans l'UE entraîne de nombreuses conséquences pour la société civile roumaine, dont la mise en concurrence des ONG au niveau européen n'est pas des moindres. C'est pourquoi la stratégie qui anime FOND semble être celle d'une coopération au développement vue comme un investissement pour (mieux) passer le cap de la post-adhésion. Enfin, suite à l'adhésion dans l'UE, le pays n'est plus considéré en voie de développement ou en transition. Dès lors, le PNUD doit renouveler sa légitimité quant à sa présence en Roumanie. Ainsi, l'organisation onusienne nous semble engagée dans une stratégie de repositionnement : le PNUD se propose de soutenir l'Etat pour la réalisation des OMD dans d'autres régions du monde, comme il l'a appuyé à les réaliser sur son territoire. À travers ce panorama, nous avons donc pu voir une première approche de la structuration du champ de la coopération roumaine au développement. Il est à présent temps d'aborder la troisième et dernière partie du travail et de voir ce que nous apporte l'étude du *faceworking* quant à la compréhension de cette structuration.

## TROISIEME PARTIE

### Des pratiques éclairées par la théorie

---

Ayant précisé notre démarche méthodologique et notre cadre théorique lors de la première partie, puis présenté une vue d'ensemble de la coopération roumaine au développement dans la deuxième, il est maintenant temps de répondre à notre question de départ, c'est-à-dire de déterminer si le *faceworking* structure ou non ce champ. Pour y arriver, nous observerons tout d'abord comment l'objet « coopération roumaine au développement » est défini *dans l'interaction* et, plus précisément, si la période historique d'avant 1989 y est incluse ou non. Nous verrons ensuite de quelle manière le *faceworking* influence les trois acteurs centraux du champ (le MAE, FOND et le PNUD) dans leur positionnement respectif. Enfin, nous n'oublierons pas d'examiner la place de l'affect dans les attitudes des uns et des autres. L'étude de l'attachement émotionnel à *la face*<sup>114</sup> nous permettra en effet d'aller au-delà des stratégies et de voir si les doutes ou la fierté, par exemple, déteignent sur le comportement des individus. Nous pourrions ainsi mieux comprendre comment ils perçoivent le rôle de « donateur de l'aide » que le Complexe Développeur International entend leur faire jouer.

#### **1. La coopération roumaine au développement est définie dans l'interaction : « Leur plus-value, c'est après 1989 ! »**

Lorsqu'un artefact social est en construction, il est nécessaire de porter l'attention sur ce que le sens commun considère comme « allant de soi » et, plus particulièrement, sur les éléments qui y sont catégorisés ou non. Dans notre cas, nous allons voir comment un questionnement loin d'être anodin (« une partie de la politique étrangère roumaine d'avant 1989 est-elle de la coopération au développement ? ») remonta à partir de Bucarest de rencontres en rencontres pour finalement trouver réponse dans l'hémicycle européen à Bruxelles.

A notre connaissance, les différents documents officiels de la Roumanie et de l'Union Européenne qui traitent de la coopération roumaine au développement l'affirment tous<sup>115</sup> : avec son entrée dans l'UE, le pays n'est plus uniquement bénéficiaire de l'aide, il en devient un *nouveau* donateur. Que cela soit « une opportunité formidable », « trop tôt », « un devoir moral », ou « une obligation de l'Union », tout se passe comme si l'histoire dans ce domaine ne retenait que deux périodes : de 1989 à

---

<sup>114</sup> La face, parce qu'elle est un objet social analysable (il s'agit de la valeur sociale revendiquée par un individu), nous permettra d'éviter de tomber dans le piège du psychologisme.

<sup>115</sup> Ce fût le cas de tous les documents que nous avons consultés dans la réalisation de ce travail. Ce constat nous a également été confirmé par une représentante de TRIALOG Bruxelles.



2007 lorsque la Roumanie recevait l'aide, puis après 2007 lorsqu'elle doit assumer « son nouveau rôle de donateur »<sup>116</sup>. Comme le souligne M. Oprea et R. Novac, « *the new Member States of the European Union are usually considered 'newcomers' when it comes to development cooperation 'affairs' and many see the equation "new Member State = new (EU) donor" as holding in all and each of the 12 individual cases. The above-mentioned equation is present at all levels, particularly at the higher ones* » (OPREA et NOVAC, 2009 : 3). Ainsi, ce n'est qu'une fois sur le terrain et ayant rencontré différents membres de FOND que nous avons pris connaissance de ce questionnement<sup>117</sup>. Celui-ci est d'ailleurs loin d'être neutre quant à ses conséquences. Pour l'UE comme pour la société civile roumaine, une telle reconnaissance modifierait sans doute le statut du pays sur le marché de l'aide au développement. On retrouve donc bien l'enseignement de plusieurs auteurs : l'identité est stratégique (AMSELLE et M'BOKOLO, 1999) et le passé est réinterprété à la lumière des projets actuels de l'acteur (KUTY, 1998 : 159-160). Mais plus que les motivations des sujets, ce qui nous préoccupe ici est de voir comment des faits sont considérés ou non comme faisant partie de la *réalité* de la coopération roumaine au développement.

Concernant les faits<sup>118</sup>, une perspective historique nous montre que la Roumanie n'avait de relations diplomatiques qu'avec un seul pays d'Afrique, un autre d'Asie, et uniquement deux d'Amérique Latine à la fin de la Seconde Guerre mondiale (OPREA et NOVAC, 2009 : 4). Mais les années 60 virent un revirement important qui amena le pays à être en contact, en 1974, avec pas moins de 39, 16 et 32 pays dans ces continents respectifs (POPISTEANU, 1976 cité par OPREA et NOVAC, 2009 : 4-5). Cette augmentation des relations diplomatiques et économiques fût d'ailleurs concrétisée lors de 21 « *Third World Tours* » du président Ceausescu entre 1972 et 1983 dans 18 pays<sup>119</sup> d'Afrique (OPREA et NOVAC, 2009 : 5). L'opinion publique pouvait d'ailleurs fréquemment suivre dans le journal officiel *Scinteia* (L'Étincelle) l'action glorifiée du Conducator dans ces régions du Sud,

---

<sup>116</sup> Voir notamment : *PMs from new EU member States discuss new role as donors*, <http://content.undp.org/go/newsroom/2007/october/eu-new-members-20071031.en;jsessionid=ad4ZiSHZg54a?categoryID=349434>, consulté le 01/08/09 ; *International seminar on the role of new donor countries in the European development policy*, [http://polishaid.gov.pl/International\\_seminar\\_on\\_the\\_role\\_of\\_new\\_donor\\_countries\\_in\\_the\\_European\\_development\\_policy\\_499.html](http://polishaid.gov.pl/International_seminar_on_the_role_of_new_donor_countries_in_the_European_development_policy_499.html), consulté le 01/08/09.

<sup>117</sup> Il ne faut toutefois pas exagérer l'ampleur du phénomène. Seule une petite dizaine de personnes s'intéresse réellement à cette réflexion (qui est, de plus, largement basée sur la thèse de doctorat de M. Oprea, à laquelle nous avons déjà fait plusieurs fois référence). Néanmoins, au vu du fait que d'une part, ce groupe est formé de personnes parmi les plus impliquées dans la fédération et que d'autre part, le seul document traitant de la coopération roumaine au développement (OPREA et NOVAC, 2009) y consacre pas moins de 14 pages sur 56, nous pensons qu'il était nécessaire d'en rendre compte.

<sup>118</sup> Il est certain que les faits auxquels nous faisons référence sont eux-mêmes sujets à débat concernant leur réalité en tant que « fait » ou non. Néanmoins, une telle réflexion « au énième degré » sur la réalité risquait de nous faire sortir du cadre de ce mémoire. C'est pourquoi nous avons fait le choix de ne pas aller plus loin dans la logique déconstructiviste.

<sup>119</sup> Angola, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Ghana, Mauritanie, Mozambique, Nigéria, République Centrafricaine, Sénégal, Somalie, Soudan, Tanzanie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

présentées comme exploitées par les monopoles occidentaux (OPREA et NOVAC, 2009 : 6). Relativement au « contenu » de l'aide fournie par la Roumanie<sup>120</sup>, on peut noter l'assistance technique<sup>121</sup>, des créations de compagnies mixtes, l'accueil d'étudiants (souvent des cadres des partis de gauche des pays du Sud)<sup>122</sup> et dès 1971, un fonds spécial pour les « mouvements nationaux de libération » (OPREA et NOVAC, 2009 : 6). D'un point de vue global, il semble que la Roumanie ait fourni une aide annuelle moyenne de 70,68 millions de dollars entre 1959 et 1975, soit une somme totale d'1 milliard 767 millions de dollars en 25 ans (OPREA et NOVAC, 2009 : 12)<sup>123</sup>. Ainsi, même si d'une part le niveau de l'aide fournie par la Roumanie va progressivement décliner puis s'inverser dès 1989 (OPREA et NOVAC, 2009 : 12-13), et que d'autre part les définitions et les statistiques doivent être maniées avec précaution, le phénomène a eu une ampleur suffisante pour que des auteurs étrangers parlent « du plus important budget de l'Europe de l'Est » (LINDEN, 1983, cité par OPREA et NOVAC, 2009 : 10)<sup>124</sup>.

Concernant la considération portée à ces faits, il faut tout d'abord noter que le questionnement quant à la période précédant 1989 est principalement développé par des ONG roumaines, comme nous l'a expliqué une responsable de TRIALOG Bruxelles<sup>125</sup>. Néanmoins, cette réflexion locale a progressivement été débattue dans des réunions plus larges entre ONG roumaines, collègues des nouveaux états membres et société civile de la « vieille » Europe. Ces discussions n'ont pas, à notre connaissance, été mises à l'agenda des séminaires. Pourtant, ce genre d'échanges informels a permis

---

<sup>120</sup> Les données disponibles ne sont pas toujours claires et se contredisent parfois quant à la définition de ce qu'il faut entendre par « aide au développement » (OPREA et NOVAC, 2009 : 3-14).

<sup>121</sup> Nous avons personnellement un oncle parti en tant qu'architecte au Venezuela (notamment), et un grand-oncle ayant travaillé comme ingénieur des mines en Egypte (notamment). Mais le décès du premier et l'âge du second ne nous ont pas permis d'en savoir davantage. Et nous n'avons pas pu rencontrer d'autres personnes ayant vécu ce genre d'expérience. M. Oprea, un des deux auteurs du document que nous utilisons quant à cette période, nous a confirmé qu'à une ou deux exceptions près, elle avait dû elle aussi se contenter des articles du journal *Scinteia*. Un professeur d'université nous a certes expliqué « qu'un sein des ministères, et notamment du MAE, il y avait sans doute des personnes qui ont vécu cette période ». Malheureusement, aucune base de données n'existant dans le domaine, nous n'avons pas pu entreprendre une telle recherche durant la période de notre terrain.

<sup>122</sup> Une « anecdote » intéressante à ce propos est à relever. Une personne rencontrée lors de notre terrain, qui n'a rien avoir avec la coopération roumaine au développement, nous raconta que ces étudiants du Sud n'étaient pas toujours très appréciés par les Roumains (en tout cas, pas par lui) car, en tant que cadres du parti communiste de leur pays d'origine, ils bénéficiaient d'une bourse qui leur permettait « de mener la grande vie par rapport à nous et à nos salaires de misère ».

<sup>123</sup> Cette somme est néanmoins sujette à discussion (OPREA et NOVAC, 2009 : 12), comme tous les chiffres concernant cette époque d'ailleurs. Par exemple : certaines sources citent 4000 experts roumains travaillant dans des pays en voie de développement en 1970, mais Ceausescu lui-même fera référence à seulement 642 spécialistes nationaux à l'étranger (dont 500 en Afrique) pour 1971 (OPREA et NOVAC, 2009 : 9).

<sup>124</sup> A titre de comparaison, l'aide offerte pour la même période par l'URSS et les pays de l'Est s'élève à 19,87 millions de dollars par an (OPREA et NOVAC, 2009 : 10). Il ne faut toutefois pas oublier que la notion d'aide n'étant pas explicitée dans la plupart des documents de l'époque, elle peut recouvrir des éléments différents selon les pays et les auteurs. La comparaison doit donc être faite avec précaution.

<sup>125</sup> Ainsi, quelques membres d'ONG tchèques ont, selon elle, également abordé le sujet, même si c'est dans une moindre mesure.

qu'un thème relativement marginal de la société civile roumaine soit partagé par d'autres cercles d'acteurs et finalement, arrive à Bruxelles. En effet, la responsable de TRIALOG dont nous venons de parler assista à une réunion dans la capitale belge concernant l'*European Transition Compendium* (ETC), qui est un projet lancé à l'initiative de la DG Développement de la Commission européenne<sup>126</sup>. Comme son nom l'indique, l'*European Transition Compendium* vise à synthétiser l'expérience que les nouveaux Etats membres ont accumulée durant leur période de transition afin de déterminer les *good practices* qu'ils pourraient aujourd'hui exporter dans leur coopération au développement. Bien que l'ETC soit un projet destiné aux Etats, TRIALOG était néanmoins présent afin de faire en sorte que la réflexion tienne également compte de la société civile<sup>127</sup>. Mais, de par sa mission, cette représentante de TRIALOG est en contact régulier avec les fédérations d'ONG de développement des pays de l'Est. Elle avait donc entendu parler de cette question sur « l'avant 1989 », si bien qu'elle la posa à son tour à l'eurodéputé responsable de l'ETC. Celui-ci lui répondit aimablement : « Oui bien sûr qu'il s'est passé beaucoup de choses avant ! Et c'est très intéressant... Mais la plus-value des nouveaux Etats membres, c'est après 1989 ! » Aussi polie qu'ait été la manière de l'exprimer, le message ne souffrait d'aucune ambivalence : ce qui a été mis en œuvre avant 1989 par la Roumanie (et les autres nouveaux états membres) n'est pas de la coopération au développement. Nous retrouvons d'ailleurs là une des techniques analysée par Goffman (GOFFMAN, 1973a : 18) : la réplique fait référence à une valeur, la plus-value des nouveaux états membres, à laquelle toutes les personnes présentes ne peuvent qu'acquiescer. En effet, qui pourrait déclarer s'opposer à une telle plus-value ? Ainsi, commencée au sein d'un bureau de FOND, développé par des discussions internes, étoffé par les recherches personnelles d'une doctorante membre de la fédération, partagé de manière relativement informelle par des ONG de l'UE lors de rencontres officielles, remarqué par une responsable de TRIALOG Bruxelles, le questionnement sur l'existence ou non d'une coopération roumaine au développement avant 1989 est remonté d'interactions en interactions jusqu'à l'hémicycle européen, où, de manière policée mais limpide, *la situation fût définie*. Ce qu'il faut prendre en compte, c'est ce qu'il s'est passé après le communisme. La question ouverte (les membres de FOND eux-mêmes émettaient des doutes quant à la réponse) se clôtura pour les acteurs présents avec la réponse de l'eurodéputé. Personne ne répondit et les débats suivirent leur cours « normal ».

Il ne faut toutefois pas monter en épingle cet événement quant à la définition de la coopération roumaine au développement. Premièrement, la réponse de l'eurodéputé n'est sans doute pas que le résultat du *moment*, mais est déterminée par de nombreuses contraintes *extra-situationnelles* (dont les rapports de pouvoir ne sont pas des moindres). Deuxièmement, la non-réaction des personnes

---

<sup>126</sup> <http://trialog-information-service.blogspot.com/2009/07/european-transition-compendium.html>, consulté le 02/08/09.

<sup>127</sup> <http://trialog-information-service.blogspot.com/2009/07/european-transition-compendium.html>, consulté le 02/08/09.

présentes dans notre exemple ne doit pas faire croire que le « public » est systématiquement passif à la définition proposée. Nous aurions ainsi pu rendre compte d'un passionnant débat organisé à la maison de l'ONU de Bucarest pour la Journée Mondiale de la Justice Sociale<sup>128</sup> où certaines ONG roumaines contestaient auprès des représentants des Nations-Unies que la Roumanie soit un pays développé, « même s'il est rentré dans l'Union Européenne » (avec, pour enjeu, les droits et devoirs du pays). Nous nous ferions donc bien mal comprendre si le lecteur concluait qu'un *unique* échange peut déterminer le traitement de tout un pan de la « réalité ». L'objectif de notre exemple est au contraire de montrer que c'est par la *répétition* d'une *même* définition de la réalité dans *plusieurs* situations synchrétiques que s'élabore la place des uns et des autres. Dès lors, le Complexe Développeur International prend la forme d'une *longue chaîne d'interactions* entre individus/institutions. Mais dans cas, il nous voit si les acteurs sont « simplement » connectés ou si, comme le pense Goffman, ils sont liés par la laisse de l'interaction à travers le *faceworking* (Goffman, 1973a : 182). Ce sera l'objet de notre prochaine section.

## 2. Au cœur des stratégies des acteurs, les contraintes de la face

Dire que les acteurs sont liés par « la laisse de l'interaction » est une affirmation théorique forte mais qui doit être argumentée à la lumière du terrain. À cet effet, nous analyserons comment le *faceworking* dépeint sur le quotidien des trois protagonistes centraux de la coopération roumaine au développement. Nous observerons tout d'abord son influence sur le positionnement du MAE par rapport aux autres acteurs du champ. Nous verrons ensuite qu'il contraint FOND non seulement vis-à-vis de ses partenaires mais également *intra muros*. Enfin, nous étudierons avec attention comment le PNUD tente d'adapter son rôle et celui de la fédération des ONG *au sein même de l'interaction*.

### 2.1. Le MAE : « On veut améliorer beaucoup de choses, mais c'est un long chemin »

Quelle que soit la stratégie adoptée par un acteur, celle-ci suppose une définition de la situation qui répond à la question « de savoir qui est en droit de parler de quoi » (Goffman, 1973a : 18). Le rôle/statut qui en découle nécessite alors une façade cohérente aux droits et devoirs revendiqués<sup>129</sup>. Or, dans un domaine professionnel comme l'est celui de la coopération au développement, une des

<sup>128</sup>

[http://www.undp.ro/download/UNDP%20newsletter%20Issue%2012%20-%20UN%20marked%20the%20World%20Social%20Justice%20Day%20in%20Romania\\_1.pdf](http://www.undp.ro/download/UNDP%20newsletter%20Issue%2012%20-%20UN%20marked%20the%20World%20Social%20Justice%20Day%20in%20Romania_1.pdf), consulté le 02/08/09.

<sup>129</sup> Il est à noter qu'un rôle n'est pas forcément choisi. Il peut par exemple être induit par la loi, comme nous allons le voir dans le cas du MAE.

contraintes les plus importantes est le maintien d'une façade de compétence (Goffman, 1973a : 91). Observant le cas du MAE, nous allons voir que cette contrainte de la façade de compétence marque la position de l'institution.

La place du MAE est en effet clairement énoncée dans le document de référence qu'est la *Stratégie Nationale pour le développement* : le ministère est l'organisme responsable de la coordination et de la gestion de la coopération au développement. Et tout en le précisant, les différents actes législatifs et exécutifs ne font qu'affirmer son rôle central. Ainsi, lorsque la HG 747 consacre le MAE à la présidence de la *Commission pour la Coopération Economique et le Développement International* (qui est donc le lieu de dialogue réunissant la sphère étatique, le monde académique et le cercle de la société civile) on comprend que – quel que soit le pouvoir réel de cette commission – le ministère devient *symboliquement* la pierre angulaire de la *compétence* dans le domaine de la coopération roumaine.

Or, nous avons vu, lors du panorama, les différentes contraintes auxquelles le département responsable de l'aide au développement doit faire face : il n'est plus un *département* mais un *office* (ce qui équivaut à une « rétrogradation » hiérarchique), un budget en baisse, un personnel fréquemment appelé en mission, une méconnaissance des partis concernant le sujet allié à une position loin d'être prioritaire dans l'agenda politique ou encore un champ politique instable. Bref, un ensemble d'éléments qui ont amené le MAE à « sous-traiter » une partie de ses activités au PNUD. Cependant, l'obligation pour le MAE d'être « la pierre angulaire de la compétence » dans le domaine (et donc, de *maintenir une façade adéquate*) éclaire sous un angle différent l'explication du « drapeau roumain exporté à moindres coûts ».

En effet, rappelons-nous la nécessité pour toute action sociale d'être mise en œuvre par une « réalisation dramatique » (Goffman, 1973a : 36) : il ne suffit pas de faire, il faut montrer que l'on fait. Dès lors, il arrive que « les acteurs qui ont le temps et le talent nécessaires pour mener à bien une tâche peuvent, de ce fait même, n'avoir ni le temps ni le talent de le manifester avec éclat. Certaines organisations [résolvent d'ailleurs] ce problème en déléguant officiellement la fonction de dramatisation à un spécialiste qui consacre tout son temps à exprimer la signification d'une tâche à laquelle il ne contribue, lui-même, jamais effectivement » (Goffman, 1973a : 39). Or, ce problème se pose avec d'autant plus d'acuité pour le MAE en raison de deux faits qui s'amplifient l'un l'autre. D'un côté, le champ dans lequel on lui demande d'intervenir est nouveau pour lui et de l'autre, il est censé être l'acteur détenteur de la plus grande compétence dans ce domaine. Or, de par les différentes contraintes « matérielles » que nous avons évoquées, cette façade de compétence serait mise en péril si le MAE devait lui-même réaliser *aujourd'hui* tout ce qu'on lui demande dans la coopération roumaine

au développement. Dire cela n'est pas sous-entendre que le MAE ne fait rien mais indiquer qu'il ne peut tout faire au niveau qui lui est demandé et avec les contraintes qui sont siennes, *sans mettre à mal la façade de compétence qu'il doit présenter*. Dans cette perspective, le partenariat avec le PNUD n'est plus simplement un moyen de « faire de la coopération au développement à moindres coûts », c'est également « montrer que le MAE fait de la coopération au développement sans mettre en danger sa façade de compétence ». La relation entre le MAE et le PNUD nous apparaît donc comme plus complexe que celle d'une simple « sous-traitance ». En plaçant le PNUD sur le devant de la scène, le MAE s'y montre également comme un acteur du champ, mais sans prendre le risque que le public accède à ses coulisses.

De plus, s'il s'agissait uniquement d'une question de « sous-traitance », le MAE aurait pu y répondre également en ayant recours à la société civile, en l'occurrence FOND. Mais la nécessité pour le ministère de protéger sa façade de compétence semble l'éloigner *structurellement* d'une relation directe et publique avec la fédération et ses membres (tout du moins dans l'état actuel des choses au MAE). En effet, un tel partenariat demanderait la création de l'Agence du développement (dont nous avons parlé dans le panorama) afin de contrôler et de financer chaque projet d'ONG, ce qui signifierait autant de possibilités de montrer le décalage entre la façade de compétence fixée par le cadre légal et ses capacités actuelles. Dès lors, on peut supposer que la création de cette Agence n'est pas ralentie exclusivement parce qu'un acteur politique bloque la HG 747 révisée<sup>130</sup>, mais également parce qu'elle demanderait un engagement particulier de la part du MAE, engagement qui mettrait constamment à l'épreuve une façade de compétence qu'il est encore en train de consolider.

Une précision doit toutefois être faite : nous venons de dire que « la nécessité pour le ministère de protéger sa façade de compétence semble l'éloigner *structurellement* d'une relation directe et publique avec la fédération et ses membres ». Et nous avons souligné le « et » car il est d'une importance majeure. En effet, les contacts entre le MAE et FOND existent et sont même « positifs » à entendre chacun d'entre eux lors de nos rencontres. L'ancien président de ce dernier soutient d'ailleurs dès qu'il le peut (lors de nos discussions, comme dans la presse) « ses collègues du ministère avec qui il partage les mêmes idées »<sup>131</sup>. Mais il est significatif selon nous que ces rencontres étaient presque toujours

---

<sup>130</sup> Il se pourrait tout à fait que *demain* ce blocage politique soit levé. La HG 747 révisée serait alors adoptée et l'Agence sans doute assez rapidement mise sur pied. La façade de compétence n'en demeurerait toutefois pas moins une contrainte importante pour le MAE. Cette contrainte continuera selon nous à le rapprocher du PNUD pour au-moins une autre dimension : la formation dans la gestion et la mise en œuvre de projets de coopération au développement. En effet, nous avons vu que les formations officielles pour le ministère (type TWINNING LIGHT) ont sensiblement diminué, voire n'existent plus depuis l'adhésion à l'UE. Dès lors, l'organisation onusienne représente l'acteur qui peut aujourd'hui légitimement former le MAE *sans que cela remette en cause la façade de compétence du ministère*.

<sup>131</sup> [http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID\\_15653/Pe-cand-o-agentie-nationala-care-sa-gestioneze-fondurile-pentru-asistenta.html](http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID_15653/Pe-cand-o-agentie-nationala-care-sa-gestioneze-fondurile-pentru-asistenta.html), consulté le 04/07/09.

*informelles* : « ils sont toujours là pour parler, mais finalement, rien de concret n'en ressort, rien d'officiel » nous expliqua un membre de FOND, qui rajouta ensuite : « à partir de maintenant, il faut qu'on fixe des réunions officielles, pour que les choses soit écrites sur papier ». Il est vrai que les négociations se déroulent – souvent – pendant les rencontres informelles. Mais c'est lors des réunions publiques que *les engagements qui lient les acteurs* sont pris, justement, par la présence du public<sup>132</sup>. Or, parce que la façade peut y être mise en péril, toute rencontre publique<sup>133</sup> est un risque qu'il faut s'assurer de pouvoir contrôler (Goffman, 1973a : 93), voir éviter si nécessaire (Goffman, 1974 : 37)<sup>134</sup>. On comprend dès lors pourquoi, pendant notre interview au MAE (assez difficilement obtenue d'ailleurs), la personne rencontrée nous expliqua : « on est conscient des problèmes et on veut améliorer beaucoup de choses, mais c'est un long chemin... »

Enfin, tenir compte de la façade nous éclaire également quant au fait que l'Etat roumain n'a pas de plan multi annuel pour sa coopération au développement, ce que critique d'ailleurs FOND<sup>135</sup>. En effet, nous avons vu que ce domaine est fortement connecté à l'agenda géopolitique du pays. Or la Roumanie, de par son adhésion à l'UE, est dans une phase de transition afin de définir la place qu'elle souhaite se donner<sup>136</sup>. Dès lors, s'engager de manière plus précise que ce qui est prévu par la *Stratégie Nationale* reviendrait à devoir présenter une façade qui porterait le risque de limiter la marge de manœuvre du MAE dans le futur. Ainsi, si le ministère commençait à faire des déclarations sur le besoin impérieux de soutenir l'Afrique, il lui serait plus délicat de faire fi de ses propos par la suite, s'il préférerait finalement s'investir uniquement dans la région de la mer Noire. Ne pas avancer ses pions n'ouvre certes pas des portes, mais laisse également accessibles toutes les possibilités : voilà qui peut éclairer en partie la stratégie de « temporisation » du MAE quand à la coopération au développement.

Mais les acteurs du champ ne doivent pas tenir compte du *faceworking* uniquement dans leurs relations avec les autres organisations. Le management de la face les contraint également *intra muros*,

---

<sup>132</sup> Pour le rôle crucial du *témoin* dans les relations sociales, voir : GOFFMAN, 1973a : 21.

<sup>133</sup> Par rencontre publique, nous entendons une rencontre sur la scène, et non dans les coulisses. Néanmoins, nous rappelons ici que les concepts de scène et de coulisse sont relationnels et non géographiquement fixés.

<sup>134</sup> Ce qui ne veut évidemment pas dire que des rencontres directes et publiques entre le MAE et FOND n'ont pas lieu. Ainsi, la fédération a organisé une table ronde avec le MAE, plusieurs ONG, des organisations internationales et le monde académique (<http://www.fondromania.org/pagini/index.php>, consulté le 06/08/09). Mais ces échanges nous semblent bien différents de ceux qui ont par exemple eu lieu lors de l'Assemblée générale de FOND (à l'abri du regard des journalistes) et pendant lesquels le représentant du ministère manifestait un recul par rapport à ses réalisations (« on a reconstruit une classe en Afrique, elle porte maintenant le nom de « Roumanie »... Ne riez pas, ce n'est pas moi qui décide de ce qu'on fait... ») qu'il n'aurait sans doute pas pu se permettre en présence d'un public extérieur.

<sup>135</sup> Rapport du président de FOND pour l'Assemblée générale 2009, p.6 (Document interne).

<sup>136</sup> La place qu'elle *veut*, ou qu'elle *peut* se donner. En effet, plusieurs pays semblent en concurrence quant à l'influence dans la région de la mer Noire. Notamment la Roumanie et la Pologne : <http://www.dilemaveche.ro/index.php?nr=274&cmd=articol&id=10616>, consulté le 03/07/09.

dans la mise au point de leur position. En effet, le jeu de figuration ne semble pas s'arrêter devant la porte d'entrée des institutions.

## 2.2. FOND : « On doit apprendre à être plus solidaires »

Le « malaise » que nous avons ressenti lors de notre interview au MAE n'est pas l'apanage de ce seul ministère. Nous avons rencontrés des « réticences » également parmi les membres de FOND. Ainsi, certaines ONG contactées vérifièrent auprès du secrétariat que nous effectuions effectivement un stage là-bas avant de nous recevoir. Comme pour le MAE, l'enjeu n'était pas, selon nous, de cacher des activités, mais de ne pas montrer que peu de personnes savent réellement ce qu'est la coopération au développement. Presque toutes nos rencontres furent précédées (par e-mail ou téléphone) d'un échange du type : « On veut bien faire l'interview... Mais on ne sait pas si on vous sera très utiles, car on ne sait pas encore beaucoup, c'est un sujet nouveau pour nous... ». Les ONG ne sont en effet qu'au-début de leur phase de « donateurs de l'aide » et leur compétence dans le domaine est en pleine construction, même si certaines ONG sont plus avancées que d'autres dans le processus. Dès lors, une analyse de la (fragile) façade de compétence serait tout autant pertinente pour FOND que pour le MAE. Néanmoins, l'étude du management de la face permet non seulement d'éclairer le jeu de position d'un acteur par rapport aux autres, mais d'également de mieux comprendre les dynamiques internes qui le traversent. Ainsi, afin d'avoir la perspective la plus large possible quant aux implications du *faceworking*, nous allons observer ses effets au sein même de FOND.

La dynamique interne que nous souhaitons éclairer concerne un des plus épineux problèmes pour FOND : fédérer ses membres (on comprend l'enjeu que cela représente pour une... fédération)<sup>137</sup>. Cette difficulté est perceptible à travers plusieurs indicateurs. Quatorze ONG sur 40 n'ont pas payé leurs cotisations pour 2008, parfois même pour 2007. Il n'y a presque pas de *feedback* aux *newsletters* mensuelles envoyées aux membres par le secrétariat, ni aux autres informations transmises en général d'ailleurs. Au vu de ces problèmes d'implication, une enquête de satisfaction fût envoyée. Mais là encore un taux de réponse peu élevé est à constater. Lors de l'Assemblée générale (AG) (en mars de cette année), deux ONG téléphonèrent le matin même pour dire qu'elles ne se déplaceraient pas, quelques-unes ne sont pas venues alors qu'elles s'étaient annoncées présentes quelques jours plutôt et près du cinquième des membres est arrivé en retard. Si bien que l'agenda des deux jours que devait

---

<sup>137</sup> Notons que la difficulté à « être solidaires » ne concerne pas uniquement FOND. Comme nous le disait une importante personne de RENASIS (le réseau national de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale), « il est compliqué de motiver les membres d'une fédération en Roumaine. Les faire collaborer, c'est quelque chose ». Ainsi, au-delà de la constitution d'une fédération des ONG *de développement*, il semble que l'enjeu pour les ONG roumaines soit d'arriver à former une fédération *tout court*.



durer l'AG fut réorganisé afin de placer les activités qui ne nécessitaient pas le *quorum* de vote au début, le temps que d'autres membres arrivent.

Cette solidarité est cependant essentielle pour FOND. Non pas pour le simple plaisir de l'« être ensemble », mais bien parce que d'un côté, la fédération « a besoin de représenter une masse critique d'ONG pour avoir du poids dans les discussions » et parce de l'autre, « les institutions qui nous analysent (et vous pouvez être sûr que le MAE le fait !) voient que FOND est un petit groupe de gens, mais qu'il n'y a pas de deuxième ligne derrière ! »<sup>138</sup>. Une plus grande implication/solidarité est donc nécessaire à la fédération afin de pouvoir se positionner de manière avantageuse vis-à-vis des autres acteurs de la coopération roumaine au développement. Dès lors, on peut logiquement envisager que l'Assemblée générale de FOND en mars de cette année ait été l'occasion de « mettre au pas les troupes ». Or, si des activités pour resserrer les liens ont bien été mises en œuvre<sup>139</sup> et que les débats sur d'autres points à l'ordre du jour finissaient fréquemment par revenir sur ce sujet, les échanges furent empreints de remarques consensuelles relativement éloignées des propos que l'on pouvait attendre devant l'ampleur du problème. La face de chacun restait intacte.

Il y eut bien quelques moments plus délicats : « si des opportunités se présentent mais que nous ne sommes pas prêts, on ne peut s'en prendre qu'à nous-mêmes, on mérite notre sort ! », « je sais que beaucoup d'entre-nous ne voient en FOND qu'une possibilité de ressources, mais on doit fournir plus de travail, on a un message ! », « on doit être plus fédérateurs. Tout en laissant la possibilité à ceux qui sont venus par erreur, de sortir »<sup>140</sup>. Pourtant, jamais un membre n'était spécifiquement visé : il y avait toujours l'utilisation du « on » ou du « nous ». Et la critique faisait systématiquement référence à des valeurs qui ne pouvaient pas diviser l'assemblée. Il était question d'« un destin commun mérité » plutôt que de pointer ceux qui agissaient uniquement selon leurs intérêts. On insistait sur « le message à délivrer » plutôt que sur ceux qui adoptaient la position du passager clandestin. On faisait référence à « un choix erroné » et non au calcul de ceux qui savaient à l'avance qu'ils ne pourraient s'investir dans la fédération<sup>141</sup>.

---

<sup>138</sup> Ce sont les propos du nouveau président de la fédération lors de l'Assemblée générale en mars de cette année.

<sup>139</sup> Comme en témoigne cette soirée organisée à la manière d'une « auberge espagnole » (chacun apporte à boire et à manger) la veille de l'Assemblée générale, pour permettre des relations plus informelles et décontractées entre les membres.

<sup>140</sup> Il est à noter que ces différentes remarques, comme tout le débat sur la nécessité d'être plus solidaires, était le fait du Conseil d'administration et tout particulièrement de l'ancien et du nouveau président (une nouvelle élection ayant été organisée pendant l'AG).

<sup>141</sup> Ainsi, nous avons contacté une des ONG membre de FOND qui nous répondit qu'elle n'était plus en activité depuis des mois. On peut d'ailleurs voir à cette occasion que les « responsabilités » sont partagées, puisque la fédération n'a pas non plus réagi à cette situation.

Ce respect de la face est solidement lié au fait que FOND a besoin d'un maximum de membres, mais selon nous, ce calcul n'explique pas entièrement l'attitude de politesse observée. Premièrement, le raisonnement qui consiste à dire que « plus d'ONG dans FOND = plus de poids pour la fédération » peut produire l'effet exactement inverse si les membres ne sont pas actifs comme l'a d'ailleurs expliqué le président lui-même. Deuxièmement, les acteurs de la fédération doivent maintenir la façade présentée à « l'extérieur » (en synthèse, celle d' « une organisation qui existe pour aider par altruisme les pays les plus pauvres ») au sein même de FOND. En effet, la perspective selon laquelle une organisation définit sa stratégie en interne, puis la met en œuvre devant les autres, présente un biais : la différence presque physique entre la scène et les coulisses. La seule coulisse « absolue » est « le lieu où l'on est seul, sans aucun public » (NIZET et RIGAUD, 2005 : 30-32). Dès lors, on retrouve le *faceworking* au sein même de FOND. Si une analyse stratégique nous enseigne qu'il existe des zones qui échappent aux règles formelles (KUTY, 1998 : 158), une perspective goffmannienne nous apprend qu'il n'y a pas de lieu qui n'est *in fine* une scène. Ainsi, même dans ce que Crozier et Friedberg appellent une « zone d'incertitude » (KUTY, 1998 : 206-207), l'acteur doit faire face au jeu de figuration.

Il peut toutefois sembler étonnant que les relations « en interne » ne soient pas plus directes. Pourtant, cela ne surprendrait pas Goffman. Celui-ci attire effectivement notre attention sur le fait que lorsqu'un acteur joue un rôle, un continuum entre deux états est possible pour lui : il peut être pris à son propre jeu d'un côté ou bien se comporter de façon cynique de l'autre (GOFFMAN, 1973a : 25-29). Chacune des positions ainsi adoptables entraîne alors une attitude correspondante. Le « cynisme » amènera par exemple un ensemble de commentaires montrant le recul par rapport au rôle affiché (GOFFMAN, 1973a : 26). Or, d'après ce que nous avons observé, les dirigeants de FOND tentent d'impliquer leur fédération plutôt dans un mouvement d'identification au rôle<sup>142</sup>. Il s'agissait donc de critiquer de manière plus ou moins subtile les positions des uns et des autres, mais sans jamais attaquer leur face. L'enjeu était en fait de réaliser une délicate pirouette : faire comprendre aux membres la nécessité d'être solidaires sans les qualifier d'égoïstes. Cette précaution n'était pas destinée uniquement à protéger l'amour-propre d'un des membres, mais bien la perception de *toute* la fédération en tant qu'organisation qui est là « pour faire passer un message » et qui représente autre chose que le vecteur-somme des stratégies des uns et des autres<sup>143</sup>.

---

<sup>142</sup> On comprend dès lors que la limite entre l'adhésion complètement spontanée et l'auto-conviction voulue est parfois minime. C'est que la sincérité comme le cynisme à l'état « pur » n'existe que pendant de courts moments. Même si Goffman n'introduit pas cette idée, nous préférons dès lors concevoir ces deux extrêmes plutôt comme des idéaltypes (Pour la définition de l'idéaltype, voir : BOUDON, 2003 : 240).

<sup>143</sup> Le lecteur pourrait toutefois nous faire remarquer qu'une « franchise totale » a pu être empêchée par notre présence. Néanmoins, au vu des relations qui s'étaient établies avec plusieurs membres de FOND, nous ne pensons pas que notre présence a eu une telle conséquence. De fait, à de nombreux autres moments, plusieurs personnes de la fédération nous témoignèrent de cette franchise « totale » en nous faisant part de leurs

On peut donc dire que si FOND signifie pour beaucoup de ses membres une possibilité supplémentaire de « passer le cap » de la post-adhésion à l'UE, comme nous l'avons vu lors du panorama, on observe que la fédération est également engagée dans un processus d'identification au rôle. Dès lors, le *faceworking* qui, de toute façon, aurait continué à être de mise *intra muros*, est encore *plus contraignant* puisque les membres doivent maintenir la façade présentée à l'extérieur de manière pareillement constante entre eux. On se rend ainsi compte que le quotidien d'une organisation n'est pas uniquement le résultat des rapports de forces qui l'entourent et de ceux qui la traversent, mais aussi d'un jeu de figuration afin de préserver la face revendiquée sur la scène.

A travers le cas du MAE, nous avons constaté comment le *faceworking* influence la position d'un acteur par rapport aux autres. Avec FOND, nous venons de voir que le management de la face se retrouve au sein même de l'organisation et que cela n'est pas sans conséquences. Mais la perspective que nous avons proposée jusqu'à maintenant ne rend pas compte de la manière dont les positionnements respectifs peuvent changer. Il nous faut donc comprendre comment un acteur tente d'adapter son rôle à un autre, *au sein même de l'interaction*. Et parce qu'il ne peut le faire sans modifier la relation avec ceux qui l'entourent<sup>144</sup>, un jeu subtil de négociations doit être mis en œuvre, comme nous allons le voir avec le PNUD et FOND.

### **2.3. Le PNUD : « Mais quelle est donc votre vision, votre position, pour qu'on ne vous marche pas dessus ! »**

On a vu lors de la partie panorama que le PNUD met en œuvre une stratégie de repositionnement quant à sa présence en Roumanie. Néanmoins, cette réorientation n'est pas uniquement le résultat de l'adhésion du pays à l'UE. Il s'agit en effet également d'un mouvement de redéfinition entrepris par le PNUD « mondial »<sup>145</sup>, au-moins depuis le début de la nouvelle décennie. Comme on peut le voir à travers ses rapports annuels de 2001 à 2009<sup>146</sup>, le PNUD « mondial » s'est progressivement présenté non plus comme une « organisation qui exécute », mais comme une « organisation du savoir ». Ainsi,

---

déceptions, joies, dégouts et doutes quant à leur place dans la coopération au développement. De plus, nous étions réellement un « membre actif » lors de cette Assemblée générale, puisque l'on nous a notamment demandé d'être dans le jury qui compta les voix des votes, de préparer les activités, de présenter le début de notre travail aux personnes présentes, d'accueillir l'ambassadeur du Royaume-Uni ou encore de prendre note des interventions de chacun dans l'optique de rédiger le procès-verbal.

<sup>144</sup> En effet, dans une perspective goffmannienne, modifier l'extrémité d'une relation revient à modifier la relation elle-même. On retrouve là les origines que l'auteur puise dans le courant de la « nouvelle communication » (BLANCHET, 1995 : 64).

<sup>145</sup> Nous parlerons du PNUD « mondial » pour le différencier de l'entité « PNUD-Roumanie ».

<sup>146</sup> Ces rapports (à partir de 2001) sont disponibles sur <http://www.undp.org/publications/annualreports.shtml>, consulté le 03/08/09.

aussi bien au niveau international que national, le PNUD se propose un rôle de spécialiste en *capacity building*. À travers une analyse stratégique, nous pouvons donc saisir d'un côté, que ce dernier cherche à se positionner comme l'expert qui conseille l'ensemble des acteurs de la coopération roumaine au développement et que de l'autre, FOND y sera opposé car elle risque dans ce cas de perdre une part importante de sa marge de manœuvre.

Or, Goffman attire notre attention : ce n'est pas parce qu'un rôle est revendiqué qu'il est réalisé (GOFFMAN, 1973a : 25-79). Il faudra pour cela, comme nous l'avons vu avec le MAE, construire une façade adaptée. Et encore plus profondément, afin d'instaurer le rapport social (le rôle) désiré, cette façade devra être reconnue – *dans l'interaction* – comme soutenant la valeur sociale réclamée (la face). Expliquons-nous. Dans notre cas, le PNUD désire se forger le rôle d'expert en *capacity building* dans le champ de la coopération au développement. Mais pour cela, il devra se forger une façade adéquate comprenant notamment : un personnel perçu comme hautement qualifié, une apparence *smart*, des compétences d'analyste et d'organisateur présentées comme « uniques »<sup>147</sup>. Or, cette façade que le PNUD exprime n'est pas forcément ce que les autres acteurs ont comme impression (GOFFMAN, 1973a : 12-19). Ce décalage nous permet d'ailleurs de mieux comprendre l'articulation entre le *rôle*, la *face* et la *façade*. Le *rôle* est le rapport social désiré, ici, l'expert. Pour que ce rôle devienne réel<sup>148</sup>, l'acteur devra revendiquer lors de l'interaction les valeurs sociales exprimant un tel rôle, c'est-à-dire la *face* (ici, la haute qualification). Et pour soutenir cette face revendiquée, il faudra construire tout un appareillage symbolique adéquat, c'est-à-dire la *façade* (ici, mettre en scène la haute qualification par une certaine apparence/comportement). Mais au vu du décalage entre l'expression et l'impression, on comprend le risque qui pèse sur l'acteur : que la face proposée ne soit pas acceptée par les autres interactants. Dès lors, si façade « appartient » bien à celui qui la construit, la face est « diffuse » et devra donc faire l'objet d'un *consensus*. Ainsi, on comprend que l'enjeu d'une interaction consiste en la réalisation – ou non – de ce consensus. Et à observer le *faceworking* entre le PNUD et FOND, on voit qu'il est loin d'être à l'ordre du jour entre eux, notamment sur deux points.

Premièrement, la fédération des ONG peut se permettre de ne pas accepter la face de « haute qualification » revendiquée par le PNUD<sup>149</sup> par le fait que ses membres connaissent particulièrement bien une partie du personnel de l'organisation onusienne. En effet, comme nous le dit Goffman, « si l'on regarde la perception comme une forme de contact et de communication, alors avoir le contrôle de ce que l'on perçoit, c'est avoir le contrôle du contact établi, de même qu'en délimitant et en réglant le

---

<sup>147</sup> « Uniques » dans le sens que les autres acteurs du champ ne possèdent pas ces compétences.

<sup>148</sup> Il faut entendre par réel ce que disait W. I. Thomas : « si les hommes définissent leurs situations comme réelles, elles sont réelles aussi dans leurs conséquences » (LALLEMENT, 2005a : 137).

<sup>149</sup> Ce qui ne veut pas dire que FOND ne reconnaît pas des compétences au PNUD. C'est le fait de poser une expertise systématiquement supérieure aux autres acteurs (dont elle) que la fédération réfute.

spectacle on délimite et on règle le contact » (GOFFMAN, 1973a : 69). Il précise ensuite que ces restrictions apportées au contact (GOFFMAN, 1973a : 69) maintiennent une distance sociale qui engendre le respect de la part du public, ou du moins une crédulité plus importante (GOFFMAN, 1973a : 69-70). Bref, nous retrouvons là l'idée de l'expertise comme croyance, mais reprise en termes goffmanniens : la représentation sur la scène est d'autant plus crédible que l'accès aux coulisses est fermé. Or, cette séparation est fragile dans le cas du PNUD car deux des personnes responsables du projet SNIECODA travaillaient quelques mois auparavant à FOND... Dès lors, les membres de la fédération savent que si leurs anciens collègues sont extrêmement compétents, ils n'ont pas pour autant une qualification de *nature* différente. Ce qui donne à FOND la possibilité de soutenir sa propre face : « nous sommes aussi capables que le PNUD ».

Deuxièmement, si les compétences de l'organisation onusienne ne sont pas remises en cause en elles-mêmes<sup>150</sup>, c'est le rôle que le PNUD entend faire jouer à FOND qui ne convient pas à la fédération. Aussi bien lors de notre interview à la maison de l'ONU que dans les différentes rencontres observées entre ces deux acteurs, nous avons pu remarquer que le PNUD voit une place toute désignée pour la société civile : l'éducation au développement. En effet, « qui de mieux placé que les ONG pour faire cela ? Ils ont les *grass roots links* ! » Une des activités du projet SNIECODA n'a-t-elle d'ailleurs pas été la réalisation de campagnes de sensibilisation sur les OMD par des membres de FOND ? On comprend au demeurant que l'organisation onusienne soit partisane d'une telle division des tâches, puisque cela permettrait au PNUD et à FOND de coexister : le premier s'occupant de mettre en œuvre la coopération au développement du MAE, le second d'assurer la sensibilisation de l'opinion publique quant à cette politique. Or, ce que demande la fédération des ONG, sans toutefois refuser cette dernière opportunité, ce sont des financements afin de développer leurs *propres* capacités, on en a vu les raisons dans la partie panorama. Mais devant le refus de sa *pax romana*, le PNUD va chercher à proposer une autre répartition des rôles, cette fois acceptée par FOND. Et c'est bien d'une « recherche de répartition » dont il faut parler, car l'organisation onusienne va devoir avancer en mettant en œuvre une communisation par sous-entendus, comme nous avons pu l'observer lors de l'Assemblée générale de la fédération.

Nous avons vu dans la partie théorique que la communication par sous-entendus consiste en l'ensemble « des propos étrangers au rôle, pouvant être entendus par le public sans toutefois menacer ouvertement l'intégrité des deux équipes ni la distance sociale qui les sépare » (GOFFMAN, 1973a : 181). Cette communication officieuse « fournit à une équipe un moyen d'adresser, sans se compromettre, à l'autre équipe une invitation précise à diminuer ou à augmenter la distance sociale

---

<sup>150</sup> Ainsi, un membre important du nouveau Conseil d'administration de FOND nous disait : « Que le PNUD s'occupe du master universitaire ne me pose aucun problème. Au contraire, nous, on ne saurait pas faire cela ».

[...] ou bien un moyen de demander que les deux équipes collaborent à transformer l'interaction en une autre comportant la représentation d'un nouvel ensemble de rôles » (GOFFMAN, 1973a : 182). Et devant le refus de FOND d'accepter le rôle proposé par le PNUD, celui-ci va mettre en œuvre lors de l'AG un tel processus de tâtonnement « par l'intermédiaire de déclarations qui sont d'une ambiguïté soigneusement calculée ou qui ont pour l'initié un sens caché<sup>151</sup>, [ce qui permet à l'acteur de savoir] s'il y a ou non danger à abandonner la définition actuelle de la situation » (GOFFMAN, 1973a : 182-183).

Il faut se rendre compte que le PNUD ne peut communiquer autrement pour établir une nouvelle répartition des rôles. En effet, une répartition des rôles est censée refléter *l'ordre naturel* des choses (GOFFMAN, 1973a : 55), et le PNUD en a déjà proposé une. Dès lors, en adopter *ouvertement* une autre reviendrait à fragiliser cette « évidence » que le PNUD « est l'acteur le plus compétent dans la mise en œuvre de projet de développement » et que FOND « est l'acteur le plus adapté pour l'éducation au développement de par ses *grass roots links* ». Ce serait dévoiler l'arbitraire de la définition de la situation. C'est pourquoi l'organisation onusienne ne peut se permettre de s'engager dans une telle transformation sans être certain que FOND sera complice dans le changement des rôles, dans l'ajustement de la réalité. Le PNUD tente donc de faire évoluer la situation en « tâtant le terrain », à travers une communication par sous-entendus que « chacun pourra nier s'il le faut » (GOFFMAN, 1974 : 29). Or, le destinataire de ces « ouvertures prudentes » (GOFFMAN, 1973a : 183) ne répondait pas à l'invitation pendant l'Assemblée générale : le processus était donc bloqué. Le PNUD se montra alors de plus en plus « agressif » afin de provoquer une réponse de la fédération. En effet, si la présence de FOND dans la coopération roumaine au développement est assurée par l'ensemble du paradigme aujourd'hui en cours dans le champ<sup>152</sup>, la position du PNUD est plus délicate et celui-ci doit pouvoir se positionner légitimement auprès des différents acteurs concernés. On a vu qu'il existe un partenariat avec le MAE, mais il lui en faut également un avec la société civile. On comprend donc mieux les divers appels du pied : « mais pourquoi critiquez-vous le PNUD ? Nous voulons vous aider ! », « Qu'est-ce que vous nous demandez ? » etc. Mais ceux-ci restaient lettre morte<sup>153</sup>. C'est ainsi que l'une des deux personnes du PNUD finit, presque énervée et en haussant la voix<sup>154</sup>, par s'exclamer : « mais quelle est votre vision, votre position ?! Pour qu'on ne vous marche pas dessus ! » Le sous-entendu était à ce moment précis à la limite de la question directe. Mais le membre du PNUD

---

<sup>151</sup> Dans notre cas, le fait que les deux membres du PNUD présents lors de l'AG travaillaient il y a quelques mois au sein de FOND (et donc, se connaissaient assez bien) facilite une telle communication par sous-entendus.

<sup>152</sup> Pour la place de la société civile dans le nouveau paradigme du CDI, voir notamment : PIROTTE, 2007 : 74-82.

<sup>153</sup> Cette absence de réponse était sans doute liée au fait que FOND éprouve de grandes difficultés à définir sa vision, sa mission et par-là, sa propre stratégie. Nous en avons vu les principales causes : membres aux capacités bien différentes, difficultés à se fédérer, etc.

<sup>154</sup> Il faut dire que les membres de FOND attaquèrent parfois directement le PNUD pendant les conversations précédant cet échange.

retrouva rapidement son calme, personne chez FOND ne réagit, et le débat continua dès lors sur d'autres points : la tentative de redéfinition commune des rôles avait échoué. Chacun poursuivit comme si de rien n'était.

Mais il nous faut encore relever un « détail » qui est en fait lourd de conséquences. Si l'on observe attentivement les échanges entre le PNUD et FOND lors de cette Assemblée générale, on remarque que le premier ne proposait pas de « contenu » quant aux éventuels nouveaux rôles. Les différents sous-entendus adressés au second n'étaient d'ailleurs que des demandes pour qu'il explicite sa position, « afin qu'on ne lui marche pas dessus ». Ainsi, alors que Crozier et Friedberg nous ont montré que « l'occasion fait le larron » (CROZIER et FRIEDBERG, 1977 : 406, cités par KUTY, 1998 : 232), il semble que le larron ait toutefois besoin d'une occasion située au sein d'une situation définie, c'est-à-dire où les rôles/faces revendiqués par chacun sont connus. En effet, un acteur se réapproprie un projet à travers une stratégie (DE SARDAN, 1995). Pour que cette stratégie soit mise en œuvre, il lui est nécessaire d'avoir une marge de manœuvre, qui elle-même dépend d'éventuelles zones d'incertitudes<sup>155</sup> (KUTY, 1998 : 158-169). Or, ces dernières semblent être marquées par le *faceworking*. Expliquons-nous.

Lors de notre stage l'année passée au sein d'une ONG roumaine (une des leaders de FOND), nous avons assisté à une scène des plus instructives : la négociation d'un projet entre cette organisation et un bailleur de fonds. L'association venait de vivre un important *turnover*, si bien que les nouveaux et jeunes membres devaient être formés par le directeur. Ce qu'il se passa cette fois-là : « tu vois le mail que l'on vient de recevoir du bailleur de fonds ? Ce qu'il nous demande de faire, c'est typiquement bureaucratique : c'est à côté de la plaque ! Si on fait ça, on n'aura jamais des résultats concrets. En plus, ça ne nous arrange pas, notre organisation a besoin de faire autre chose pour se développer ! Alors regarde bien comment je vais lui répondre ! » Et cette réponse devait être soigneusement préparée, car « il faut que l'on propose un projet qui leur convienne, sinon on n'a pas le financement ! Mais il faut qu'on présente le projet de telle manière que l'on puisse aussi réaliser nos objectifs. Il faut qu'on leur propose un projet où tout le monde s'y retrouve ! Mais si tu acceptes exactement ce qu'eux te disent... Eux ne pensent qu'à leurs contraintes, pas à ton organisation ! » Nous sommes donc en plein dans la réappropriation d'un projet de développement comme nous l'a enseigné De Sardan (1995). Toutefois, une perspective tenant compte du *faceworking* affine l'étude du processus. Afin de se réapproprier le projet, l'ONG doit en fait présenter au bailleur de fonds une façade (et une face) qui offre ce que ce dernier désire, mais qui soit suffisamment « large et souple » que pour contenir également la possibilité pour l'association de réaliser ses *propres* objectifs. Ainsi, se forger une marge de manœuvre revient à proposer – *dans l'interaction* – une marge dans la façade/face qui permet à tous

---

<sup>155</sup> Une zone d'incertitude est une zone qui échappe aux règles formelles (KUTY, 1998 : 158, 206-207).

les interactants de s'y retrouver. Il s'ensuit alors « une coopération telle que tous puissent atteindre leur but commun mais diversement motivé » (GOFFMAN 1974 : 29).

À la fin de la première section, nous avons conclu que le Complexe Développeur International pouvait être vu comme *une longue chaîne d'interactions* entre individus/institutions. À travers l'exemple d'adaptation des façades que nous venons de présenter, on constate qu'il est également le résultat d'une co-élaboration des normes et pratiques (ATLANI-DUAULT, 2005). Et si nous observons ce jeu de co-construction à la lumière du *faceworking*, il est possible d'éclairer sous un angle différent la célèbre phrase de Crozier et Friedberg : si c'est bien l'occasion qui fait le larron, l'occasion doit toutefois mettre en scène des acteurs dont le larron connaît les faces/façades revendiquées. C'est pourquoi, même si les zones d'incertitude se situent dans l'interstice des règles formelles (KUTY, 1998 : 204-207), elles ne continuent pas moins à exiger un management de la face. Dès lors, la longue chaîne d'interactions qu'est le Complexe Développeur International ne semble pas simplement connecter les individus, mais également les *lier* par ce que Goffman appelle la « *laisse de l'interaction* ».

Nous venons de présenter l'influence du *faceworking* pour les trois acteurs principaux de la coopération roumaine au développement. Mais nous avons jusqu'à maintenant plutôt mis l'accent sur les singularités de chacun d'entre eux. Or, dépassant les simples partenariats contingents et temporaires, il existe une convergence qui les uni tous : la place de la Roumanie sur ce que l'on peut appeler le marché de la coopération au développement.

#### **2.4. Tous les acteurs : « La Roumanie possède un avantage comparatif indéniable : l'expérience de la transition »**

L'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne signifie également son entrée sur « le marché de l'aide au développement » (GUICHAOUA, 1998). Or, l'arrivée dans un champ constamment traversé par les crises (EASTERLEY, 2006) et les remises en question (PIROTTE, 2007 : 68-73) pose une question cruciale : quelle place pour la Roumanie (et les autres nouveaux états membres d'ailleurs) ? À la lecture des divers comptes rendus de conférences, de documents de travail, de déclarations dans la presse etc., la réponse est claire : le pays exportera ses compétences dans le domaine de la transition. En effet, qui de mieux pour la mettre en œuvre « qu'un acteur qui l'a vécu sur sa peau » ? Il existe donc sur ce sujet un consensus que l'on retrouve à tous les niveaux d'autorité (des rapports officiels aux discussions informelles) et chez tous les acteurs concernés (MAE, FOND, PNUD, le « vieux » Complexe Développeur International, sans oublier l'UE). Pourtant, même un consensus aussi partagé n'est pas sans poser des problèmes de management de la face *dans l'interaction*.



En effet, nous avons vu que décréter un rôle n'est pas suffisant, puisqu'il faut en assumer la face dans l'interaction et pour cela, construire une façade adéquate à présenter aux divers interactants. Dans ce cas-ci, la façade serait constituée par les « projets à succès » de la Roumanie, du côté de l'État comme de la société civile, durant la période 1989-2007. Or, nous employons le conditionnel « serait ». Car ce qu'on constate, c'est que tous les acteurs concernés clament cet « avantage comparatif indéniable » (l'argument est revenu dans la grande majorité de nos interviews), mais qu'ils ont des difficultés à offrir la façade correspondante. Tous sont en fait à la recherche de cette expérience de la transition. En effet, aucune des institutions que nous avons rencontrées n'était en mesure de proposer un bilan quant aux « succès à exporter »<sup>156</sup>. Dès lors, on assiste à un véritable mouvement de prospection. L'UE a mis en œuvre l'*European Transition Compendium* dont nous avons déjà parlé. Le MAE et le PNUD sont également à pied d'œuvre puisqu'une des composantes du projet SNIECODA comprend une telle investigation. Et enfin, la société civile d'Europe de l'Est n'est pas en reste avec l'étude « *Has our dream come true? Comparative research of Central and Eastern European Civil Societies* » menée par des ONG de Bulgarie, Hongrie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et financée par le *Trust for Civil Society in Central and Eastern Europe*<sup>157</sup>. C'est donc à une sorte de « recherche du bilan perdu » des succès de la période de transition que l'on a affaire. Et la synthèse de cette exploration est essentielle, car elle permettra de construire la façade qui soutiendra la face et le rôle que l'ensemble des acteurs concernés accorde à la Roumanie.

Il ne faudrait toutefois pas croire que l'accord commun sur « l'avantage comparatif du pays » signifie que les acteurs ne sont pas en concurrence<sup>158</sup>. Au contraire, il semble que le premier qui aura effectué ce bilan sera en position de force par rapport aux autres : il pourra définir la situation en premier. Or, il est plus simple de définir une situation en premier que de devoir la modifier ensuite (GOFFMAN, 1973a : 19). Le consensus ne porte donc que sur la place de la Roumanie sur le marché de la coopération au développement.

Arrivant vers la fin de cette troisième partie, nous avons toutefois laissé sous-entendre au lecteur que le *faceworking* n'est, finalement, que le résultat des calculs d'acteurs particulièrement attentifs aux aspects symboliques de leurs interactions. Or, si les stratégies lui sont intimement liées, c'est l'attachement affectif à la face qui en dernier ressort fait que les acteurs respectent ou non cet ordre de

---

<sup>156</sup> Ce qui ne veut pas dire que de tels succès n'existent pas. Mais que leur compilation, analyse, synthèse et mise en forme n'a pas été effectuée.

<sup>157</sup> <http://www.ceetrust.org/grant/417/>, consulté le 03/08/09.

<sup>158</sup> Ainsi, lors de nos interviews, FOND et le PNUD nous ont demandé si nous avions des informations à ce sujet, en sous-entendant chacun une question qui peut être résumée comme : « Qu'est-ce que tu sais sur ce que l'autre sais ? »

l'interaction (GOFFMAN, 1974 : 10 ; NIZET et RIGAUX, 2005 : 35-37). C'est ce que nous allons voir à présent.

### 3. L'importance de l'attachement émotionnel à la face : « Comment pourrais-je aller donner des leçons à d'autres ? »

L'attachement émotionnel à la face ouvre tout un pan du *faceworking* qui n'est pas réductible à un calcul rationnel. Les acteurs ne sont pas uniquement des managers de la face, ils peuvent également changer leur comportement s'ils ne se sentent pas dignes d'un rôle, ou au contraire, s'atteler à la tâche avec une ardeur nouvelle si une rencontre inattendue accroît leur estime d'eux-mêmes. Aussi puissantes que soient les nécessités de la stratégie, il semble que l'acteur n'en garde pas moins une capacité de recul par rapport au rôle qu'il revendique/qu'on lui attribue. Cette réflexivité se traduit dans l'interaction par une réaffirmation/abandon de la face.

Prenons l'exemple de ce roumain d'une ONG membre de FOND. Grâce à un projet de son organisation, il a pu aller en République de Guinée (Guinée Conakry) l'année passée<sup>159</sup>. Et quelle ne fût pas sa surprise lorsqu'il rencontra des autochtones connaissant sa langue<sup>160</sup>. Il est difficile de rendre compte de ce genre de moment dans un travail scientifique. Car il est délicat de « prouver » que lorsque cette personne nous dit : « Il y a des gens qui parlent le roumain là-bas ! Tu t'imagines ? », ces yeux brillaient et que le sentiment de fierté qu'il éprouvait a influencé son implication dans la coopération roumaine au développement. Il n'a certes pas transformé cette dernière, mais cette « simple » rencontre le marqua bien plus profondément que la campagne de sensibilisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement que sa propre ONG était pourtant en train de réaliser<sup>161</sup>. Ainsi, lors de la Journée de l'Afrique organisée par des membres de FOND à Bucarest<sup>162</sup>, cette personne vint même habillée en costume « traditionnel » africain. L'image pourrait prêter à

---

<sup>159</sup> Son ONG était impliquée dans un PCPA (Programme Concerté Pluri-Acteurs) visant l'échange d'expertise dans le domaine de la jeunesse. Les PCPA sont des programmes qui cherchent à renforcer les sociétés civiles du Sud et de l'Est. Ils sont initiés par les pouvoirs publics et les organisations de la société civile (OSC) françaises qui y intègrent par la suite les OSC et les pouvoirs publics du pays concernée. Voir : [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Rapport\\_provisoire\\_PCPA.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Rapport_provisoire_PCPA.pdf), consulté le 27/07/09.

<sup>160</sup> Il est surprenant que des habitants de Guinée Conakry sachent parler le roumain. En effet, il est fort peu probable que cette connaissance soit due aux missions de l'Etat roumain avant 1989, car d'après ce que nous avons vu précédemment, il semble qu'il n'y avait pas de relations diplomatiques entre ces deux pays. Nous n'avons toutefois pas eu la présence d'esprit de demander comment ces personnes avaient appris la langue d'Eminescu. Il nous paraissait en effet évident que cela était lié aux contacts de la période communiste. Ce n'est qu'une fois revenu du terrain que nous avons constaté l'inexistence de ces liaisons.

<sup>161</sup> Remarquons néanmoins que ce voyage n'était pas lié à FOND. D'ailleurs, cette activité n'est pas reprise sur le site Internet de la fédération.

<sup>162</sup> <http://www.fondromania.org/pagini/index.php>, consulté le 09/08/09.

sourire, car les préjugés ne sont sans doute jamais bien loin. Mais cette rencontre impliqua la face de cet acteur au point que sa perception des choses et son attitude ont changé. Il est vrai que ces interactions, comme celles dont témoignent les quelques blogs de Roumains ayant voyagés/vivant en Afrique<sup>163</sup>, ne révolutionnent pas la coopération roumaine au développement. Mais elles doivent selon nous être prises en compte, ne serait-ce que parce qu'elles pourraient devenir les racines de futures Initiatives Populaires de Solidarité Internationale (IPSI)<sup>164</sup>.

Mais ces rencontres peuvent également faire sortir certains acteurs du champ. Ainsi, cette personne travaillant pour le secrétariat de FOND jusqu'à la fin de 2008. Lors d'une conversation plus informelle, elle nous expliqua son choix de quitter la fédération : « C'était dur, tu sais. Il n'y avait pas beaucoup de coopération entre les membres. Les gens ne répondaient pas aux e-mails... Puis, il y avait beaucoup de boulot. Ce n'était pas facile, tout était nouveau ! [...] Au début, il y a tellement de choses qui t'échappent dans ces réunions internationales... Il faut t'habituer au langage du développement ! Mais finalement, ça va, tu sais te débrouiller ! Enfin... Ca te repousse aussi... [...] Parce qu'au bout d'un moment, tu comprends, et ça te dégoûte... » « Tu comprends quoi ? » « Et bien que ce que tu fais ne sert à rien ! Quand tu vois que l'UE dit aider les pays en voie de développement, mais qu'en réalité elle fait le contraire, ça te dégoûte ! Tu te dis que tout ce que tu fais, de toute façon, ne sert à rien. Parce que ce n'est pas là que ça se joue... » Il est certain que cette personne n'est pas partie uniquement à cause de cette désillusion. Premièrement, elle précise elle-même que les relations au sein de FOND y ont contribué. Deuxièmement, les discussions avec d'autres membres de la fédération ont plutôt souligné le fait que cette personne ne convenait pas au poste. Mais quelles que soit les raisons exactes de ce départ, ce qui importe pour notre analyse, c'est de voir que l'accès aux coulisses du Complexe Développeur International l'a amené à percevoir un décalage avec la représentation « sur scène ». Ayant jugé cet écart trop important, l'acteur ne s'est plus suffisamment identifié au rôle que pour continuer à présenter au public la façade adéquate<sup>165</sup>.

Toutefois, ces exemples, même s'ils nous permettent de mieux comprendre comment *le rapport à la face* peut influencer le comportement d'un individu, restent finalement marginaux par rapport à la structuration du champ de la coopération au développement. Or, l'analyse de cette relation semble également pouvoir nous aider à comprendre un phénomène d'un niveau plus macro et qui plus est essentiel, l'attitude de l'opinion publique.

---

<sup>163</sup> Voir notamment : [http://www.stefanroman.com/stefan/stefan\\_ro.htm](http://www.stefanroman.com/stefan/stefan_ro.htm), consulté le 03/08/09, ou <http://blogsipace.wordpress.com/>, consulté le 03/08/09.

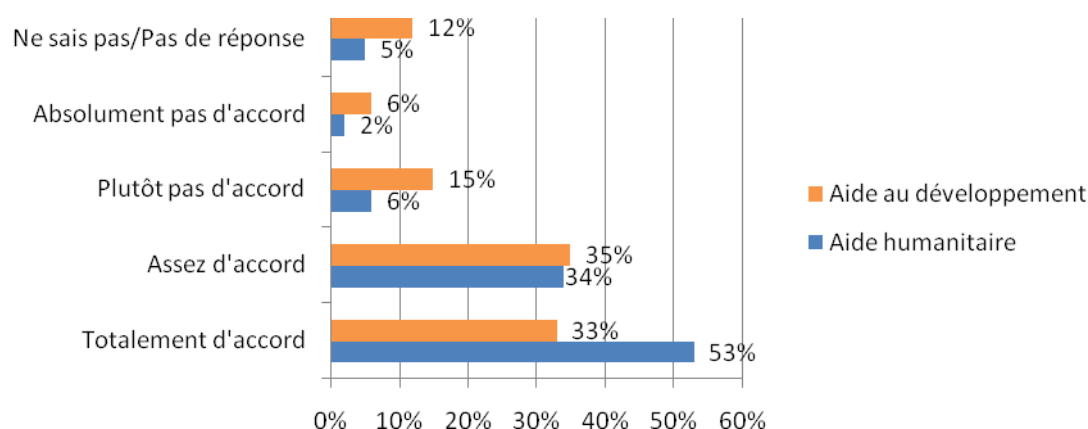
<sup>164</sup> Concernant les IPSI, voir notamment le site du Centre d'étude et d'initiatives de solidarités internationale : [http://www.reseau-ipam.org/spip.php?page=rubrique&id\\_rubrique=47/](http://www.reseau-ipam.org/spip.php?page=rubrique&id_rubrique=47/), consulté le 03/08/09.

<sup>165</sup> Nous soulignons néanmoins encore une fois qu'il ne s'agit que d'une des raisons qui ont entraîné sa volonté de départ.

Nous avons vu, lors de l'analyse du sondage réalisé dans le cadre du projet SNIECODA, le rôle de la perception de leur pays comme pauvre par les Roumains. Pour expliquer ce résultat, la majorité des personnes rencontrées aussi bien au MAE, à FOND qu'au PNUD, nous exposait à peu près le même argument : « Ils ont l'impression qu'ils sont pauvres, et c'est vrai qu'ils le sont, mais pas autant qu'ils le croient. Et surtout, malgré nos problèmes, on a été aidé jusqu'à maintenant, alors à notre tour d'aider ! ». Bref, de manière plus ou moins explicite, il nous était donné comme raison un « égoïsme » de la part des Roumains qui se voyaient toujours comme devant *eux* être aidés. Or, il nous faut « donner la parole » à cette opinion publique, car un des résultats du sondage nous paraît essentiel à prendre en compte quant à cette réflexion. Comparons pour cela les réponses à ces deux questions :

Quel est votre niveau d'accord par rapport au fait que la Roumanie doit offrir de l'**aide au développement** à d'autres pays ?

Que est votre niveau d'accord par rapport au fait que la Roumanie doit offrir de l'**aide humanitaire** à d'autres pays ?



On constate que 87% des répondants sont totalement d'accord/plutôt d'accord en ce qui concerne l'aide humanitaire, alors que seuls 68% ont la même position quant à l'aide au développement. Cette différence ne soit pas être négligée, car elle montre selon nous que l'argument du « Roumain égoïste » doit être affiné : le fait que 87% des répondants sont favorables à l'aide humanitaire que peut offrir leur pays montre que l'explication doit être recherchée ailleurs. De plus, lors de notre terrain, nous avons pu constater que la campagne de récolte des fonds pour le tsunami asiatique de 2004, par exemple, représentait une action valorisée par toutes les personnes rencontrées « dans la rue »<sup>166</sup>

<sup>166</sup> Nous faisons donc ici référence aux personnes de notre entourage, des amis des amis etc. Nous avons donc bien conscience qu'il ne s'agit en rien d'une démarche représentative. Mais ces nombreuses discussions lorsque nous n'étions pas à FOND nous ont plutôt servi de manière exploratoire, afin d'avoir l'avis de personnes totalement extérieures à la coopération roumaine au développement.

comme par les médias<sup>167</sup>. Dès lors, faut-il vraiment chercher la cause d'un soutien moindre pour l'aide au développement dans un « égoïsme populaire » ? Une discussion avec une connaissance nous a mis sur la piste : « Tu sais, moi, je veux bien donner de l'argent pour eux. Même si je n'ai pas beaucoup. Mais je ne me vois pas aller dire aux autres comment faire alors que t'as vu le bordel ici ?! Donner pour une urgence ça va, mais « faire du développement »... Tu as vu la corruption ici ? Même à l'hôpital l'autre jour, t'étais là ! Alors comment je pourrais aller donner des leçons à d'autres ? » Cette personne n'est qu'un individu parmi d'autres et de plus, c'était un proche. Il n'y a donc aucune prétention à la représentativité dans ces propos. Mais une piste nous semble pourtant ouverte : et si la position de l'opinion publique quant à la coopération au développement n'était pas uniquement due à la perception de leur « pauvreté », de leur niveau de vie, mais également à la vision que les Roumains ont de leur *capacité* à faire du développement ? L'adhésion à l'Union Européenne entraîne un rôle de « fournisseur de développement » que le pays doit endosser : dès lors, observer le rapport des Roumains à la face qu'ils sont censés porter pourrait éclairer d'une manière qui nous semble pertinente l'étude de ce changement social. Pertinence du *faceworking* dont nous avons tenté de rendre compte tout au long de cette troisième partie et pour laquelle il est à présent temps de tirer une conclusion. Arrivant à la fin de ce travail, il nous faut synthétiser les divers éléments abordés au fil des pages et répondre à notre question départ

---

<sup>167</sup> Voir notamment : <http://www.jurnalul.ro/stire-antimonden/campanie-umanitara-andreea-marin-zambeste-pentru-asia-53533.html>, consulté le 04/08/09.

## CONCLUSION

### **Le quotidien de l'interaction : bilan, limites et perspectives**

---

Nous étions venus sur le terrain avec un canevas conceptuel principalement composé de l'anthropologie critique du développement (ATLANI-DUAULT, 2005 : 21-26) de O. De Sardan (1995). Néanmoins, assez rapidement après avoir entamé notre observation participante au sein de FOND, nous nous sommes rendus compte que si cette perspective nous éclairait pour beaucoup dans ce que nous étions en train de voir, elle ne nous permettait pas de comprendre un ensemble d'éléments qui se situaient au cœur de l'interaction.

Nous avons dès lors choisi de poursuivre nos recherches en nous aidant de l'œuvre du sociologue E. Goffman. Celui-ci n'eut de cesse de s'intéresser à ce qu'il a appelé « l'ordre de l'interaction ». Le but de notre travail devenait ainsi autre : voir dans quelle mesure la prise en compte de cet ordre est pertinente dans l'analyse du champ du développement. Mais un tel objectif était trop large et il nous fallait donc focaliser notre démarche. Ce que nous avons fait en formulant notre question de départ : en quoi le jeu de figuration (*faceworking*) des trois acteurs centraux de la coopération roumaine au développement (le MAE, FOND et le PNUD) participe-t-il à la structuration du champ ? Pour y répondre, nous devons tout d'abord dégager les stratégies de ces acteurs, puis montrer en quoi le *faceworking* les éclairait sous un jour nouveau.

L'objectif de la partie panorama était donc de proposer une première approche de la structuration du champ de la coopération roumaine au développement. Ainsi, nous avons vu qu'il est constitué de trois acteurs centraux (le MAE, FOND et le PNUD) et de deux types d'acteurs que nous avons qualifiés de connexes (les universités d'une part, des institutions étrangères étatiques et non-gouvernementales d'autre part). Et tout en présentant un état des lieux de la presse et de l'opinion publique, nous avons insisté sur les données concernant les trois protagonistes principaux afin de pouvoir mettre en évidence leurs stratégies. Nous avons alors vu que, lorsque le MAE ne transfère pas les fonds destinés à l'aide au développement dans des programmes multilatéraux, il opte pour une stratégie de « sous-traitance ». En effet, il semble engagé dans un partenariat avec le PNUD principalement dans le but de mettre en œuvre une partie de l'APD à moindres coûts, et avec un « drapeau roumain » sensiblement plus visible que dans le cas des programmes multilatéraux. FOND, quant à elle, semble suivre une stratégie d'adaptation à la période de post-adhésion à l'Union Européenne. Elle considère la coopération au développement comme un investissement qui lui offrirait, par la création d'une Agence du développement, les moyens de réaliser des projets de

développement afin d'accroître son expérience. Expérience nécessaire pour que les membres de la fédération puissent plus facilement convaincre des bailleurs de fonds européens qui lancent aujourd'hui des *calls for proposal* à l'échelle communautaire. Les ONG roumaines pourraient ainsi mieux faire face à cette nouvelle concurrence « élargie ». Compétition d'ailleurs présente dans tous les domaines, et non seulement dans celui de la coopération au développement. Enfin, le PNUD semble marqué par une stratégie de repositionnement. Effectivement, suite à son adhésion dans l'UE, la Roumanie n'est plus considérée comme un pays en voie de développement ou en transition. Dès lors, le PNUD doit renouveler sa légitimité quant à sa présence dans le pays. C'est pourquoi on peut le voir se proposer de soutenir l'Etat pour réaliser les OMD dans d'autres régions du monde, après l'avoir appuyé à les mettre en œuvre sur son territoire.

Le cadre empirique posé, il nous fallait alors plonger au cœur de notre problématique, et voir ce qu'apporte l'étude du *faceworking* quant à la compréhension des stratégies de ces acteurs. Notre démonstration s'est tout d'abord attelée à expliquer que la situation est définie dans l'interaction, ou plus exactement, que la place des uns et des autres s'élabore dans la répétition d'une même définition de la réalité dans plusieurs situations synchroniques. Ainsi, à travers le questionnement sur l'existence ou non d'une coopération roumaine au développement avant 1989, le CDI nous est apparu comme une longue chaîne d'interactions entre individus/institutions.

Nous avons ensuite vu que la position du MAE vis-à-vis du PNUD ne peut être réduite à une question de « sous-traitance » à moindres coûts. En effet, de par la nécessité de réalisation dramatique, le ministère est contraint de maintenir la façade de haute compétence que lui fait porter le cadre législatif. Or, de par les contraintes qui pèsent sur le MAE, cette façade pourrait être mise en péril dans le cas d'une exposition trop importante, car elle ne pourrait alors être soutenue. Dans cette perspective, en plaçant le PNUD sur le devant de la scène, le ministère s'y montre comme un acteur du champ, mais sans prendre le risque que le public accède à ses coulisses. De par l'engagement que cela aurait demandé de sa part, nous avons également compris pourquoi le MAE temporisait quant à la création d'une Agence du développement qui sélectionnerait et financerait des projets d'ONG.

Nous avons ensuite montré que le *faceworking* ne contraint pas uniquement un acteur dans ses relations avec les autres, mais également *intra muros*. Bien que pour la plupart de ses membres, FOND représente une possibilité supplémentaire de « passer le cap » de la post-adhésion à l'UE, on observe que la fédération souhaite montrer qu'elle a « un message à faire passer », et qu'elle représente autre chose que le vecteur-somme des stratégies des uns et des autres. Entre les deux *continuum* possibles pour un acteur devant son rôle, FOND s'est donc engagée dans un processus d'identification au sien. Dès lors, la façade de solidarité et de désintéressement revendiquée devra

également être maintenue au sein même de la fédération. Ainsi, nous nous sommes rendus compte que le quotidien d'une organisation n'est pas uniquement le résultat des rapports de forces qui entourent ou traversent cette dernière. Les relations entre les membres d'une même institution *en son intérieur* sont également marquées par un jeu de figuration dans le but de préserver la face revendiquée à *l'extérieur*.

Mais il nous fallait également rendre compte de la manière dont les positionnements respectifs des acteurs peuvent changer au sein même de l'interaction. C'est ce que nous avons expliqué à travers le cas de la négociation *in situ* entre le PNUD et FOND. Lors de l'Assemblée générale de cette dernière, nous avons vu comment la fédération refusait le rôle d'expert en *capacity building* que se proposait le PNUD. Dès lors, l'organisation onusienne s'est engagée dans un processus de communication par sous-entendus afin de proposer une nouvelle répartition des rôles. Et nous avons alors compris que le PNUD ne pouvait communiquer autrement. En effet, une répartition des rôles est censée refléter *l'ordre naturel* des choses (GOFFMAN, 1973a : 55), et le PNUD en avait déjà proposé une. Dès lors, en adopter *ouvertement* une autre serait revenu à fragiliser cette « évidence » qui est que le PNUD « est plus compétent dans la mise en œuvre de projet de développement » et que FOND « est plus adaptée pour l'éducation au développement de par ses *grass roots links* ». Cela serait revenu à dévoiler l'arbitraire de la définition de la situation. C'est pourquoi l'organisation onusienne ne pouvait se permettre de s'engager dans une telle transformation sans être certain que FOND serait complice dans le changement des rôles, dans l'ajustement de la réalité. Le PNUD tenta donc de faire évoluer la situation en « tâtant le terrain », à travers une communication par sous-entendus que chacun pouvait nier si le processus de redéfinition commune de la situation finissait par échouer. Ce qui a été le cas cette fois-là.

Comparant ensuite l'attitude du PNUD, dans une situation non définie, et celle d'une ONG membre de FOND dans une situation définie, nous avons vu que l'analyse du processus de réappropriation d'un projet de développement pouvait être affinée en tenant compte du *faceworking*. En effet, pour se réapproprier un projet, une ONG doit présenter au bailleur de fonds une façade (et une face) qui offre ce que ce dernier désire, mais qui soit suffisamment « large et souple » que pour contenir également la possibilité pour l'association de réaliser ses *propres* objectifs. Ainsi, se forger une marge de manœuvre revient à proposer – *dans l'interaction* – une marge dans la façade/face qui permet à tous les interactants de s'y retrouver. En conséquence, le Complexe Développeur International que nous avons présenté comme *une longue chaîne d'interactions* entre individus/institutions prenait une autre dimension. À travers l'exemple de l'adaptation des façades, nous avons pu constater que le CDI est également le résultat d'une co-élaboration des normes et pratiques (ATLANI-DUAULT, 2005). Et si cette co-construction est observée à la lumière du



*faceworking*, la longue chaîne d'interactions qu'est le CDI ne semble pas uniquement connecter les individus, mais les *lier* par la laisse de l'interaction (GOFFMAN, 1973a : 182).

Enfin, nous avons vu que le *faceworking* n'est pas réductible aux stratégies des acteurs. En effet, par l'attachement émotionnel à la face, les individus peuvent se sentir dignes ou non d'un rôle, et dès lors adopter un comportement concordant avec leur sentiment. Nous avons illustré le processus par trois exemples. Tout d'abord, ce Roumain revenu d'une mission de Guinée Conakry et qui, fier d'avoir rencontré des autochtones parlant sa langue, s'est investi avec une ardeur nouvelle dans la coopération au développement. Une motivation qui nous a semblé bien plus importante que celle entraînée par la campagne sur les OMD pourtant réalisée par sa propre ONG. Mais le rapport à la face peut également éloigner une personne d'un rôle, comme l'ancienne secrétaire de FOND. Même si d'autres raisons expliquent également son choix, nous avons vu qu'elle ne souhaitait plus maintenir la façade qu'elle devait offrir au public. Elle estimait que les coulisses auxquelles elle avait accès étaient trop différentes par rapport à ce qui était représenté sur scène. Troisièmement, nous avons montré que selon nous, le rapport à la face pouvait également rendre compte de l'attitude de l'opinion publique, en nous permettant de sortir de l'explication des pesanteurs de la culture et sans pour autant tomber dans celle d'un calcul purement égoïste.

Nous avons donc vu que le CDI peut être appréhendé comme une longue chaîne d'interactions. Celles-ci répondent à un *faceworking* qui marque les stratégies des acteurs. Maintenir sa façade de compétence peut en effet influencer un protagoniste à établir un partenariat avec un acteur plutôt qu'avec un autre. Mais le jeu de figuration contraint également au sein même d'une institution. Les membres d'une même organisation, aussi intéressés soient-ils, se doivent de respecter, *intra muros*, la façade proposée à l'extérieur. D'autant plus si c'est une position d'identification au rôle qui a été choisie. Le *faceworking* œuvre également au cœur des négociations entre les acteurs. Il n'est en effet pas toujours possible de changer de manière explicite la répartition des rôles entre deux institutions. Il s'ensuit alors un processus de communication par sous-entendus qui peut réussir ou non, mais qui ne met la face de personne en danger. Enfin, l'attachement émotionnel à cette face peut expliquer l'attitude d'implication, d'abandon ou de refus d'un rôle par l'acteur. Dès lors, nous pouvons dire que la *faceworking* semble bien participer à la structuration du champ de la coopération roumaine au développement. Ainsi, l'ordre de l'interaction nous paraît être un objet d'analyse qui gagnerait à être étudié dans la compréhension de la co-construction des normes et pratiques du Complexe Développeur International.

Toutefois, cette réponse doit être nuancée, car notre raisonnement souffre de plusieurs limites. Mentionnons quatre d'entre elles qui nous semblent les plus importantes. Premièrement,

l'interprétation que nous avons donnée de Goffman est une *certaine* lecture de son œuvre. En effet, d'autres grilles d'analyses présentes chez lui auraient pu être utilisées. Ainsi, C. Cefaï et D. Trom (2001) font une démonstration remarquable des cadres de l'expérience appliqués à l'action publique. Mais ces cadres de l'expérience sont le concept le plus macrosociologique de Goffman. Or, ce que nous voulions tenter de montrer par ce travail, c'est que l'interaction, dans ce qu'elle a de plus situationnel, est un objet qui mérite l'attention dans le champ du développement. C'est pourquoi nous avons choisi le *faceworking* comme canevas théorique<sup>168</sup>.

Deuxièmement, nous n'avons pu remettre en question un postulat pourtant essentiel dans la théorie goffmannienne : la sacralité de la face. Or, celui-ci mériterait une attention toute particulière. D'ailleurs, nous avons tout d'abord décidé de centrer notre mémoire sur ce sujet. Néanmoins, il nous est rapidement apparu un risque considérable : s'engouffrer dans deux mémoires au lieu d'un seul. En effet, d'un point de vue logique, nous nous sommes rendus compte qu'il nous fallait d'abord comprendre et mettre en évidence le *faceworking* dans le quotidien des acteurs, avant de s'attaquer à sa dimension sacrée. Or, ces deux étapes constituent chacune un mémoire à part entière. Il nous a donc fallu commencer par le début. Toutefois, l'analyse des rituels de la face dans le CDI nous semble un chantier intellectuel qu'il serait des plus intéressants à mener.

Troisièmement, arrivant à la fin du mémoire, il pourrait sembler au lecteur que « tout colle un peu trop bien » dans ce que nous voulions démontrer. Nous n'avons pas, par exemple, mentionné de contre-exemples à la prégnance du *faceworking*. De plus, l'ordre de l'interaction est toujours présent, et surtout, il semble plus astreignant que les contraintes extra-situationnelles. Nous reconnaissons cette limite à notre travail. Toutefois, nous précisons que nous n'avons pas choisi notre théorie *a priori*. Si elle paraît si présente tout au long de ces pages, c'est parce que c'est lors du terrain que nous nous sommes rendus compte de sa pertinence pour expliquer au mieux nos observations. Elle s'est imposée à nous, plus que nous n'avons cherché à tout prix à l'appliquer. Mais cette critique est néanmoins profonde, et nous amène à la quatrième et plus importante limite.

Si, selon nous, le *faceworking* participe bien à la structuration du champ de la coopération roumaine au développement, notre travail ne montre pas quelle est sa place précise par rapport à d'autres dynamiques, comme les rapports de pouvoir. Ainsi, la réponse de l'eurodéputé « la plus value des nouveaux états membres, c'est après 1989 », n'est pas due qu'à la logique du moment. Elle est le résultat d'un rapport de pouvoir qui dépasse de loin le cadre de l'interaction. Cette relation entre la

---

<sup>168</sup> Nous avons également conscience d'avoir insisté sur la dimension « consensus » du *faceworking* plutôt que sur celle d'« agression ». Ce dernier aspect est pourtant également développé par Goffman (1974 : 24-26). Nous avons fait ce choix car, selon nous, il éclairait de manière plus pertinente la structuration du champ.

situation et l'« extra-situationnel » est la véritable zone d'ombre d'une analyse du *faceworking*. Goffman lui-même reconnaît que ce lien est « un couplage flou » (*loose coupling*) (GOFFMAN, 1988 : 214 ; NIZET, 2005 : 98). Un tel « couplage flou » ne peut bien sûr nous satisfaire. Néanmoins, il ne nous a pas été possible de le rendre plus clair dans le cadre de ce mémoire. C'est d'ailleurs selon nous la principale perspective qu'ouvre le présent travail.

En effet, nous avons vu que le Complexe Développeur International est une longue chaîne d'interactions, et plus profondément, une longue chaîne qui lie les individus/institutions par la « laisse de l'interaction ». De plus, analyser le *faceworking* « c'est étudier [...] le code que l'individu respecte à chaque fois qu'il croise les chemins ou les projets des autres » (GOFFMAN, 1974 : 15). Dès lors, il nous semble qu'il serait particulièrement intéressant d'observer comment un projet tel que la coopération roumaine au développement est conçu, mis en œuvre et évalué « de A à Z ». De Bucarest à Tbilissi en passant par Bruxelles, nous pensons que la meilleure manière de déterminer la place exacte du *faceworking* par rapport à d'autres dynamiques serait d'observer comment, tout au long du processus d'un projet, le jeu de figuration déteint sur sa concrétisation. Il serait ainsi possible de décrire avec précision l'influence de l'ordre de l'interaction dans le quotidien du Complexe Développeur International.

Un ONG-iste roumain nous a un jour partagé ce sentiment : « quand les américains sont venus avec tous leurs experts, au début, c'était normal. Mais finalement, ce qu'ils ont à t'apprendre, en trois mois, cela peut être fait. Ils sont restés des années à nous enseigner les *good practices*, comme si on était des enfants. J'avais 35 ans ! Ce n'est pas parce que j'ai vécu dans un pays communiste que je suis un idiot ! Et surtout, avec leur salaire indécent pour la Roumanie, j'aurais pu payer trois gars comme lui pour la même période. On aurait fait trois fois plus de boulot... On a vraiment vécu cela très mal. Comme si on était de « seconde catégorie »... Maintenant qu'on est à leur place, on ne veut pas faire vivre la même chose à nos collègues géorgiens ! ». Il serait intéressant de voir dans quelques années si FOND respectera ces paroles, ou si les logiques à l'œuvre dans le Complexe Développeur International le mettront dans la même situation que les experts américains critiqués. Ce serait d'ailleurs un excellent exemple afin de voir si le *faceworking* est une dynamique réellement différente d'une stratégie. Mais que la face soit intéressée ou sacrée, l'analyse du jeu de figuration nous a permis de porter un autre regard sur la structuration du champ de la coopération roumaine au développement.

Les moyens limités dont dispose le MAE pour mettre en œuvre l'Aide Publique au Développement d'une part, associée à la position d'expert que le cadre législatif lui fait porter d'autre part, semble donc pousser le ministère vers un partenariat avec le PNUD, plutôt qu'avec FOND et ses membres. L'organisation onusienne lui permet, certes, de « sous-traiter » une partie de sa coopération

au développement pour les raisons que l'on a vues. Mais c'est l'obligation de maintenir une façade de haute compétence qui explique la nécessité de cette attitude pour le MAE. En effet, de par l'état actuel des choses au ministère, la façade qu'il doit présenter est encore fragile. Cette vulnérabilité pourrait dès lors être mise à nu lors des interactions avec les autres acteurs (NIZET et RIGAUX, 2005 : 34). On remarque dès lors une temporisation de la part du MAE afin qu'il puisse consolider cette façade. Dans cet ordre d'idée, on comprend que la relation avec le PNUD ne représente pas un risque pour la face du ministère, car l'organisation onusienne est consacrée par les documents étatiques comme un expert en *capacity building*. Le PNUD peut donc, sur certains points, se montrer plus qualifié que le MAE sans que cela porte à conséquences. Un tel risque est par contre présent lors des rencontres publiques entre le ministère et la société civile, puisque l'Etat est censé représenter une autorité au moins aussi compétente que les ONG. *A fortiori*, on comprend que cette contrainte de réalisation dramatique ne stimule pas le ministère à créer une Agence du Développement, puisque celle-ci représenterait un danger permanent de ne pas être à la hauteur de son statut. Le *faceworking* semble donc influencer le MAE quant à sa position vis-à-vis des deux autres acteurs centraux.

Mais le jeu de figuration ne marque pas uniquement les relations entre les organisations. Même en interne, les membres de FOND doivent tenir compte du management de la face. La fédération est en effet engagée dans un processus d'indentification au rôle qu'elle revendique. Celui d'une fédération d'ONG au service des pays plus pauvres. Dès lors, parce que l'unique coulisse « absolue » est celle où l'on est seul (NIZET et RIGAUX, 2005 : 32), FOND devra se comporter *intra muros* de manière à être en adéquation avec ce qu'elle présente aux autres protagonistes du champ. Ainsi, nous nous rendons compte que la position réclamée par la fédération entraîne des conséquences importantes en son sein. En effet, sa stratégie vis-à-vis des autres acteurs (« le MAE voit qu'il n'y a pas de deuxième ligne derrière les plus actifs d'entre nous [...] On doit s'unir pour faire le poids [...] On a un message à faire passer [...] On doit apprendre à être plus solidaires ») nécessite tout un jeu de figuration interne afin d'être efficace.

Ce jeu de figuration, qui agit sur la position du MAE et dans les coulisses de FOND, est également à l'œuvre lorsque le PNUD essaie de modifier sa relation avec la fédération. Nous avons vu comment l'organisation onusienne, devant le refus de FOND quant à la définition actuelle de la situation, tente d'avancer vers une autre répartition des rôles. Changement qui, afin de respecter l'ordre naturel des choses déjà défini (GOFFMAN, 1973a : 55), ne peut se faire qu'à travers une communication par sous-entendus niabile à tout moment, si le processus échoue (GOFFMAN, 1974 : 29). Dès lors, nous prenons conscience que la *faceworking* bat au cœur même des stratégies. En effet, le jeu de figuration offre la possibilité d'orienter ces dernières lors d'une interaction, et ce, sans mettre en péril la face de quiconque. De tels mouvements entre les acteurs sont discrets, mais leur analyse nous permet de

mieux comprendre comment les positions respectives des institutions de la coopération roumaine au développement peuvent progressivement se transformer.

Enfin, nous avons vu que tous les acteurs du champ (le MAE, FOND, le PNUD, mais également l'UE, le « vieux » CDI, etc.), malgré des stratégies qui leur sont spécifiques, sont unis afin de soutenir la façade de la Roumanie dans ce que l'on peut appeler le « marché du développement » (GUICHAOUA, 1998). Tous affirment en effet que la plus-value du pays consiste en « l'expérience de la transition vécue sur sa propre peau ». Dans ce cas, le *faceworking* nous éclaire quant au processus exact qui les coalise temporairement : la recherche du bilan des *succes story* de ces 20 dernières années. En effet, comme nous l'avons vu, il ne suffit pas de revendiquer un rôle, il faut encore pouvoir en soutenir la face (GOFFMAN, 1973a : 25-79). Dès lors, on comprend que les recherches lancées par chacune des ces institutions n'ont pas pour unique but de savoir ce que la Roumanie va faire dans d'autres pays, mais également de déterminer ce qu'elle peut montrer afin d'assurer la légitimité de son nouveau rôle. Ce nouveau rôle à assumer permet d'ailleurs de comprendre, en partie, l'attitude de l'opinion publique quant à la coopération roumaine au développement. En effet, leur faible soutien vis-à-vis de ce domaine ne provient peut-être pas uniquement de leur perception « d'être pauvres », avec un sentiment qui entrainerait une sorte de « réflexe égoïste ». De fait, 87% des Roumains soutiennent l'aide humanitaire que pourrait offrir leur pays, alors que celle-ci nécessite aussi des fonds importants. Dès lors, il se pourrait que le rôle de la Roumanie, en tant que fournisseur de coopération au développement, ne soit pas accepté par l'opinion publique pour une raison liée au jeu de figuration. Même s'il ne s'agit là que d'une hypothèse à vérifier, il nous semble qu'une partie des Roumains refuse ce rôle non pas parce qu'elle estime leur pays trop pauvre pour donner, mais parce qu'elle le juge incapable de réaliser ailleurs ce qu'il n'a pas su faire sur son propre territoire. Ou pour le dire en des termes goffmanniens, parce qu'elle ne considère pas la Roumanie comme en droit de porter une telle face.

Ainsi, nous avons vu comment le *faceworking* participe à la structuration du champ que nous avons étudié. Le jeu de figuration influence, selon nous, la position du MAE afin de ne pas mettre en péril sa façade de haute compétence. Il semble contraindre les membres de FOND à se comporter entre eux de manière cohérente au rôle revendiqué publiquement par la fédération. Il permet également au PNUD d'adapter sa stratégie *in situ*, même si un tel processus ne fonctionne pas toujours. Enfin, il semble amener des individus à s'impliquer davantage, à quitter, ou bien à s'opposer à la coopération roumaine au développement. La face s'avère donc toucher les acteurs en présence, dans leurs stratégies comme dans leurs sentiments. C'est pourquoi elle dépasse le cadre de la métaphore et constitue, d'après nous, un objet d'analyse pertinent dans la compréhension du Complexe Développeur International.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Ouvrages et articles

- ∞ AMSELLE Jean-Loup, M'BOKOLO Elikia, 1999, *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*, 2<sup>ème</sup> édition, La Découverte, Paris (Poche/Sciences Humaines et Sociales).
- ∞ ATLANI-DUAULT Laëtitia, 2005, *Anthropologie de l'aide humanitaire*, Société d'ethnologie, Nanterre (Recherches Thématiques).
- ∞ ATLANI-DUAULT Laëtitia, VIDAL Laurent, 2009, *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement. Des pratiques aux savoirs et des savoirs aux pratiques*, Armand Colin, Paris (Sociétales).
- ∞ BERNARD Suzanne, 1960, *Œuvres de Rimbaud*, Éditions Garnier Frères, Paris.
- ∞ BLANCHET Philippe, 1995, *La pragmatique. D'Austin à Goffman*, Bertrand-Lacoste, Paris (Référence).
- ∞ BOUDON Raymond, BESNARD Philippe, CHERKAOUI Mohamed, LÉCUYER Bernard-Philippe, 2003, *Dictionnaire de sociologie*, 2<sup>ème</sup> édition, Larousse, Paris (In extenso).
- ∞ CEFAI Daniel, TROM Danny (dir.), 2001, *Les formes de l'action collective. Mobilisation dans des arènes publiques*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris (Raisons pratiques).
- ∞ COLLINS Randall, 1988, « Theoretical continuities in Goffman's work », in DREW Paul, WOOTON Anthony (dir.), 1988, *Exploring the Interaction Order*, Polity Press, Cambridge.
- ∞ COULON Alain, 2004, *L'école de Chicago*, 4<sup>ème</sup> édition, Presses Universitaires de France, Paris (Que sais-je ?).
- ∞ CROZIER Michel, FRIEDBERG Ehrard, 1977, *L'acteur et le système*, Le Seuil, Paris.
- ∞ DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, APAD-Karthala, Marseille (APAD) & Paris (Karthala) (Hommes et Sociétés).
- ∞ DREW Paul, WOOTON Anthony (dir.), 1988, *Exploring the Interaction Order*, Polity Press, Cambridge.
- ∞ DURAND Jean-Pierre, WEIL Robert (dir.), 2002, *Sociologie contemporaine*, 2<sup>ème</sup> édition, Vigot, Paris (Essentiel).
- ∞ DURKHEIM Émile, 1912, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Presses Universitaires de France, Paris.
- ∞ DURKHEIM Émile, 1924, *Sociologie et philosophie*, BOUGLÉ Célestin (éd.), Presses Universitaires de France, Paris.

- ⌘ EASTERLY William, 2006, *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?*, Éditions d'Organisation, Paris.
- ⌘ GOFFMAN Erving, 1968 (version originale : 1961), *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Minuit, Paris (Le sens commun).
- ⌘ GOFFMAN Erving, 1973a (version originale : 1973), *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*, Minuit, Paris (Le sens commun).
- ⌘ GOFFMAN Erving, 1973b (version originale : 1971), *La mise en scène de la vie quotidienne. 2. Les relations en public*, Minuit, Paris (Le sens commun).
- ⌘ GOFFMAN Erving, 1974 (version originale : 1967), *Les rites d'interaction*, Minuit, Paris (Le sens commun).
- ⌘ GOFFMAN Erving, 1987 (version originale : 1981), *Façons de parler*, Minuit, Paris (Le sens commun).
- ⌘ GOFFMAN Erving, 1988, (version originale : 1983), « L'ordre de l'interaction », in WINKIN Yves, *Les moments et leurs hommes*, Seuil/Minuit, Paris, pp. 186-230.
- ⌘ GOFFMAN Erving, 1991 (version originale : 1974), *Les cadres de l'expérience*, Minuit, Paris (Le sens commun).
- ⌘ GUICHAOUA André, 1998, « L'évolution du « marché du développement » et la restructuration des organisations de coopération », *Revue Tiers Monde*, Paris, tXXXVIII, n°151, pp. 491-517.
- ⌘ GUICHAOUA André, GOUSSAULT Yves, 1993, *Sciences sociales et développement*, Armand Colin, Paris (Cursus).
- ⌘ HAPIOT Aude, SLIM Assen, 2003, « Les aides européennes aux PECO. Vers une meilleure affectation des fonds ? », *Le courrier des Pays de l'Est*, n°1034, p. 48-60.
- ⌘ JOSEPH Isaac, 2009, *Erving Goffman et la microsociologie*, 2<sup>ème</sup> édition, Presses Universitaire de France, Paris (Philosophies).
- ⌘ KNORR-CETINA Karin, CICOUREL Aaron Victor, 1981, *Toward an Integration of Micro et Macro Sociologies*, Routledge & Kegan Paul, Londres.
- ⌘ KUTY Olgierd, 1998, *La négociation des valeurs. Introduction à la sociologie*, De Boeck & Larcier, Bruxelles (Ouvertures Sociologiques).
- ⌘ LALLEMENT Michel, 2005a, *Histoire des idées sociologiques. Des origines à Weber*, 2<sup>ème</sup> édition, Armand Colin, Paris (CIRCA).
- ⌘ LALLEMENT Michel, 2005b, *Histoire des idées sociologiques. De Parsons aux contemporains*, 2<sup>ème</sup> édition, Armand Colin, Paris (CIRCA).
- ⌘ LÉVI-STRAUSS Claude, 1958, *Anthropologie structurale*, Plon, Paris.
- ⌘ LINDEN Ronald Haly, 1983, « Romanian Foreign Policy in the 1980s : Domestic – foreign Policy Linkages », in SODARO Michael J., WOLCHIK Sharon L. (dir.), *Foreign and domestic policy in Eastern Europe in the 1980s : trends and prospects*, St. Martin's Press, New York.

- ⌘ NIZET Jean, RIGAUX Nathalie, 2005, *La sociologie de Erving Goffman*, La Découverte, Paris (Repères).
- ⌘ PIROTTE Gautier, 2003, *Une société civile post-révolutionnaire. Etude du nouveau secteur ONG en Roumanie. Le cas de Iasi*, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve (Carrefours).
- ⌘ PIROTTE Gautier, 2007, *La notion de société civile*, La Découverte, Paris (Repères).
- ⌘ POPIȘTEANU Cristian, 1976, *Cronologie politico-diplomatică românească: 1944-1974*, Editura Politică, Bucarest.
- ⌘ QUIVY Raymond, VAN CAMPENHOUDT Luc, 1995, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 2<sup>ème</sup> édition, Dunod, Paris (Psycho Sup).
- ⌘ RANNAUD Christine, 2002, *Giono philosophe*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve D'Ascq (Objet).
- ⌘ SANTAYANA George, 1922, *Soliloquies in England and Later Soliloquies*, Scribner's, New York.
- ⌘ SPINOZA Baruch, 1993, *Traité politique. Lettres*, Flammarion, Paris (GF Philosophie).
- ⌘ STEINER Philippe, 2005, *La sociologie de Durkheim*, 4<sup>ème</sup> édition, La Découverte, Paris (Repères).
- ⌘ VERHOEVEN J. C., 2000, « An interview with Erving Goffman, 1980 », in FINE G. A., SMITH G. W. H. (dir.), *Erving Goffman*, Sage Publications, Londres/Thousand Oaks/New Delhi (Sage masters of modern social thought).
- ⌘ WINKIN Yves (dir.), 1981, *La Nouvelle Communication*, Éditions du Seuil, Paris (Points Essais série « Sciences humaines »).
- ⌘ WINKIN Yves, 1988, *Les moments et leurs hommes*, Seuil/Minuit, Paris.

## Rapports et documents officiels

- ⌘ CIVICUS, 2005, *Dialogue for civile society. Report on the state of civil society in Romania* : <http://www.fdsc.ro/documente/16.pdf>, consulté le 10/07/09.
- ⌘ CONCORD, 2008, *No Time to Waste : European governments behind schedule on aid quantity and quality* : <http://www.concordeurope.org/Files/media/extranetdocumentsENG/NavigationSecondaire/WorkingGroups/Aidwatch/Aidwatch2008/Light-Full-report.pdf>, consulté le 29/07/09.
- ⌘ CONCORD, 2009, *Lighthen the load. In a time of crisis, European aid has never been more important* : [http://www.actionforglobalhealth.eu/news/launch\\_of\\_aidwatch\\_2009\\_report](http://www.actionforglobalhealth.eu/news/launch_of_aidwatch_2009_report), consulté le 04/08/09.
- ⌘ FOND, 2009, Rapport du président pour l'Assemblée générale, document interne.



- ⌘ GOUVERNEMENT ROUMAIN, 2006, *Stratégie Nationale pour la Politique de Coopération Internationale au Développement* : <http://damaidepartee.org/doc/romania-donator/strategia%20nationala%20privind%20politica%20de%20cooperare%20internationala.pdf>, consulté le 28/07/09.
- ⌘ GOUVERNEMENT ROUMAIN, 2008, *Raport asupra obiectivelor de dezvoltare ale mileniului*, Gouvernement roumain, Bucarest.
- ⌘ OPREA Mirela, NOVAC Rodica, 2009, *It's our turn to help. Development cooperation in Romania*, document interne de FOND.
- ⌘ PNUD, 2004, *CPAP 2005-2009* : [http://www.undp.ro/download/files/undp/CPAP\\_English.pdf](http://www.undp.ro/download/files/undp/CPAP_English.pdf), consulté le 28/07/09
- ⌘ PNUD, 2004, *UNDAF 2005-2009* : [http://www.undg.org/archive\\_docs/1400-Romania\\_UNDAF\\_2005-2009\\_-\\_2005-2009.pdf](http://www.undg.org/archive_docs/1400-Romania_UNDAF_2005-2009_-_2005-2009.pdf), consulté le 13/07/09.
- ⌘ UNION EUROPÉENNE, 2007, *Eurobaromètre spécial 280. Les européens et l'aide au développement* : [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_280\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_280_fr.pdf), consulté le 30/07/09.
- ⌘ UNION EUROPÉENNE, 2007, *Eurobaromètre spécial 286. Les citoyens des nouveaux états membres et l'aide au développement* : [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_286\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_286_fr.pdf), consulté le 30/07/09.
- ⌘ USAID, 2007, *Celebrating the romanian-american partnership* : [http://www.usaid.gov/locations/europe\\_eurasia/countries/ro/romania\\_legacy\\_book\\_complete\\_10-17-2007.pdf](http://www.usaid.gov/locations/europe_eurasia/countries/ro/romania_legacy_book_complete_10-17-2007.pdf), consulté le 30/07/09.

## Principaux sites Internet consultés

- ⌘ [http://europa.eu/index\\_fr.htm](http://europa.eu/index_fr.htm)
- ⌘ <http://fondromania.wordpress.com>
- ⌘ <http://medipromania.wordpress.com>
- ⌘ <http://romaniansindevelopment.wordpress.com/about>
- ⌘ [www.adevarul.ro](http://www.adevarul.ro)
- ⌘ [www.blackseango.org/pagini/index.php](http://www.blackseango.org/pagini/index.php)
- ⌘ [www.ceetrust.org](http://www.ceetrust.org)
- ⌘ [www.centras.ro](http://www.centras.ro)
- ⌘ [www.concordeurope.org](http://www.concordeurope.org)
- ⌘ [www.coprogram.be](http://www.coprogram.be)
- ⌘ [www.deeep.org](http://www.deeep.org)

- ☞ [www.dgos.be](http://www.dgos.be)
- ☞ [www.dilemaveche.ro](http://www.dilemaveche.ro)
- ☞ [www.diplomatie.be](http://www.diplomatie.be)
- ☞ [www.euractiv.ro](http://www.euractiv.ro)
- ☞ [www.europa.eu](http://www.europa.eu)
- ☞ [www.evz.ro](http://www.evz.ro)
- ☞ [www.fdsc.ro](http://www.fdsc.ro)
- ☞ [www.fondromania.org](http://www.fondromania.org)
- ☞ [www.gmfus.org/blacksea](http://www.gmfus.org/blacksea)
- ☞ [www.jurnalul.ro](http://www.jurnalul.ro)
- ☞ [www.ladocumentationfrancaise.fr](http://www.ladocumentationfrancaise.fr)
- ☞ [www.mae.ro](http://www.mae.ro)
- ☞ [www.ong-ngo.org](http://www.ong-ngo.org)
- ☞ [www.pdl.org.ro](http://www.pdl.org.ro)
- ☞ [www.presidencyfund.org/wcm/index.php](http://www.presidencyfund.org/wcm/index.php)
- ☞ [www.psd.ro](http://www.psd.ro)
- ☞ [www.regard-est.com](http://www.regard-est.com)
- ☞ [www.revista22.ro](http://www.revista22.ro)
- ☞ [www.revista22.ro](http://www.revista22.ro)
- ☞ [www.romanialibera.ro](http://www.romanialibera.ro)
- ☞ [www.roumanie.com](http://www.roumanie.com)
- ☞ [www.trialog.or.at](http://www.trialog.or.at)
- ☞ [www.trialog.or.at/start.asp?ID=96](http://www.trialog.or.at/start.asp?ID=96)
- ☞ [www.udmr.ro](http://www.udmr.ro)
- ☞ [www.undg.org](http://www.undg.org)
- ☞ [www.undp.ro](http://www.undp.ro)
- ☞ [www.usaid.gov](http://www.usaid.gov)
- ☞ [www.zf.ro](http://www.zf.ro)

## Sources de première main

- ☞ Terrain de deux mois au sein du secrétariat de la Fédération des ONG roumaines de Développement (FOND)
- ☞ Stage d'un mois dans une ONG roumaine (CENTRAS)